BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750646

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1898

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
1/26

Coll folio 15

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

—

1899

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1898

2e VOLUME.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4 à 9
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.	Dette consolidée	13 à 63
	Rentes 3 p. o/o amortissables	66 à 77
	Emprunt de 250 millions. (Emprunt Morgan.)	80 à 83
	Annuités aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Finances.)	86 à 123
	Annuités diverses	124 à 137
	Annuités de rachat des canaux	140 à 147
	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels.	148
	Annuités aux villes de Marmande et d'Aix pour [illegible] d'allumettes et de magasin	149 et 150
	Cautionnements en numéraire	152 à 157
	Dette flottante (Voir le 1er volume, p. 780 et 781)	159
	Annuité à payer au Crédit foncier	162 à 167
	Annuité au département du Nord (Convention du 2 avril 1896)	168
	Annuité pour l'agrandissement et l'amélioration du port de Bône	170
	Annuité pour l'installation de l'électricité au Ministère de la marine	172
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire	175 à 195
	Annuité pour remboursement de l'avance relative au rachat de réseaux téléphoniques	198
	Annuités pour remboursement des avances faites pour travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports	200 et 201
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics)	204 à 211
	Rentes viagères pour l'année 1898	214
	Pensions inscrites au Trésor	216 à 229
	Compte spécial des pensions civiles	232 à 237
	Allocations supplémentaires	239 à 242
Table détaillée des matières		243 à 248

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE

SITUATION AU 1ER JANVIER 1899.

NUMÉROS des CHAPITRES du budget de 1898.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CAPITAL NOMINAL de la dette non amortissable par annuités au 1er janvier 1898.	CAPITAL NOMINAL de la dette amortissable par annuités au jour de l'émission.	AUGMENTATIONS.	MONTANT DES SOMMES AMORTIES OU DIMINUTIONS SURVENUES dans le capital de la dette publique. ANTÉRIEUREMENT à l'année 1898.	PENDANT l'année 1898.	TOTAUX au 1er janvier 1899.	MONTANT DES SOMMES restant à amortir ou à rembourser au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.								
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.								
1	Rentes 3 p. o/o	15,213,031,769f 00c	"	"	"	16,567f 00c	16,567f 00c	15,213,015,202f 00c	
2	Rentes 3 1/2 p. o/o	6,789,668,436 00	"	"	"	"	"	6,789,668,436 00	(A) Cette annuité n'a pas été calculée en vue de rembourser, à un taux donné un capital déterminé. Elle représente une subvention annuelle équivalente à peu près à la garantie d'intérêt à laquelle avait droit la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pour l'exploitation de la ligne du Rhône-Mont-Cenis.
3	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	"	4,254,146,500f 00c	"	367,484,500f 00c	24,914,500 00	392,399,000 00	3,861,747,500 00	
4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan	"	340,206,153 12	"	131,101,052 25	9,590,647 14	140,691,699 39	199,514,453 73	
7	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	"	40,343,359 63	"	1,151,409 63	90,765 00	1,242,174 63	39,101,185 00	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est	"	325,000,000 00	"	7,509,546 33	618,582, 39	8,128,128 72	316,871,871 28	
8 *bis*	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée	"	157,852,000 00	"	2,546,000 00	2,546,000 00	5,092,000 00	(A) 152,760,000 00	
18	Annuités aux compagnies de chemins de fer	"	882,216,322 24	"	43,569,306 75	2,883,306, 74	46,452,613 49	835 763,708 75	
9	Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires et application de la loi du 7 décembre 1894	"	656,450,000 00	"	95,995,195 09	14,446,097 94	110,441,293 03	546,008,706 97	
10	Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	"	97,193,000 00	"	3,550,000 00	2,400,000 00	5,950,000 00	91,243,000 00	
11	Intérêt et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.)	"	89,445,308 86	"	33,172,654 47	56,272,654 39	89,445,308 86	"	
12	Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	"	265,177 31	"	143,676 29	121,501 02	265,177 31	"	
13	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	"	372,800 00	"	200,246 00	15,623 00	215,869 00	156,931 00	
14	Annuités pour chemins stratégiques	"	11,571,018 67	"	4,573,451 54	6,997,567 13	11,571,018 67	"	
15	Remboursement, par annuités, aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes	"	4,291,785 00	"	545,260 04	3,746,524 96	4,291,785 00	"	
19	Rachat de concession de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing	"	14,535,949 13	"	9,601,583 11	99,712 59	9,701,295 70	4,834,653 43	
20	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels	"	1,388,453 10	"	208,572 00	1,179,881 10	1,388,453 10	"	
21	Annuités aux villes d'Aix et de Marmande pour construction d'une manufacture d'allumettes et de magasins	"	711,418 62	"	262,345 60	449,073 02	711,418 62	"	
33	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pension	"	211,569,914 71	6,816,139 82	123,985,020 86	6,158,725 37	130,143,746 23	88,242,308 30	
	Cautionnements en numéraire	314,461,376 83	"	"	"	13,234,692 49	13,234,692 49	301,226,684 34	
	Dette flottante	991,920,773 60	"	23,571,960 87	"	"	"	1,015,492,734 47	
	Obligations du Trésor à court terme. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)	177,410,904 78	"	"	"	64,320,000 00	64,320,000 00	113,090,904 78	
	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00	"	"	"	"	"	59,920,000 00	
	A reporter	23,546,413,260 21	7,087,559,160 39	30,388,100 69	825,599,819 96	210,102,421 28	1,035,702,241 24	29,628,658,280 05	

Suite du TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

NUMÉROS des CHAPITRES du budget de 1898.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CAPITAL NOMINAL de la dette non amortissable par annuités au 1er janvier 1898.	CAPITAL NOMINAL de la dette amortissable par annuités au jour de l'émission.	AUGMENTATIONS.	MONTANT DES SOMMES AMORTIES OU DIMINUTIONS SURVENUES DANS LE CAPITAL de la dette publique. Antérieurement à l'année 1898.	Pendant l'année 1898.	TOTAUX au 1er janvier 1899.	MONTANT DES SOMMES restant à amortir ou à rembourser au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
	Report.....	23,546,413,260 21	7,087,559,160 39	30,388,100 69	825,599,819 96	210,102,421 28	1,035,702,241 24	29,628,658,280 05	
	FRANCE.								
	2° MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.								
27	Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887.....	"	2,644,938f 11c	"	167,341f 68c	2,477,596f 43c	2 644,938f 11c	"	
77	Participation de l'État aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893.....	"	1,000,000 00	"	"	250,000 00	250 000 00	750,000 00	
		"	3,644,938 11	"	167,341 68	2,727,596 43	2,894,938 11	750,000 00	
	ALGÉRIE.								
	3° MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.								
	1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.								
	§ 8. — *Travaux publics.*								
6	Remboursements des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie....	"	1,400,000 00	"	1,166,666 70	116,666 67	1,283,333 37	116,666 63	
	Total.....	"	5,044,938 11	"	1,334,008 38	2,844,263 10	4,178,271 48	866,666 63	
	FRANCE.								
	MINISTÈRE DE LA MARINE.								
23	Matériel de l'administration centrale. (Installation de l'électricité au ministère de la marine).....	"	96,881 30	"	38,752 52	9,688 13	48,440 65	48,440 65	
	5° MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.								
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.								
60	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire..... 1° Enseignement supérieur...	"	12,212,464 37	"	896,881 96	159,555 79	1,056,437 75	11,156,026 62	
	2° Enseignement secondaire..	"	18,327,051 53	"	1,943,443 33	316,543 98	2,259,987 31	16,067,064 22	
	Total.....	"	30,539,515 90	"	2,840,325 29	476,099 77	3,316,425 06	27,223,090 84	
	6° MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.								
	2e SECTION.								
	4e PARTIE. — *Frais de régie.*								
17	Annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations.....	"	9,698,241 28	"	3,485,658 50	6,212,582 78	9,698 241 28	"	
	7° MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.								
37	Avances faites pour les travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	"	97,158,333 00	"	57,688,402 00	4,716,923 00	62,405,325 00	34,753,008 00	
38	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883).....	"	21,342,342 80	"	552,076 12	85,523 08	636,599 20	20,705,743 60	
39	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883).....	"	644,801,228 33	"	17,974,640 00	3,605,650 00	21,580,290 00	623,220,938 33	
	Total.....	"	763,301,904 13	"	76,214,118 12	8,408,096 08	84,622,214 20	678,679,689 93	
	Total général.....	23,546,413,260 21	7,896,240,641 11	30,388,100 69	909,512,682 77	228,053,151 14	1,137,565,833 91	30.335,476,168 10	

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1899.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1898.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
20	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal, an XI)	990f 00c	"	"	990f 00c	
16	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	176,568f 78c	1,142f 84c	1,142f 84c	176,568f 78c	(A) Crédit voté.
30	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	93,000 00	6,000 00	12,000 00	87,000 00	
21	Pensions de l'ancienne pairie et du Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	12,000 00	"	12,000 00	"	(B) L'augmentation de 180,000 francs résulte de la loi du 13 avril 1898 (art. 41 et 42), qui a unifié les pensions des militaires amputés au moyen d'un complément d'allocation avec jouissance du 1er juin 1898 et qui a créé des allocations pour certaines catégories de fonctionnaires militaires.
19	Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	688,840 94	47,975 65	81,156 83	655,659 76	
27	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	60,675 00	"	5,550 00	55,125 00	
34	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	4,485,153 00	59,830 00	308,765 00	4,236,218 00	(C) Le compte des allocations supplémentaires ne présente pas de décroissements, les extinctions survenues en cours d'exercice étant réparties annuellement entre les titulaires survivants.
37	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	129,970 00	1,200 00	12,850 00	118,320 00	
23	Pensions militaires de la guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	94,031,780 55	5,401,057 00	4,304,722 19	95,128,115 36	
24	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	35,475,176 00	2,546,459 00	1,782,720 00	36,238,915 00	
31	Pensions ecclésiastiques Sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	10,799 33	"	532 05	10,267 28	
22	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	262,602 00	4,225 00	26,600 00	240,227 00	
29	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	69,963,487 72	7,750,463 00	4,713,002 25	73,000,948 47	
35	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	880,543 00	9,843 00	60,459 00	829,927 00	
26	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes)	10,687 00	"	1,765 00	8,922 00	
32	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	210,800 00	850 00	17,700 00	193,950 00	
36	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1835.)	42,424 00	"	767 00	41,657 00	
	TOTAUX	206,534,507 32	15,829,045 49	11,341,732 16	211,021,820 65	
39	Allocations supplémentaires	(A) 4,106,540 00	(B) 180,000 00	(C) "	(A) 4,286,540 00	
	TOTAL	210,642,037 32	16,009,045 49	11,341,732 16	215,309,350 65	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1898

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1899, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 1/2 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 17 janvier 1894 [conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883)];

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes:

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes;

5° et 6° *Deux états présentant le mouvement des rentes* 3 1/2 p. o/o et 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1899 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1898.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1899.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	456,390,953f 066	//	497f	456,390,456f 066	15,213,015,202f	2,262,139
Rentes 3 1/2 p. o/o	237,638,395 286	//	//	237,638,395 286	6,789,668,436	1,910,217
TOTAUX....	694,029,348 352	//	497	694,028,851 352	22,002,683,638	4,172,356
NET du décroissement.....		497f				

7° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

8° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds;*

9° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période, le* montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

---

[1] Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après pages 66 à 77 présentent, au 1er janvier 1899, la situation suivante :

Nombre des parties.....	437,217
Montant des rentes inscrites.....	115,852,425 francs.
Montant du capital nominal.....	3,861,747,500 francs.

Report.....			1,978,785,432f 263
Les annulations s'élèvent à 1,284,756,580 fr. 911, savoir :			
Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,058,631,554f 911	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 58) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,284,756,580 911	1,284,756,580 911
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1899...			694,028,851 352 (1)

10° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds, depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées*.

D'après ce résumé, le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à.....	63,307,637f 000
Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à	1,915,477,795 263
TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1899.....	1,978,785,432 263
A reporter.....	1,978,785,432 263

11° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1899.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée*, mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités*. C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 66 à 77) le compte détaillé

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871–1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	1,674,500														
		Payement des sommes dues aux puissances alliées	6,615,944	"	"	"	"	"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delessert et Cie (adjudication).	5
		Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,294,776														
6	L. 1821-1822-1823	*Idem*	19,114,516	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
		Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerre d'Espagne)	4,000,000														
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem*	14
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"	"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848.	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,743	223,442,563 00	Souscriptions publiques.	16
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	"	4,550,640	"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	8,052,120	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00		20
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	4,389,760	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61.	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem*.	27
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	"	"	"	"	"	"	14,249,339	"	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	"	"	"	"	"	"	19,514,315	"	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	"	"	39,830,306	"	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	"	138,975,295	"	"	"	"	"	"	138,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	"	207,026,310	"	"	"	"	"	"	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	4,404,287	"	4,404,287	Année 1875		146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	18,947,368	"	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	"	"	"	"	"	"	13,157,894	"	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	"	1,879,699	"	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Emission de rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	"	28,184,376	"	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	"	"	"	45,624	45,624	Année 1894		1,303,542	1,393,837 25		39
		Totaux	126,653,072	346,001,605	"	17,566,230	"	11,227,597	259,498,657	45,624	760,992,785			18,775,402,907	14,405,082,190 01		
			472,654,677			17,566,230											
			760,992,785														

2° *Rentes provenant de conversions.*

ÉTAT B.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	"	1,034,764	"	"	"	24,459,035	"	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	158,097,609 08	"	"	"	"	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	135,255,410	"	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	37,632,997	"	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
		Totaux	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	197,347,442	237,595,231 841	900,239,132 221	23,706,604,557		
				465,296,458 38									
				900,239,132 22									

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.*

ÉTAT C.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI.	Rentes consolidées	40,216.000f00	"	"	"	"	"	"	"	40.216.000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	"	"	"	"	"	"	"	6.086,000 00	121,720,000	
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809.	11,428,193 00	"	"	"	"	"	"	"	11.428.193 00	228,563.860	2
3	L. 24 avril 1806. L. 17 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant :											
		1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	5.000,000 00	100,000,000	
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750.000 00	15,000,000	3
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	"	"	"	"	"	"	"	1.637 00	32.740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	"	"	"	"	"	"	"	2.632,448 00	52.648.960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	"	"	"	"	"	"	"	8.777,629 00	175.552.580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	"	"	"	"	"	"	"	2.129.867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	"	"	"	"	"	"	"	24.253.168 00	485.063.360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818)	24,253,168 00	"	"	"	"	"	"	"	1.499,654 00	29.993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	"	"	"	"	"	"	"	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	"	"	"	"	"	"	25,995,310	"	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	"	"	"	"	"	"	"	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	110,430,463	"	125,724,883 00	4,033,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	"	"	"	"	"	"	"	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848.	"	"	"	"	"	"	13,541,574	"	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	"	"	"	"	"	"	"	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor.	"	"	"	"	"	"	2,152,786	"	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	"	"	"	"	"	11,869	"	461.035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	"	"	1,915,945	"	"	"	"	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	"	"	"	1,051	"	"	"	"	1,051 00	23,355	20
			"	"	"	"	"	"	4,403,436	"	4,403,436 00	146,781,200	21
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000 00	11,111,111	22
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	"	"	"	"	"	"	600,000	"	600.000 00	20,000,000	23
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	"	"	"	"	"	"	441,176	"	441.176 00	14.705,867	24
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie											
		A reporter	133,774,163 60	"	"	2,416,996	"	15,294,420	157,576,614	"	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.* (Suite.)

ÉTAT C.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
		Report.....	133,774,163f60	"	"	2,416,996f	"	15,294,420f	157,576,614f	"	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
25	D. 19 mars 1858.....	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie.....	"	"	"	8,397	"	"	"	"	8,397 00	186,600	25
26	A. 9 juillet 1862.....	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	"	"	"	298,283	"	"	"	"	298,283 00	6,628,511	26
27	L. 2 août 1868.....	Conversion des titres mexicains.....	"	"	"	"	"	"	5,701,606	"	5,701,606 00	190,053,533	27
28	L. 26 mars 1873.....	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	"	"	"	"	"	"	350,000	"	350,000 00	11,666,667	28
29	L. 22 décembre 1880.....	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	"	50	"	"	"	"	50 00	1,111	29
30	L. 27 avril 1883.....	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	"	"	"	"	3,963	"	"	"	3,963 00	88,067	30
31	L. et D. 7 novembre 1887.....	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement.....	"	"	"	"	"	"	194f922	"	194 922	6,497	31
			133,774,163 60	"	"	2,723,726	3,963	15,294,420	163,628,414f922	"	315,424,687f 522	8,572,739,580	
		Totaux.....	133,774,163 60		"	2,727,689							
			133,774,163 60			315,424,687f522							

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts.....	126,653,072 00	346,001,605	"	17,566,230 00	"	11,227,597	259,498,657	45,624	760,992,785	18,775,402,907
2° Rentes provenant de conversions.....	"	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	197,347,442	237,595,231f841	900,239,132f 221	23,706,604,557
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.....	133,774,163 60	"	"	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	163,628,414f922	"	315,424,687 522	8,572,739,580
Totaux.....	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	620,474,513f922	237,640,855f841	1,976,656,604f 743	51,054,747,044
	606,428,840 60			485,590,377 38						
				1,976,656,604f743						

II. RENTES ANNULÉES.

1° *Rentes qui ont fait retour à l'État.*

ÉTAT D.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. cs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	"	"	"	"	"	"	"	1,812	36,240	1
2	"	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	"	"	"	"	"	"	"	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	"	"	"	"	"	"	"	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	"	"	"	"	"	"	"	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	"	"	3,010 00	"	"	"	"	19,738	401,419	5
6	L. 17 avril 1822.....	——— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	"	"	"	"	"	"	"	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 15.....	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	"	"	"	"	"	"	"	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	"	"	"	"	"	"	"	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50.....	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	"	"	"	"	"	"	"	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	"	"	"	"	"	"	"	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^ms du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de retenance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	"	"	"	"	"	"	"	135,196	2,703,920	11
12	D^ms des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	——— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	"	"	"	"	"	"	"	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	"	"	194,023 00	"	"	"	"	310,025	6,631,662	13
14	D^ms des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	"	"	"	"	"	"	"	1,312	26,240	14
15	D^m du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	"	"	"	"	"	"	"	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	"	"	"	"	"	"	"	584,151	11,683,020	16
17	D^m du 8 mai 1841.....	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^on de St-Germain.	1,550 00	"	"	"	"	"	"	"	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	"	"	"	"	"	186	"	261	7,700	18
19	Année 1844.....	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	"	"	"	"	"	"	"	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	"	"	"	"	"	"	"	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	"	"	"	"	"	8,035,211	"	"	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849.....	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	"	"	"	"	"	"	"	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849.....	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	"	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	"	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	"	"	"	"	"	"	"	3,685,592^f 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	"	"	"	206,432 18	"	"	"	"	206,432^f 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0.....	"	"	"	4,475,655 90	"	"	"	"	4,475,655^f 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	"	"	"	167,358 90	"	"	22,000	"	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	11,942,315	"	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	"	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	"	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....	"	"	298,283	"	"	"	"	"	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	67,341,481	"	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	"	"	"	"	"	"	1,735,305	"	1,735,305	57,843,500	32
33	D^m 19 octobre 1875.....	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	"	"	"	16,427 00	"	"	"	"	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	"	"	"	"	50	"	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	"	4,767	"	"	"	"	"	"	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887.....	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	"	"	"	245,555 00	"	"	"	"	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0.	"	"	"	"	"	"	194^f 922	"	194^f 922	6,498	37
38	D^mes 13 juil., 10 déc. 1888 et 25 janvier 1889.....	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	"	"	"	"	"	"	804,212^f 452	"	804,212^f 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4.....	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	5,560,777	"	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires.....	"	"	"	"	60,692 00	"	"	"	60,692	1,348,712	40
41	D^ms 3 avril 1894.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0..	"	262	"	828 00	83 50	"	34,949^f 260	905^f	37,027^f 760	1,210,249	41
42	Diverses décisions.....	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	"	"	"	"	"	"	122,258^f 222	"	122,258^f 222	4,075,274	42
43	"	Extinctions de dotations reversibles.....	20,272 00	"	"	1,439 00	"	"	5,401	"	27,112	617,451	43
44	"	Annulation de rentes pour divers motifs.....											44
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	122,965,367^f 856	2,460^f 555	168,306,592^f 501	5,141,266,554	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
											168,306,592^f 501		

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	"	"	"	"	"	"	"	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	"	"	"	"	"	"	"	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	"	"	586,277	133,033 310	"	1,635,823	"	"	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	"	340,182,317	"	"	"	"	"	"	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	"	"	"	37,186,901	"	446,096	"	"	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	305,479,583 80	6,788,435,195	6
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	"	"	1,025,938,273 89	21,587,588,563	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,025,938,273 89								

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	"	1,096	"	"	4,902	62,343	"	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	"	138,366	1,247,921	"	838,738	41,056,347	"	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	"	139,462	1,247,921	"	843,640	41,118,690	"	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	122,965,367'856	2,460'555	168,306,592'501	5,141,266.632
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	"	"	1,025,938,273 890	21,587,588,563
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	"	139,462	1,247,921 00	"	843,640	41,118,690	"	88,382,887	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	340,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	164,084,057'856	2,460'555	1,282,627,753'391	29,052,063,406
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,282,627,753' 391							

III. RÉCAPITULATIO

GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1899.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1899.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1899.	
		francs.		francs.	francs.	francs.	
Rentes 3 p. o/o (ancien fonds)	260,427.235f 600	5,208,544,710	260,427.235f 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605f 000	6,920,032,100	346,001,605f 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764f 000	22,994,756	1,034,764f 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565f 080	3,964,168,112	178,387,565f 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048f 300	6,803,734,407	306,168,048f 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017f 000	663,050,42[illegible]	26,522,017f 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	620,474,513f 922	20,682,483,7[illegible]	164,084,057f 856	5,469,468,595	456,390,456f 066	15,213,015,201	
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855f 841	6,789,738,7[illegible]	2,460f 555	70,301	237,638,395f 286	6,789,668,437	
TOTAUX	1,976,656,604f 743	51,054,747,[illegible]	1,282,627,753f 391	29,052,063,406	694,028,851f 352	22,002,683,638	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des lois et décrets.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.			francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	//	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 00	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	//	//	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,310 00	135,255,410 000	//	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721f 70	
Loi du 27 novembre 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,417 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	//	//	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	//	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219f 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	//	//	
	TOTAUX	1,025,938,273 89	900,239,132 221	125,699,141 669	21,587,588,563	23,706,604,557	2,119,015,994	334,934,940f 70	

V. — *Mouvement et situation des rentes 3 1/2 p. 0/0* (A).

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1898.

Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o en exécution de la loi et du décret du 17 janvier 1894.

Montant des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) au 1er février 1894, déduction faite des rentes dont le remboursement a été demandé par les particuliers. 305,479,583f 800

Déduction résultant de la conversion en rentes 3 1/2 p. o/o soit 2/9. 67,884,351 959

RESTE en rentes 3 1/2 p. o/o 237,595,231f 841

Rentes 3 1/2 p. o/o émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion (Loi du 17 janvier 1894, art. 9). 45,624 00

ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898.

Néant . . . . . //

TOTAL des accroissements 237,640,855 84

A reporter 237,640,855 84

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1898.

Report (Accroissements) 237,640,855f841

Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursés après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.). 1,555f 555

Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 11 ssptembre 1894, 13 septembre 1895, 16 juin 1896 et 29 mai 1897.) 905 000

TOTAL 2,460 555

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898.

Néant . . . . . //

TOTAL GÉNÉRAL des décroissements 2,460 555 2,460 555

RESTE pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1899 . . . . . 237,638,395 286

Nombre d'inscriptions 1,910,217

(A) Pour le mouvement et la situation des rentes 5 p. o/o voir le Compte général des finances : année 1852 page 440), année 1883 (page 872).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 1/2 p. o/o (1852), voir le Compte général des finances : année 1887 (page 431).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 p. o/o, voir le Compte général des finances : année 1887 (page 732).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 1/2 p. o/o (1883), voir le Compte général des finances (année 1894 (page 831).

VI. — *Mouvement et situation des rentes 3 p. 0/0.*

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1898.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(c)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 234
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Emission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
TOTAL des accroissements		620,474,513 922
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898		
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		620,474,513 922

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c + Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00 = 133,619,587f 00c
Rentes 4 p. o/o 1,635,823 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,096 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report 620,474,513f 922

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1898.

Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs		2,909f 00c
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825		16,003,286 00
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)		62,343 00
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)		186 00
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)		123,541,209 00
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B)		4,249,571 00
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		22,000 00
Rachat du palais de l'Industrie		2,492 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857		4,000,000 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860		7,942,315 00
Extinctions de dotations réversibles		122,258 222
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)		1,735,304 00
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)		1 00
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897.)		34,452 26
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)		50 00
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)		194 922
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)		804,212 452
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)		5,560,777 00
TOTAL		164,083,560 856

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898.

Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décision ministérielle du 13 juin 1895.)	497f	497 000	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements		164,084,057 856	164,084,057 856
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1899			456,390,456 066
Nombre d'inscriptions	2,262,139		

(A) Rentes provenant..... 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VII. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de Fonds, au 1er janvier 1899.*

RENTES MIXTES.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 1/2 p. 0/0	NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 p. 0/0.	NOMBRE DES PARTIES. TOTAL général.	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 1/2 p 0/0	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 p. 0/0.	MONTANT DES RENTES. TOTAL GÉNÉRAL.
				francs.	francs.	francs.
2 francs	3,531	"	3,531	7,062	"	7,062
3	2,695	1,418	4,113	8,085	4,254	12,339
4	2,260	1,116	3,376	9,040	4,464	13,504
5	7,336	5,037	12,373	36,680	25,185	61,865
6	4,509	3,990	8,499	27,054	23,940	50,994
7	4,888	1,632	6,520	34,216	11,424	45,640
8	3,713	1,421	5,134	29,704	11,368	41,072
9	2,072	1,330	3,402	18,648	11,970	30,618
10	6,343	4,820	11,163	63,430	48,200	111,630
20	15,942	11,931	27,873	318,840	238,620	557,460
30	15,200	18,149	33,349	456,000	544,470	1,000,470
50	11,121	12,563	23,684	556,050	628 150	1,184,200
100	6,744	8,262	15,006	674,400	826,200	1,500,600
200	4,521	5,174	9,695	904,200	1,034,800	1,939,000
300	2,542	3,203	5,745	762,600	960,900	1,723,500
500	1,505	1,848	3,353	752,500	924,000	1,676,500
1,000	1,070	1,682	2,752	1,070,000	1,682,000	2,752,000
1,500	255	410	665	382,500	615,000	997,500
3,000	657	655	1,312	1,971,000	1,965,000	3,936,000
Totaux	96,904	84,641	181,545	8,082,009	9,559,945	17,641,954
Inscriptions mixtes 3 1/2 p. o/o représentées par des titres 4 1/2 p. o/o (1883) non encore présentés à la conversion	301	"	301	5.377	"	5,377
Totaux	97,205	84,641	181,846	8,087·386	9,559,945	17,647,331

RENTES AU PORTEUR (A).

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 1/2 p. 0/0	NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 p. 0/0.	NOMBRE DES PARTIES. TOTAL général.	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 1/2 p. 0/0	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 p. 0/0.	MONTANT DES RENTES. TOTAL GÉNÉRAL.
				francs.	francs.	francs.
2 francs	50,901	"	50,901	101,802	"	101,802
3	49,142	66,322	115,464	147,426	198,966	346,392
4	34,344	26,372	60,716	137,376	105,488	242,864
5	105,301	110,371	215,672	526,505	551,855	1,078,360
6	65,007	98,599	163,606	390,042	591,594	981,636
7	61,237	37,258	98,495	428,659	260,806	689,465
8	55,167	32,571	87,738	441,336	260,568	701,904
9	39,470	40,637	80,107	355,230	365,733	720,963
10	90,372	98,960	189,332	903,720	989,600	1,893,320
20	192,593	186,727	379,320	3,851,860	3,734,540	7,586,400
30	236,457	224,071	460,528	7,093,710	6,722,130	13,815,840
50	152,367	144,363	296,730	7,618,350	7,218,150	14,836,500
100	117,446	134,690	252,136	11,744,600	13,469,000	25,213,600
200	68,899	63,088	131,987	13,779,800	12,617,600	26,397,400
300	43,191	39,184	82,375	12,957,300	11,755,200	24,712,500
500	23,247	20,038	43,285	11,623,500	10,019,000	21,642,500
1,000	13,125	12,358	25,483	13 125,000	12,358,000	25,483,000
1,500	3.215	4,201	7,416	4,822,500	6,301,500	11.124,000
3,000	4,527	4,606	9,133	13,581,000	13,818,000	27.399,000
	1,406,008	1,344,416	2,750,424	103,629,716	101,337,730	204,967,446
Inscriptions 3 1/2 p. o/o représentées par des titres 4 1/2 p. o/o (1883) non encore présentés à la conversion	1,215	"	1,215	46,786	"	46,786
Promesses	82,507	16,002	98,509	37,691	8,708	46,399
Totaux	1,489,730	1,360,418	2,850,148	103,714,193	101,346,438	205,060,631

(A) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 77.

VIII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégori d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1879 au 31 décembre 1898.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIO DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1879 AU 31 DÉCEMBRE 1898.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
31 décembre 1879	1,031,253	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921
——— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
——— 1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801
——— 1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
——— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
——— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
——— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,057,892
——— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
——— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
——— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
——— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356

DATES.	MONTANT DES RENTES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1879	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
——— 1880	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
——— 1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
——— 1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	239,074,162	741,773,122
——— 1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
——— 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
——— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,028	739,397,005
——— 1890	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	435,618,968	48,077,261	483,696,229	24,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,969,347
——— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
——— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
——— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851

(a) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 77.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831.

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOP PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1879 AU 31 DÉCEMBRE 1898.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.					MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.		(a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1. — Inscriptions nominatives directes. (Loi du 24 août 1793.)										
31 décembre 1879	357,734	102,461	566	570,492	1,031,253	154,375,907	29,791,132	404,380	240,583,242	425,154,661
——— 1880	352,765	99,391	575	565,460	1,018,191	158,683,006	29,260,024	404,270	239,212,434	427,559,734
——— 1881	344,852	97,073	579	561,760	1,004,264	156,371,484	28,802,802	400,440	236,641,730	422,216,456
——— 1882	346,150	94,805	600	552,535	994,090	154,150,859	28,368,786	396,350	232,797,093	415,713,088
——— 1883	421,444	94,075	587	549,031	1,065,137	149,226,937	27,698,516	381,703	231,283,971	408,591,127
——— 1884	468,959	91,946	594	547,448	1,108,947	148,233,802	27,479,152	379,332	230,338,707	406,430,993
——— 1885	454,323	90,856	596	546,313	1,092,088	147,907,237	26,882,086	377,372	229,778,388	404,945,083
——— 1886	445,962	89,448	623	551,968	1,088,001	146,488,032	26,089,457	369,326	249,840,010	422,786,825
——— 1887	382,613	//	//	615,519	998,132	145,516,137	//	//	270,849,169	416,365,306
——— 1888	379,372	//	//	625,621	1,004,993	146,150,221	//	//	279,992,091	426,142,312
——— 1889	383,782	//	//	622,153	1,005,935	148,392,548	//	//	281,548,093	429,940,641
——— 1890	375,634	//	//	616,427	992,061	150,745,587	//	//	286,332,504	437,078,091
——— 1891	367,915	//	//	628,269	996,184	153,954,093	//	//	281,664,875	435,618,968
——— 1892	352,552	//	//	654,763	1,007,315	158,902,251	//	//	299,619,617	458,521,868
——— 1893	328,132	//	//	632,326	960,458	165,026,090	//	//	296,031,264	461,057,354
——— 1894	322,926	//	//	665,771	988,697	128,190,813	//	//	296,972,669	425,163,482
——— 1895	323,121	//	//	642,318	965,439	126,407,586	//	//	294,375,637	420,783,223
——— 1896	321,429	//	//	648,904	970,333	124,587,326	//	//	293,595,543	418,182,869
——— 1897	322,923	//	//	670,680	993,603	125,420,662	//	//	306,733,369	432,154,031
——— 1898	323,282	//	//	695,887	1,019,169	125,836,816	//	//	312,048,391	437,885,207
2. — Inscriptions nominatives départementales. (Loi du 14 avril 1819.)										
31 décembre 1879	46,283	7,023	21	124,018	177,345	12,965,033	1,372,754	6,376	42,131,882	56,476,045
——— 1880	45,134	6,639	23	123,971	175,767	13,141,652	1,341,316	6,876	42,325,469	56,815,313
——— 1881	43,496	6,368	23	123,994	173,881	13,011,854	1,312,323	8,186	42,500,475	56,832,838
——— 1882	38,393	5,988	25	122,892	167,298	12,587,092	1,286,369	10,586	42,800,010	56,684,057
——— 1883	//	5,865	26	124,252	130,143	//	1,282,728	10,903	43,286,062	44,579,693
——— 1884	//	5,697	26	124,399	130,122	//	1,232,896	12,594	43,649,849	44,895,339
——— 1885	//	5,582	29	126,356	131,967	//	1,220,926	11,874	43,995,743	45,228,543
——— 1886	//	5,428	27	127,587	133,042	//	1,206,357	11,410	44,557,109	45,774,876
——— 1887	//	//	//	132,293	132,293	//	//	//	46,362,776	46,362,776
——— 1888	//	//	//	136,792	136,792	//	//	//	46,884,347	46,884,347
——— 1889	//	//	//	137,139	137,139	//	//	//	47,564,079	47,564,079
——— 1890	//	//	//	138,483	138,483	//	//	//	47,824,583	47,824,583
——— 1891	//	//	//	141,146	141,146	//	//	//	48,077,261	48,077,261
——— 1892	//	//	//	143,750	143,750	//	//	//	48,610,624	48,610,624
——— 1893	//	//	//	146,646	146,646	//	//	//	49,107,869	49,107,869
——— 1894	//	//	//	147,978	147,978	//	//	//	49,843,083	49,843,083
——— 1895	//	//	//	150,902	150,902	//	//	//	50,316,392	50,316,392
——— 1896	//	//	//	153,111	153,111	//	//	//	50,911,108	50,911,108
——— 1897	//	//	//	137,464	137,464	//	//	//	39,383,496	39,383,496
——— 1898	//	//	//	121,193	121,193	//	//	//	33,435,682	33,435,682

(a) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 (1883) à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 à partir de 1894

(a) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1879 au 31 décembre 1898.*

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1879 AU 31 DÉCEMBRE 1898. (Suite.)

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
3. — Total des inscriptions nominatives. (Articles nos 1 et 2.)										
31 décembre 1879.	404,017	109,484	587	694,510	1,208,598	167,340,940	31,163,886	410,756	282,715,124	481,630,706
——— 1880.	397,899	106,030	598	689,431	1,193,958	171,824,658	30,601,340	411,146	281,537,903	483,375,047
——— 1881.	388,348	103,441	602	685,754	1,178,145	169,383,338	30,115,125	408,626	279,142,205	479,049,294
——— 1882.	384,543	100,793	625	675,427	1,161,388	166,737,951	29,655,155	406,936	275,597,103	472,397,145
——— 1883.	421,444	99,940	613	673,283	1,195,280	149,226,937	28,981,244	392,606	274,570,033	453,170,820
——— 1884.	468,959	97,643	620	671,847	1,239,069	148,233,802	28,712,048	391,926	273,988,556	451,326,332
——— 1885.	454,323	96,438	625	672,669	1,224,055	147,907,237	28,103,012	389,246	273,774,131	450,173,626
——— 1886.	445,962	94,876	650	679,555	1,221,043	146,488,032	27,295,814	380,736	294,397,119	468,561,701
——— 1887.	82,613	"	"	747,812	1,130,425	145,516,137	"	"	317,211,945	462,728,082
——— 1888.	379,372	"	"	762,413	1,141,785	146,150,221	"	"	326,876,438	473,026,659
——— 1889.	383,782	"	"	759,292	1,143,074	148,392,548	"	"	329,112,172	477,504,720
——— 1890.	375,634	"	"	754,910	1,130,544	150,745,587	"	"	334,157,087	484,902,674
——— 1891.	367,915	"	"	769,415	1,137,330	153,954,093	"	"	329,742,136	483,696,229
——— 1892.	352,552	"	"	798,513	1,151,065	158,902,251	"	"	348,230,241	507,132,492
——— 1893.	328,132	"	"	778,972	1,107,104	165,026,090	"	"	345,139,133	510,165,223
——— 1894.	322,926	"	"	813,749	1,136,675	128,190,813	"	"	346,815,752	475,006,565
——— 1895.	323,121	"	"	793,220	1,116,341	126,407,586	"	"	344,692,029	471,099,615
——— 1896.	321,429	"	"	802,015	1,123,444	124,587,326	"	"	344,506,651	469,093,977
——— 1897.	322,923	"	"	808,144	1,131,067	125,420,662	"	"	346,116,865	471,537,527
——— 1898.	323,282	"	"	695,887	1,019,169	125,836,816	"	"	312,048,391	437,885,207
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.)										
31 décembre 1879.	173,782	"	"	97,599	271,381	19,468,316	"	"	13,168,031	32,636,347
——— 1880.	165,981	"	"	93,924	259,905	19,012,442	"	"	13,063,737	32,076,179
——— 1881.	155,359	"	"	90,933	246,292	18,294,739	"	"	12,755,510	31,050,249
——— 1882.	148,806	"	"	88,562	237,368	17,795,128	"	"	12,506,687	30,301,815
——— 1883.	122,448	"	"	87,135	209,583	15,105,869	"	"	12,221,359	27,327,228

(a) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 p. 0/0 à partir de 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.) (Suite.)										
31 décembre 1884.	13[illegible]53	"	"	86,401	218,254	14,911,802	"	"	12,089,708	27,001,510
——— 1885.	133,050	"	"	85,768	218,818	14,898,302	"	"	11,942,681	26,840,983
——— 1886.	133,927	"	"	85,617	219,544	14,760,219	"	"	11,864,927	26,625,146
——— 1887.	134,847	"	"	88,466	223,313	14,508,059	"	"	12,068,171	26,576,230
——— 1888.	133,550	"	"	90,031	223,581	14,439,054	"	"	12,146,265	26,585,319
——— 1889.	131,091	"	"	88,846	219,937	13,999,595	"	"	11,821,762	25,821,357
——— 1890.	127,543	"	"	87,518	215,061	13,555,527	"	"	11,665,490	25,221,017
——— 1891.	123,775	"	"	89,006	212,781	13,232,053	"	"	11,388,517	24,620,570
——— 1892.	116,487	"	"	90,663	207,150	12,696,648	"	"	11,422,330	24,118,978
——— 1893.	102,827	"	"	95,500	198,327	11,585,664	"	"	11,494,529	23,080,13
——— 1894.	108,707	"	"	95,875	204,582	9,008,039	"	"	11,113,560	20,121,599
——— 1895.	107,085	"	"	95,118	202,203	8,856,741	"	"	10,786,529	19,643,270
——— 1896.	103,819	"	"	91,471	195,290	8,369,301	"	"	10,364,684	18,733,985
——— 1897.	100,833	"	"	87,622	188,455	8,330,425	"	"	9,871,316	18,201,741
——— 1898.	97,205	"	"	84,641	181,846	8,087,386	"	"	9,559,945	17,647,331
5. — Inscriptions au porteur. (Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.)										
31 décembre 1879.	1,740,804	52,921	263	675,954	2,469,942	158,187,663	5,665,500	35,340	67,156,549	231,658,102
——— 1880.	1,714,556	60,444	259	673,304	2,448,563	153,056,062	6,278,550	34,950	68,437,611	228,369,498
——— 1881.	1,677,676	66,564	285	698,839	2,443,364	154,710,364	6,840,870	37,470	71,141,274	233,216,218
——— 1882.	1,762,481	74,293	337	738,749	2,57 560	156,312,757	7,327,110	39,160	74,943,895	239,074,162
——— 1883.	1,256,822	86,435	521	774,551	2,118,329	141,207,553	7,778,350	53,490	76,255,736	225,968,819
——— 1884.	1,369,780	88,989	560	805,696	2,265,025	142,394,755	8,452,040	54,170	76,967,782	228,137,937
——— 1885.	1,561,453	96,847	616	815,321	2,474,327	142,734,820	8,721,230	56,850	77,321,539	229,443,429
——— 1886.	1,628,819	103,630	663	884,193	2,617,305	144,292,108	9,330,220	65,360	85,428,243	239,922,431
——— 1887.	1,755,539	"	"	1,107,946	2,863,485	145,516,163	10,136,720	"	96,118,644	241,634,807
——— 1888.	1,675,323	"	"	1,176,879	2,852,202	144,951,027	"	"	94,869,548	239,820,575
——— 1889.	1,662,587	"	"	1,143,867	2,806,454	143,148,142	"	"	92,922,786	236,070,928
——— 1890.	1,636,769	"	"	1,110,073	2,746,842	141,239,162	"	"	88,032,555	229,271,717
——— 1891.	1,598,972	"	"	1,140,544	2,739,516	138,354,130	"	"	87,159,387	225,513,517
——— 1892.	1,491,628	"	"	1,265,754	2,757,382	133,941,377	"	"	96,776,500	230,717,877
——— 1893.	1,369,105	"	"	1,345,714	2,714,819	128,928,522	"	"	99,834,040	228,762,562
——— 1894.	1,368,787	"	"	1,333,022	2,701,809	100,440,330	"	"	98,537,901	198,978,231
——— 1895.	1,393,282	"	"	1,361,884	2,755,166	102,374,078	"	"	100,985,817	203,359,895
——— 1896.	1,442,838	"	"	1,364,015	2,806,853	104,681,771	"	"	101,520,579	206,202,350
——— 1897.	1,473,019	"	"	1,332,672	2,805,691	103 887,308	"	"	100,402,772	204,290,080
——— 1898.	1,489,730	"	"	1,360,418	2,850,148	103,714,193	"	"	101,346,438	205,060,631

(a) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories*

III. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES RENTES 3 1/2 ET 3 P. 0/0, DÉVELOPPÉ P

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 5 P. 0/0, 4 1/2 P. 0/0 (1883) ET 3 1/2 P. 0/0 (a).												
31 déc. 1879.	357,734	46,283	404,017	173,782	1,740,804	2 318,603	154,375,907	12,965,033	167,340,940	19,468,316	158,187,663	344,996,91
—— 1880.	352,765	45,134	397,899	165,981	1,714,556	2,278,436	158,683,006	13,141,652	171,824,658	19,012,442	153,056,062	343,893,16
—— 1881.	344,852	43,496	388,348	155,359	1,677,676	2,221,383	156,371,484	13,011,854	169,383,338	18,294,739	154,710,364	342,388,41
—— 1882.	346,150	38,393	384,543	148,806	1,762,481	2,295,830	154,150,859	12,587,092	166,737,951	17,795,128	156,312,757	340,845,83
—— 1883.	421,444	"	421,444	122,448	1,256,822	1,800,714	149,226,937	"	149,226,937	15,105,869	141,207,553	305,540,35
—— 1884.	468,959	"	468,959	131,853	1,369,780	1,970,592	148,233,802	"	148,233,802	14,911,802	142,394,755	305,540,35
—— 1885.	454,323	"	454,323	133,050	1,561,453	2,148,826	147,907,237	"	147,907,237	14,898,302	142,734,820	305,540,35
—— 1886.	445,962	"	445,962	135,927	1,628,819	2,208,708	146,488,032	"	146,488,032	14,763,219	144,292,108	305,540,35
—— 1887.	382,613	"	382,613	134,847	1,755,539	2,272,299	145,516,137	"	145,516,137	14,508,059	145,516,163	305,540,35
—— 1888.	379,372	"	379,372	133,550	1,675,323	2,188,245	146,150,221	"	146,150,221	14,439,054	144,951,027	305,540,30
—— 1889.	383,782	"	383,782	131,091	1,662,587	2,177,460	148,392,548	"	148,392,548	13,999,595	143,148,142	305,540,28
—— 1890.	375,634	"	375,634	127,543	1,636,769	2,139,946	150,745,587	"	150,745,587	13,555,527	141,239,162	305,540,27
—— 1891.	367,915	"	367,915	123,775	1,598,972	2,090,662	153,954,093	"	153,954,093	13,232,053	138,354,130	305,540,27
—— 1892.	352,552	"	352,552	116,487	1,491,628	1,960,667	158,902,251	"	158,902,251	12,696,648	133,941,377	305,540,27
—— 1893.	328,132	"	328,132	102,827	1,369,105	1,800,064	165,026,090	"	165,026,090	11,585,664	128,928,522	305,540,27
—— 1894.	322,926	"	322,926	108,707	1,368,787	1,800,420	128,190,813	"	128,190,813	9,008,039	100,440,330	237,639,18
—— 1895.	323,121	"	323,121	107,085	1,393,282	1,823,488	126,407,586	"	126,407,586	8,856,741	102,374,078	237,638,40
—— 1896.	321,429	"	321,429	103,819	1,442,838	1,868,086	124,587,326	"	124,587,326	8,369,301	104,681,771	237,638,39
—— 1897.	322,923	"	322,923	100,833	1,473,019	1,896,775	125,420,662	"	125,420,662	8,330,425	103,887,308	237,638,35
—— 1898.	323,282	"	323,282	97,205	1,489,730	1,910,217	125,836,816	"	125,836,816	8,087,386	103,714,193	237,638,39

(a) Le nouveau fonds de rentes 5 p. 0/0 a pour origine les emprunts contractés en 1871 et 1872. Ce fonds a été converti en rentes 4 1/2 p. 0/0 à compter du 3 août 1883 et ce dernier fonds a été converti en rentes 3 1/2 p. 0/0 à compter du 16 février 1894.

d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1879 au 31 décembre 1898.

CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DU 31 DÉCEMBRE 1879 AU 31 DÉCEMBRE 1898.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 3 P. 0/0.												
31 déc. 1879.	570,492	124,018	694,510	97,599	675,954	1,468,063	240,583,242	42,131,882	282,715,124	13,168,031	67,156,549	363,039,704
—— 1880.	565,460	123,971	689,431	93,924	673,304	1,456,659	239,212,434	42,325,469	281,537,903	13,063,737	68,437,616	363,039,256
—— 1881.	561,760	123,994	685,754	90,933	698,839	1,475,526	236,641,729	42,500,475	279,142,204	12,755,510	71,141,274	363,038,988
—— 1882.	552,535	122,892	675,427	88,562	738,749	1,502,738	232,797,093	42,800,010	275,597,103	12,506,687	74,943,895	363,047,685
—— 1883.	549,031	124,252	673,283	87,135	774,551	1,534,969	231,283,971	43,286,062	274,570,033	12,221,359	76,255,736	363,047,128
—— 1884.	547,448	124,399	671,847	86,461	805,696	1,563,944	230,338,707	43,649,849	273,988,556	12,089,708	76,967,782	363,046,046
—— 1885.	546,313	126,356	672,669	85,768	815,321	1,573,758	229,778,388	43,995,743	273,774,131	11,942,681	77,321,539	363,038,351
—— 1886.	551,968	127,587	679,555	85,617	884,193	1,649,365	249,840,010	44,557,109	294,397,119	11,864,927	85,428,243	391,690,289
—— 1887.	615,519	132,293	747,812	88,466	1,107,946	1,944,224	270,849,169	46,362,776	317,211,945	12,068,171	96,118,644	425,398,760
—— 1888.	625,621	136,792	762,413	90,031	1,176,879	2,029,323	279,992,091	46,884,347	326,876,438	12,146,265	94,869,548	433,892,251
—— 1886	622,153	137,139	759,292	88,846	1,143,867	1,992,005	281,548,093	47,564,079	329,112,172	11,821,762	92,922,786	433,856,720
—— 1890.	616,427	138,483	754,910	87,518	1,110,073	1,952,501	286,332,504	47,824,583	334,157,087	11,665,490	88,032,555	433,855,132
—— 1891.	628,269	141,146	769,415	89,006	1,140,544	1,998,965	281,664,875	48,077,261	329,742,136	11,388,517	87,159,387	428,290,040
—— 1892.	654,763	143,750	798,513	90,663	1,265,754	2,154,930	299,619,617	48,610,624	348,230,241	11,422,330	96,776,500	456,429,071
—— 1893.	632,320	146,646	778,972	95,500	1,345,714	2,220,186	296,031,264	49,107,869	345,139,133	11,494,529	99,834,040	456,467,702
—— 1894.	665,771	147,978	813,749	95,875	1,333,022	2,242,646	296,972,669	49,843,083	346,815,752	11,113,560	98,537,901	456,467,213
—— 1895.	642,318	150,902	793,220	95,118	1,361,884	2,250,222	294,375,637	50,316,392	344,692,029	10,786,529	100,985,817	456,464,375
—— 1896.	648,904	153,111	802,015	91,471	1,364,015	2,257,501	293,595,543	50,911,108	344,506,651	10,364,684	101,520,579	456,391,914
—— 1897.	670,680	137,464	808,144	87,622	1,332,672	2,228,438	306,733,369	39,383,496	346,116,865	9,871,316	100,402 772	456,390,953
—— 1898.	695,887	121,193	817,080	84,641	1,360,418	2,262,139	312,048,391	33,435,682	345,484,073	9,559,945	101,346,438	456,390,456

IX. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1898.*

RENTES INSCRITES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825	1852.	1883.			
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 00
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 00
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 00
Total.....	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 00
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 00
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1870).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 00
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 30
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 30
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,064	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 30
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1898)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale.....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000f 00
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 00
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 60
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 00
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 3 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 20
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 00
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	50,185,448 80
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	"	"	"	"	"	"	18,237 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626 00
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.).	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.).	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.).	"	"	"	"	"	"	18,947,368 40
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.).	"	"	"	"	"	"	3,250,901 00
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	67,119,508 40
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	117,304,957 20
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1898.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	620,474,513 56

RENTES ANNULÉES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825	1852.	1883.			
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914 00	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761f
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	1,925,815	88,175,587
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,937,039 08	"	"	24,135,404	50,599,164
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,937,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1898).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f 00c	"	"	"	85,776f 222
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,555 00	"	"	"	812,128 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f 00c	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	905f 000	"	29,770 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	3,503,516 00	"	"	100 279f	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	2,460 555	446,096	9,243,016 856
Total des rentes annulées au 31 déc. 1898.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	2,460 550	26,522,017	164,084,057 856

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand Livre jusqu'au 31 décembre 1898.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	ACCROISSEMENT.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	620,474,513 922	164,084,057 856	456,390,456f066
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	2,460 555	237,638,395 286
Total.....	1,976,656,604 743	1,282,627,256 391	694,028,851 352

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 44 à 59

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1898.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	"	63,307,637f 00c	"	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	"	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	"	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	"	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	"	"	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	"	"	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1898	237,640,855 841	2,460 555	237 638,395 286	"	
TOTAUX	237,640,855 841	2,460 555	237,638,395 286	"	
Rentes inscrites au 1er janvier 1899			237,638,395 286		
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	"	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1 034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	"	1,096 00	"	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	131,298 00	"	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	"	895,302 00	"	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	"	24,135,464 00	"	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	"	1,925,815 00	"	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	"	446,096 00	"	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,552,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1898).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	"	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	"	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	"	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	"	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1898	117,304,957 562	9,242,519 856	108,062,437 706	"	
TOTAUX	620,474,513 922	164,083,560 856	472,675,473 066	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1899			456,390,953 066		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 58.
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163 762,368f 00c	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	"	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	"	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	"	47,505.695 00	47,505.695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,696 00	"	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4 902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 90	77 746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44.351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	"	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	"	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	"	895,302 00	895,302 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	"	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	"	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1898.						
Rentes 5 p. 0/0	"	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	"	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	"	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	"	
—— 3 1/2 p. 0/0	"	237,640,855 841	237,640,855 841	2,460 555	237,638,395 286	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	"	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	"	446,096 00	446,096 00	"	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	117,304,957 562	465,633,472 922	9,243,016 856	456,390,456 066	
TOTAUX	386,222,343 36	1,007,118,260 703	1,393,340,604,063	699,311,752 711	694,028,851 352	

X. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
					5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
						1825.	1852.	1883.			
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)											
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 (A) devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.)											
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"	40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)											
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"	6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"	
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)											
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"	5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"	4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"	1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)											
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"	5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"	750,000	750,000	"	"	"	"	"	
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"	1,637	1,637	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période	23,091,637	23,091,637	"	23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. o/o)		63,307,637	"	63,307,637f	63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)											
ACCROISSEMENTS.											
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. o/o.)	35,622,768	"	"	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"
A reporter	35,622,768	63,307,637	"	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas a pu s'étendre d'une période à l'autre.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	35,622,768f	63,307,637f	"	"	35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"	43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"	59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"	25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459 035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"	25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
(Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,407)												
TOTAL	190,272,026	"	"	"	190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"	31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
RESTE	136,438,852	"	"	"	3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
					16,020,094	"	7,068	"		9,740	16,003,286	
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"	51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) .. 3,454,433	35,178,389f	"	"	"	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"								
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"								
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"								
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f								
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)												
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734f	"	"	"	31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"	8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"	315	315	"	"	"	"	"	
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"	109	109	"	"	"	"	"	
TOTAL	39,251,805	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"	35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	13,153,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"	74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"	"	"	"	"	"	"	"	

(A) Rentes inscrites 199,417,208f
Rentes restant à inscrire 2,963,972
TOTAL ÉGAL 202,381,180

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	13,153,333f	164,568,100f	99,441,899f	"	"	"	"	"	"	"	"	
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o	876,066	"	"	"	876,066f	807,539f	1,096f	"	"	4,902f	62,529f	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.)	"	"	32,000,000	"	32,000,000	32,000,000	"	"	"	"	"	
Reste en rentes actives	12,277,267	12,277,267	"	"								
Total des rentes annulées pendant la 4e période		"	"	"	32,876,066	32,807,539	1,096	"	"	4,902	62,529	
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848		176,845,367	67,441,899	244,287,266f00c	(A) 244,827,266	146,749,591	1,026,600	"	"	26,507,375	70,003,700	(A) Rentes inscrites 244,287,206f Rentes restant à inscrire 60 Total égal 244,287,266
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)												
ACCROISSEMENTS												
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.)	14,935,387	"	"	"	14,935,387f	14,935,387f	-	"	"	"	"	
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.)	35,774,513	"	"	"	35,774,513	20,068,284	"	"	"	"	15,706,229f	
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.)	6,817,348	"	"	"	6,817,348	6,817,348	"	"	"	"	"	
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.)	6,000,000	"	"	"	6,000,000	6,000,000	"	"	"	"	"	
Total	63,527,248	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		"	18,608,355	"	18,608,355	"	"	"	"	"	18,608,355	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o)	1,019,054	"	1,019,054	"	"	"	"	"	"	"	"	
Reste	62,508,194	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total		"	87,069,308	"	82,135,603	47,821,019	"	"	"	"	34,314,584	
Total des rentes créées pendant la 5e période		"	"	"								
ANNULATIONS.												
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.) 8,035,211f Annulations diverses (5 p. o/o) 549,487	8,584,698f	"	"	"	8,035,211 549,487	" 549,487	" "	" "	" "	8,035,211f "	" "	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :												
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o) 28,622,606f Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o) 46,441,087	"	"	75 063,693	"	28,622,606 46,441,087	8,232,978 "	131,298f "	" "	" "	805,833 15,294,420	19,452,497 31,146,667	
Reste en rentes actives	53,923,496	53,923,496	"	"								
Total des rentes annulées pendant la 5e période		"	"	"	83,648,391	8,782,465	131,298	"	"	24,135,464	50,599,164	(B) Rentes inscrites 239,301,528f Rentes restant à inscrire 3,469,950 Total égal 242,771,478
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852		230,768,863	12,005,615	242,774,478f00c	(B) 242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	2,371,911	53,719,120	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.)	Report.....	230,768,863f	12,005,615f	"								
ACCROISSEMENTS.												
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852).....	158,097,609f	"	"	"	158,097,609f	"	"	158,097,609f	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :												
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire	2,128,828f											
Diminution d'un dixième.....	212,883											
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o.....	1,915,945	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852.—3 p. o/o.)...		4,403,436	"	"	4,403,436	"	"	"	"	"	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852.—4 1/2 p. o/o.)		500,000	"	"	500,000	"	"	500,000	"	"	"	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.).....		71,709,380	"	"	71,709,380	"	"	16,992,520	"	"	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. o/o.)		200,000	"	"	200,000	"	"	"	"	"	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. o/o.)..		441,176	"	"	441,176	"	"	"	"	"	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o.).....		1,051	"	"	1,051	"	"	1,051	"	"	"	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)...		7,942,315	"	"	7,942,315	"	"	"	"	"	7,942,315	
Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. o/o.)		8,397	"	"	8,397	"	"	8,397	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)...		25,773,370	"	"	25,773,370	"	"	573,710	"	"	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.).....		4,000,000	"	"	4,000,000	"	"	"	"	"	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.).....		12,092,520	"	"	12,092,520	"	"	"	"	"	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :												
4 1/2 p. o/o.....	133,619,587f	135,255,410	"	"	135,255,410	"	"	"	"	"	135,255,410	
4 p. o/o.....	1,635,823											
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....		298,283	"	"	298,283	"	"	298,283	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.).....		14,249,339	"	"	14,249,339	"	"	"	"	"	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.).....		19,514,315	"	"	19,514,315	"	"	"	"	"	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :												
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869.....	4,000,000f											
Article 2 du même arrêté.....	1,701,605	5,701,606	"	"	5,701,606	"	"	"	"	"	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1											
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.).....		39,830,306	"	"	39 830,306	"	"	"	"	"	39.830,306	
Total.....		501,934,458	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o).....		"	75,990,468	"	75,990,468	"	"	"	"	"	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	3,381,280f	9,869,446f	"	9,869,446	"	"	"	"	"	"	"	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	6,488,166											
Reste		492,065,012	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total des rentes créées pendant la 6e période.....		"	"	"	577,924,926	"	"	178,387,515	"	"	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.												
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :												
Rentes 5 p. o/o à convertir.....	175,664,010f	175,664,010f			175,664,010	175,664,010f	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement..	158,097,609											
Réduction.....	17,566,401											
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion.....	2,128,828		"	"	2,128,828	2,128,828	"	"	"	"	"	
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o)...	3,685,592		"	"	3,685,592	3,685,592	"	"	"	"	"	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o).....	206,432		"	"	206,432	"	"	206,432	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852. – 4 1/2 p. o/o.)	4,475,656		"	"	4,475,656	"	"	4,475,656	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.).....	135,255,410		"	"	135,255,410	"	586,277f	133,033,310	"	1,635,823f	"	
A reporter.....	321,415,928	492,065,012	230,768,863	97,865,529	"	321,415,928	181,478,430	586,277	137,715 398	"	1,635,823	"

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et d*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	321,415,928f	492,065,012f	230,768,863f	97,865,529f	//
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	298,283		//	//	//
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o)	427,646		//	//	//
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o) (a) 33,699f	1,701,605	1,735,305	//	//	//
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.)	1				
TOTAL		323,877,162	323,877,162		
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:					
Rentes rachetées antérieurt à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)	4,308,000		//	//	//
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	2,467,363		//	//	//
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	3,381,280		//	//	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée: (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.)	7,942,315		//	93,844,726	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)	4,000,000		//	//	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.)	71,745,768		//	//	//
RESTE en rentes actives		168,187,850	168,187,850	//	//
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713	4,020,803	402,977,516f
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1898.)					
ACCROISSEMENTS.					
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.)		138,975,295f00	//	//	//
Emprunt de 1872. du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.)		207,026,310 00	//	//	//
Rentes créées en fav. des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)		400,000 00	//	//	//
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.)		350,000 00	//	//	//
Rétablis d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)		50 00	//	//	//
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	//	//	//
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.)		3,963 00	//	//	//
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		13,157,894 00	//	//	//
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		1,879,699 00	//	//	//
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		18,947,368 00	//	//	//
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o		37,632,997 00	//	//	//
Rente 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	//	//	//
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	//	//	//
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	//	//	//
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.)		45,624 00	//	//	//
TOTAL		990,363,088 063	//	//	//
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o 9,196,513f)		9,579,997 000	//	9,579,997	//
Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o) 383,484					
RESTE à reporter		980,783,091 063	398,956,713	13,600,800	//
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter					

(a) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
321,415,928f	181,478,430f	586,277f	137,715,398f	//	//	1,635,823f	//	
298,283	//	298,283	//	//	//	//	//	
427,646	1,715	//	365,015	//	//	//	60,916f00c	
1,735,305	//	//	//	//	//	//	1,735,305 00	
4,308,000	4,308,000	//	//	//	//	//	//	
2,467,363	//	//	1,247,921	//	//	23,165	1,196,277 00	
3,381,280	//	10,742	1,608,705	//	//	266,827	1,495,006 00	
7,942,315	//	//	//	//	//	//	7,942,315 00	
4,000,000	//	//	//	//	//	//	4,000,000 00	
71,745,768	//	//	//	//	//	//	71,745,768 00	
417,721,888	185,788,145	895,302	140,937,039	//	//	1,925,815	88,175,587 00	(a) Rentes inscrites 386,222,343f Rentes restant à inscrire 16,755,173
(a) 402,977,516	//	//	37,450,476	//	//	446,096	365,080,944 00	TOTAL ÉGAL. 402,977,516

SEPTIÈME PÉRIODE.

138,975,295f00c	138,975,295f	//	//	//	//	//	//	
207,026,310 00	207,026,310	//	//	//	//	//	//	
400,000 00	//	//	//	//	//	//	400,000f00c	
350,000 00	//	//	//	//	//	//	350,000 00	
50 00	//	//	50f	//	//	//	//	
306,164,085 30	//	//	//	306,164,085f30c	//	//	//	
3,963 00	//	//	//	3,963 00	//	//	//	
13,157,894 00	//	//	//	//	//	//	13,157,894 00	
1,879,699 00	//	//	//	//	//	//	1,879,699 00	
18,947,368 00	//	//	//	//	//	//	18,947,368 00	
37,632,997 00	//	//	//	//	//	//	37,632,997 00	
194 922	//	//	//	//	//	//	194,922	
28,184,376 00	//	//	//	//	//	//	28,184,376 00	
237,595,231 841	//	//	//	//	237,595,231 841	//	//	
45,624 00	//	//	//	//	45,624 00	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	
990,363,088 063	346,001,605	//	50	306,168,048 30	237,640,855 841	//	100,552,528 922	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		980,783,091f 063	398,956,713f 00c	13,600,800f	"
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.					
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions affèrent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. o/o)	94,173 222		"	"	"
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. o/o)	45,872 76		"	"	"
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. o/o.)	50 00		"	"	"
Annulation de rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :					
Rentes 5 p. o/o à convertir	340,182,317 00c	340,182,317 00	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	306,164,085 30				
RÉDUCTION	34,018,231 70				
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. o/o (1852) et 3 p. o/o)	1,049,767f 452		"	"	"
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 00		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		"	"	"
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o	34,029,202 00		"	"	"
Annulation de rentes 3 p. o/o appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :					
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) à convertir	305,479,583f 800	305,479,583 800	"	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o remises en remplacement	237,595,231 841				
Réduction	67,884,351 959				
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		"	"	"
		690,115,239 711			
		290,667,851 352	290,667,851 352		
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :					
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. o/o.)	9,196,513f 00c				
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. o/o. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00	"	"	13,600,800	"
			4,404,287 00		
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1899			694,028,851 352	"	694,028,851,352

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
990,363,088f 063	346,001,605f	"	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	100,552,528f 922	
2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
94,173 222	"	"	8,397	"	"	"	85,776 222	
45,872 76	262	"	9,673	83 50	905	"	34,949 260	
50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000	
60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00	
699,311,752 711	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	2,460 555	446,096	9,243,016 856	
694,028,851 352	"	"	"	"	237,638,395 286	"	456,390,456 066	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (a)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 25
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1898	"	990,363,088 00
TOTAL	130,129,170	1,848,656,262 25
	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (b)	**ANNULATIONS diverses.**
RENTES ANNULÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,841,726	323,877,162 00
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1898	9,196,513	690,115,239 00
TOTAL	226,125,026	1,058,631,554 00

(b) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX.	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	ANNULÉES.
N° X	608,557,668f	608,557,668f
N° IX, page 43	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (A)		

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.	RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f00c	"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208 00	(A) 2,963,972
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206 00	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528 00	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343 00	(D) 16,755,173
1er janvier 1899	1,978,785,432	1,284,756,581	694,028,851	694,028,851 00	

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 43) est de	1,976,656,604f00c	
Le montant des rentes annulées (page 43) est de	"	1,282,627,32
TOTAUX au 31 décembre 1898	1,976,656,604 00	1,282,627,32
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	1,978,785,432 00	1,284,756,0
D'où il résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f00c (A)	

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f	"	"	"	"	"	"
23,091,637 00	23,091,637	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 00	47,821,019	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 20	"	"	178,387,515f20c	"	"	"	399,537,411 00
990,363,088 063	346,001,605	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	100,552,528 922
1,978,785,432 263	(c)608,557,668	1,034,764	178,387,565 20	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	620,474,513 922
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f00	35,177,914	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761 00
32,876,066 00	32,807,539	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
83,648,391 00	8,782,465	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 00	185,788,145	895,302	140,937,039 00	"	"	1,925,815	88,175,587 00
699,311,752 911	346,001,605	"	37,450,526 00	306,168,048 30	2,460 555	446,096	9,243,016 856
1,284,756,580 911	608,557,668	1,034,764	178,387,565 20	306,168,048 30	2,460 555	26,522,017	164,084,057 856

TOTAL DES RENTES existantes.	DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
694,028,851	"	"	"	"	237,638,395f	"	456,390,456

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. o/o	15,322f
——— 3 p. o/o	948,650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. o/o.	
(C) ——— 5 p. o/o.	
(D) Rentes 4 1/2 p. o/o	2,744f
——— 3 p. o/o	16,752,429
TOTAL	16,755,173

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. o/o (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 9 avril 1852, en rentes 5 p. o/o, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. o/o, une différence en moins de 2,128,828 francs.

XI. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1899. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1830	151,427	163,857,078	"	"	"	"	533	1,029,237	"	"	43,610	39,810,144	195,570	204,696,459	1er janvier 1830	Compte général de l'Administration des finances pour 1829, page 357.
1er août 1830	"	163,762,368	"	"	"	"	"	1,027,696	"	3,125,2	"	31,501,934	"	199,417,208	1er août 1830	pour 1836, page 916.
1er janvier 1831	152,344	163,827,894	"	"	"	"	598	1,027,696	454	3,125,2	39,929	38,455,274	193,325	206,436,074	1er janvier 1831	pour 1830, pages 316-317.
—— 1832	174,229	174,376,383	"	"	"	"	531	1,027,696	1,194	3,125,2	39,211	35,455,274	215,165	213,984,563	—— 1832	pour 1831, pages 398-399.
—— 1833	179,723	178,896,502	"	"	"	"	557	1,027,696	1,246	3,125,2	36,192	35,455,274	217,718	218,504,682	—— 1833	pour 1832, pages 490-491.
—— 1834	178,982	146,623,104	"	"	"	"	533	1,026,600	1,148	3,121,0	32,505	33,931,483	213,168	184,702,333	—— 1834	pour 1833, pages 435, 441, 445, 447.
—— 1835	182,902	146,910,045	"	"	"	"	529	1,026,600	1,473	3,120,0	29,779	34,090,725	214,683	185,148,055	—— 1835	pour 1834, pages 437-443.
—— 1836	260,654	146,846 399	"	"	"	"	616	1,026,600	1,791	7,886,0	29,999	34,181,956	293,060	189,941,074	—— 1836	pour 1835, pages 366, 377 à 383.
—— 1837	251,095	147,118,472	"	"	"	"	643	1,026,600	2,453	7,886,0	31,270	35,743,303	285,461	191,774,494	—— 1837	pour 1836, pages 403, 417 à 423.
—— 1838	241,662	147,118,615	"	"	"	"	826	1,026,600	2,595	11,978,7	30,186	35,788,055	275,269	195,912,036	—— 1838	pour 1837, pages 367, 381 à 387.
—— 1839	231,346	147,119,749	"	"	"	"	939	1,026,600	2,811	11,978,7	29,737	35,791,786	264,833	195,916,001	—— 1839	pour 1838, pages 454, 475 à 479.
—— 1840	230,975	147,112,462	"	"	"	"	925	1,026,600	2,900	11,978,7	30,647	35,793,290	265,447	195,911,137	—— 1840	pour 1839, page 481.
—— 1841	225,854	147,105,997	"	"	"	"	1,033	1,026,600	3,174	18,221,0	31,199	35,794,434	261,260	202,148,154	—— 1841	pour 1840, page 481.
—— 1842	230,791	147,042,988	"	"	"	"	1,189	1,026,600	3,348	22,507,7	31,058	37,753,026	266,386	208,329,989	—— 1842	pour 1841, page 417.
—— 1843	227,312	147,040,481	"	"	"	"	1,238	1,026,600	3,434	22,507,7	34,540	44,834,543	266,524	215,408,999	—— 1843	pour 1842, page 413.
—— 1844	230,496	147,040,480	"	"	"	"	1,266	1,026,600	3,453	22,507,7	31,435	47,763,216	266,650	218,337,671	—— 1844	pour 1843, page 436.
—— 1845	229,092	147,039,095	"	"	"	"	2,068	1,026,600	3,484	22,507,7	33,892	50,367,456	268,536	220,940,526	—— 1845	pour 1844, page 414.
—— 1846	227,667	147,038,935	"	"	"	"	1,343	1,026,600	3,518	26,507,7	38,506	56,849,874	271,034	231,422,784	—— 1846	pour 1845, page 418.
—— 1847	230,906	146,752,528	"	"	"	"	1,395	1,026,600	3,636	26,507,7	40,803	62,826,863	276,740	237,113,366	—— 1847	pour 1846, page 418.
—— 1848	243,055	146,749,591	"	"	"	"	1,545	1,026,600	3,817	26,507,7	43,391	66,525,399	291,808	240,808,965	—— 1848	pour 1847, page 432.
24 février 1848	"	146,749,591	"	"	"	"	"	1,026,600	"	26,507,7	"	70,003,640	"	244,287,206	24 février 1848	pour 1848, page 480.
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"		"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,473,2	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	pour 1848, page 445.
—— 1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,1	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	—— 1850	pour 1849, page 432.
—— 1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,1	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	—— 1851	pour 1850, page 434.
—— 1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,1	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	—— 1852	pour 1851, page 426.
—— 1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,1	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	—— 1853	pour 1852, page 436.
—— 1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,1	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	—— 1854	pour 1853, page 439.
—— 1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,1	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	—— 1855	pour 1854, page 453.
—— 1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,1	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	—— 1856	pour 1855, page 448.
—— 1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,1	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	—— 1857	pour 1856, page 446.
—— 1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,1	256,578	135,038,412	1,008,682	310,880,953	—— 1858	pour 1857, page 450.
—— 1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,1	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	—— 1859	pour 1858, page 434.
—— 1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,1	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	—— 1860	pour 1859, page 440.

(A) La période du 1er vendémiaire au IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janv*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMME
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		franc
1er janvier 1861.....	//	//	//	//	//	//	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2.237	2,177,
——— 1862.....	//	//	//	//	//	//	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,
——— 1863.....	//	//	//	//	//	//	197,866	39,726,987	//	//	938	472,
——— 1864.....	//	//	//	//	//	//	191,988	39,319,394	//	//	976	472,
——— 1865.....	//	//	//	//	//	//	186,401	39,148,204	//	//	885	469,
——— 1866.....	//	//	//	//	//	//	185,327	37,708,982	//	//	895	446,
——— 1867.....	//	//	//	//	//	//	179,858	37,495,296	//	//	789	446,
——— 1868.....	//	//	//	//	//	//	174,982	37,448,159	//	//	775	446,
——— 1869.....	//	//	//	//	//	//	172,353	37,447,706	//	//	755	446,
——— 1870.....	//	//	//	//	//	//	169,173	37,445,729	//	//	769	446,
——— 1871.....	//	//	//	//	//	//	168,672	37,447,732	//	//	778	446,
——— 1872.....	633,858	101,061,885	//	//	//	//	171,358	37,447,732	//	//	772	446,
——— 1873.....	1,338,383	224,055,390	//	//	//	//	172,063	37,450,476	//	//	774	446,
——— 1874.....	2,457,854	287,169 770	//	//	//	//	171,385	37,450,476	//	//	795	446,
——— 1875.....	2,769,552	345,756,055	//	//	//	//	167,907	37,450,476	//	//	765	446,
——— 1876.....	2,790,143	345,975,800	//	//	//	//	163,837	37,443,636	//	//	763	446,
——— 1877.....	2,774,235	346,001,605	//	//	//	//	161,641	37,443,636	//	//	761	446,
——— 1878.....	2,635,056	346,001,605	//	//	//	//	160,747	37,443,636	//	//	768	446,
——— 1879.....	2,431,176	345,873,512	//	//	//	//	159,459	37,442,779	//	//	786	446,
——— 1880.....	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446,
——— 1881.....	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,474	37,442,210	//	//	857	446,
——— 1882.....	2,221,383	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446,
——— 1883.....	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446,
——— 1884.....	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446,
——— 1885.....	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446,
——— 1886.....	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446,
——— 1887.....	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	37,432,534	//	//	1,313	446,
——— 1888.....	//	//	2,272,999	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1889.....	//	//	2,188,245	305,540,303	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1890.....	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1891.....	//	//	2,139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1892.....	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1893.....	//	//	1,960,667	305,540 276	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1894.....	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	
——— 1895.....	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	
——— 1896.....	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	
——— 1897.....	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	
——— 1898.....	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	
——— 1899.....	//	//	//	//	1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	

1830 au 1er janvier 1899. — Rentes inscrites.

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1er janvier 1861.....	Compte général de l'Administration des finances pour 1860, page 456.
395,702	180,621,924	1,108,676	36,044,376	——— 1862.....	——— pour 1861, page 474.
769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	——— 1863.....	——— pour 1862, page 462.
775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	——— 1864.....	——— pour 1863, page 502.
978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	——— 1865.....	——— pour 1864, page 536.
898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	——— 1866.....	——— pour 1865, page 534.
915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	——— 1867.....	——— pour 1866, page 538.
910,394	302,458,993	1,086,151	340,353.248	——— 1868.....	——— pour 1867, page 566.
936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	——— 1869.....	——— pour 1868, page 572.
1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	——— 1870.....	——— pour 1869, page 582.
1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	——— 1871.....	——— pour 1870, page 588.
1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	——— 1872.....	——— pour 1871, page 632.
1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	——— 1873.....	——— pour 1872, page 616.
1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	——— 1874.....	——— pour 1873, page 600.
1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	——— 1875.....	——— pour 1874, page 606.
1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	——— 1876.....	——— pour 1875, page 622.
1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	——— 1877.....	——— pour 1876, page 686.
1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	——— 1878.....	——— pour 1877, page 696.
1,476,114	363,040,565	4,067,535	746,802,952	——— 1879.....	——— pour 1878, page 750.
1,468,063	363,039,704	3,949,921	745,925,155	——— 1880.....	——— pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,902,426	744,820,724	——— 1881.....	——— pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,867,801	743,315,760	——— 1882.....	——— pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,685	3,974,616	741,773,122	——— 1883.....	——— pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,523,192	706,466,867	——— 1884.....	——— pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3 722 348	706,465,779	——— 1885.....	——— pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,917,110	706,458,038	——— 1886.....	——— pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	4,057,892	735,109,278	——— 1887.....	——— pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,217,223	730,939,119	——— 1888.....	——— pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,568	739,432,554	——— 1889.....	——— pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,169,465	739,397,005	——— 1890.....	——— pour 1889, page 775.
1,952,501	433,855,132	4,092,447	739,395,408	——— 1891.....	——— pour 1890, page 783.
1,998,965	428,290,040	4,089,627	733,830,316	——— 1892.....	——— pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,115,597	761,969,346	——— 1893.....	——— pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,020,250	762,007,978	——— 1894.....	——— pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,027,837	694,106,395	——— 1895.....	——— pour 1894, page 810.
2,250,222	456,464,375	4,073,710	694,102,780	——— 1896.....	——— pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,125,587	694,030,312	——— 1897.....	——— pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,213	694,029,348	——— 1898.....	——— pour 1897, page 803.
2,262,139	456,390,456	4,172,356	694,028,851	——— 1899.....	——— pour 1898, page 14.

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1898.

En exécution de la loi du 16 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été inscrit au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

. . . . . .

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

. . . . . .

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après.

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142 00
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728.745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,50
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,50
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	402 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	583,50
5	Loi du 29 décembre 1883.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,50
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,00
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,50
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,50
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,50
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,50

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115

qu'on ne peut répartir en 170 séries ; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475

On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,368,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de : $\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1898. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1898. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1899. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
175	Souscription publique.	20	155	1,099,700	119,396	6,284	125,680	974,020	1
172	*Idem*.....	17	155	2,402,324	223,472	13,967	237,439	2,164,885	2
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	15	155	2,499,170	205,814	14,701	220,515	2,278,655	3
170	*Idem*.	15	155	198,390	16,338	1,167	17,505	180,885	4
170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	15	155	735,590	60,578	4,327	64,905	670 685	5
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	15	155	152,660	12,572	898	13,470	139,190	6
169	Souscription publique..	14	155	913,783	70,291	5,407	75,698	838,085	7
169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	14	155	139,763	10,751	827	11,578	128,185	8
163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. o/o perpétuelle.	8	155	366,913	15,757	2,251	18,008	348,905	9
		TOTAUX.....		8,508,293	734,969	(C) 49,829	784,798	7,723,495	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes, 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal, et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.

Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1899 : on aura :

$15 \times 7,723,495 = 115,852,425f$ de rente (voir page 76).

$500 \times 7,723,495 = 3,861,747,500f$ de capital nominal.

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans chaque série.

Suite du COMPT DES ANNUITÉS.

3° *État d dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTAN			DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.					
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	59,698,000	296,400,570 00	356,098,570	3,142,000	14,657,430 00	17,799,430 00	62,840,000	311,058,000 00	373,898,000 00	487,010,000	510,276,510 00	997,286,510 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	111,736,000	548,125,815 00	659,861,815	6,983,500	32,578,027 50	39,561,527 50	118,719,500	580,703,842 50	699,423,342 50	1,082,442,500	1,134,155,317 50	2,216,597,817 50
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	111,076,000	562,649,377 50	673,725,377	7,934,000	37,012,110 00	44,946,110 00	119,010,000	599,661,487 50	718,671,487 50	1,229,770,000	1,288,521,270 00	2,518,291,270 00
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	77,096,000	381,421,954 37	458,517,954	5,729,500	26,728,117 50	32,457,617 50	82,825,500	408,150,071 87	490,975,571 87	888,072,500	950,499,447 50	1,838,571,947 50
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	7,878,500	36,322,698 75	44,201,198	1,125,500	5,250,457 50	6,375,957 50	9,004,000	41,573,156 25	50,577,156 25	174,452,500	182,786,827 50	357,239,327 50
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	367,484,500	1,824,920,415 62	2,192,404,915	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	392,399 000	1,941,146,558 12	2,333,545,558 12	3,861,747,500	4,046,239,372 50	7,907,986,872 50

Suite du COMPT

4° *Tableau récapitulatif des annuit*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS
				francs.	fr. c.	fr. c.	
DÉPENSES EFFECTUÉES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie :
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie :
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie :
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie :
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie :
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie :
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie :
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie :
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie :
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie :
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie :
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie :
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie :
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710,752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie :
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie :
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie :
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie :
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie :
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie :
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie :
TOTAL			20	392,399,000	1,941,146,558 12	2,333,545,558 12	
DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.							
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	
1904	150	3,737,175,000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	
1912	138	3,438,201,000	2	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			33	822,178,500	2,194,265,187 50	3,036,454,687 50	

DES ANNUITÉS.

des émissions de 1878 à 1891.

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			33	822,178,500	2,194,265,187 50	3,036,454,687 50	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,473,500	65,400,562 50	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,473,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 50	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 00	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,659,600	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242,305 00	151,729,305 00	
TOTAL			155	3,861,747,500	4,046,239,372 50	7,907,986,872 50	

RÉCAPITULATION.

Dépenses effectuées	20	392,399,000	1,941,146,558 12	2,333,545,558 12
Dépenses restant à effectuer	155	3,861,747,500	4,046,239,372 50	7,907,986,872 50
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le compte général des finances de 1895, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1897 et 1898, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1897, a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1897, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1898, il en résulte pour cette année, comparée à 1897, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1897 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1898 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1897, soit..... 747,435f 00c
alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1898 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50
Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1898, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 — 373,717 50

Le total de la diminution pour 1898 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

Pour l'année 1898, le décompte de ces intérêts peut être établi comme il suit :

1° Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1898 montait à 3,886,662,000 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. 0/0 l'an est de..... 116,599,860f 00c
Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1898 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef..... 373,717 50
Le montant des intérêts à payer en 1898 est ainsi ramené à..... 116,226,142 50

2° On pourrait aussi procéder de la manière suivante :
Il restait 156 séries à rembourser au 1er janvier 1898.
L'intérêt annuel à 3 p. 0/0 de 155 de ces séries était de 747,435 × 155 = ... 115,852,425f 00c
L'intérêt des trimestres aux 16 janvier et 16 avril de la série amortie le 16 avril étant de 373,717 50
on aura comme ci-dessus pour le montant des intérêts annuels..... 116,226,142 50 — 116,226,142 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à..... 109,499,227 50
A déduire :
1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci..... 373,717 50 — 1,121,152 50
MONTANT des intérêts pour 1908..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier..... 3,587,688,000f
INTÉRÊTS à 3 p. 0/0..... 107,630,640f
A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909..... 747,435
INTÉRÊTS à payer en 1909..... 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1899, des Crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1898 par diverses lois était de..... 127,624,395f

Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1898 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1898 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1898 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci.....	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1897, soit sept fois 747,435 francs, ci.....	5,232,045	
TOTAL.....	11,024,535	
Décroissement pendant l'année 1898 :		
Rentes afférentes à la série sortie le 1er mars 1898...	747,435	
TOTAL.....	11,771,970	11,771,970
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1899.....		115,852,425

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	183,096	2,746,440f
30	102,684	3,080,520
60	75,708	4,542,480
150	22,278	3,341,700
300	9,089	2,726,700
600	3,268	1,960,800
1,500	924	1,386,000
3,000	996	2,988,000
Totaux	398,043	22,772,640

4° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1898.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430,035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415,053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448,739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425

EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN),

(Décret du 25 octobre 1870.)

(Loi du 31 mai 1875. — Décret et arrêté du 5 juin 1875.)

(Loi du 26 décembre 1892.)

(Loi du 28 décembre 1895.)

EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN).

(1re PÉRIODE.)

Décret du 25 octobre 1870.

L'emprunt de 250 millions a été contracté à Londres, le 24 octobre 1870, entre le délégué de la Défense nationale et MM. J.-S. Morgan et Cie banquiers qui prirent ferme et pour leur compte une partie des obligations à émettre ; le complément fut réalisé au moyen d'une souscription publique ouverte tant en France qu'en Angleterre.

Cet emprunt a donné lieu à l'émission d'obligations au porteur d'une valeur nominale de 500 francs, 2,500 francs, 12,500 francs et 25,000 francs, rapportant 6 p. 0/0 d'intérêts annuels, payables par semestre les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Ces obligations étaient remboursables au pair dans l'espace de trente-quatre ans par voie de tirage au sort, à moins que le Gouvernement n'usât du droit qu'il s'était réservé de se libérer à toute époque par le remboursement au pair desdites obligations, après avis préalable inséré six mois à l'avance dans le *Journal officiel*, en France, et dans le *Times*, en Angleterre.

Le remboursement ainsi prévu ne pouvait avoir lieu qu'à une époque correspondant à celle de l'échéance d'un semestre d'arrérages.

(2e PÉRIODE.)

Loi du 31 Mai 1875.

Extrait de la loi du 31 mai 1875.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des finances est autorisé à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit « emprunt Morgan », au mieux des intérêts du Trésor, une rente 3 p. 0/0 de 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations (compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne).

ART. 2.

Une annuité de 17,300,000 francs sera inscrite au budget de 1876 et aux budgets suivants, pendant

une période de trente-neuf ans, pour servir l'intérêt à 4 p. o/o et l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs; cette annuité sera payée par termes semestriels et représentée par des obligations du Trésor.

ART. 3.

L'intérêt à 4 p. o/o du capital représenté par la rente ci-dessus pendant les six derniers mois de 1875 et les frais de la conversion ou du remboursement seront imputés sur le solde disponible du crédit ouvert au budget de 1875 pour le service de l'emprunt Morgan, et subsidiairement sur les bénéfices de l'opération. L'excédent de ces bénéfices sera porté à l'actif du compte de liquidation.

. . . . . .

Les mesures d'exécution de ladite loi ont été réglées par un décret du 5 juin 1875.

(Voir le Compte général des finances de 1884, pages 984 et suivantes.)

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 17,300,000 francs payables pendant trente-neuf ans, de 1876 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels : les 1er mars et 1er septembre.

(3e PÉRIODE.)

Loi du 26 décembre 1892.

Extrait de la loi du 26 décembre 1892.

. . . . . .

ART. 12.

Les obligations du Trésor rapportant 4 p. o/o d'intérêt, remises à la Caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 2 de la loi du 31 mai 1875, pour lui tenir compte du capital représenté par les 14,541,780 francs de rente 3 p. o/o livrés au Trésor, conformément à l'article 1er de cette loi et remboursables pendant les années 1893 à 1914, seront converties en obligations rapportant 3.50 p. o/o d'intérêt.

La présente disposition aura son effet à partir du payement des intérêts venant à échéance le 1er mars 1893, lesquels ne seront payés qu'à raison de 3.50 p. o/o à partir du 1er janvier.

. . . . . .

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 16,490,117 fr. 12 payable pendant vingt-deux ans, de 1893 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels, les 1er mars et 1er septembre.

(4e PÉRIODE.)

Loi du 28 décembre 1895.

Extrait de la loi du 28 décembre 1895.

. . . . . .

ART. 47.

Les obligations du Trésor, créées en exécution des lois du 26 décembre 1892 (art. 12 et 15) et 26 juillet 1893 (art. 56) et existant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne privées, de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront converties en obligations du même type rapportant un intérêt de 3 p. o/o.

La présente disposition sera applicable aux intérêts échus, à partir du 1er janvier 1896.

. . . . . .

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 15,792,405 fr. 76 c. payable pendant dix-neuf ans de 1896 à 1914 inclusivement en deux termes semestriels, les 1er mars et 1er septembre.

Le tableau suivant fait ressortir les opérations successives auxquelles à donné lieu l'emprunt de 250 millions ainsi que les résultats de cet emprunt au point de vue du Trésor.

DATES DES LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	PÉRIODES SUCCESSIVES.	MONTANT de la somme annuelle affectée au payement de l'intérêt et de l'amortissement.	DURÉE des engagements.	TAUX de l'intérêt annuel.	CAPITAL à amortir au début de chaque période.	CAPITAL amorti à la fin de chaque période.	CAPITAL restant à amortir à la fin de chaque période.	PRODUIT réel de l'emprunt et bénéfice en capital résultant de la conversion.
		fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Décret du 24 octobre 1870	1871	(a) 15,000,000 00	34 ans.	6 p. o/o	250,000,000 00	7,637,000 00	242,363,000 00	208,899,770 00
	Années 1871 à 1875 inclus	(a) 15,000,000 00						
	1872	17,328,000 00						
	1873	17,310,585 00						
	1874	17,329,475 00						
	1875							
Loi du 31 mai 1875, décret et arrêté du 5 juin 1875	Années 1876 à 1892 inclus	17,300,000 00	39 ans.	4 p. o/o	340,206,153 12	88,664,486 62	251,541,666 50	66,829,849 33
Loi du 26 décembre 1892	Années 1893 à 1895 inclus	16,490,117 12	22 ans.	3 50 o/o	251,541,666 50	24,091,134 73	227,450,531 77	»
Loi du 28 décembre 1895	Années 1896 à 1914 inclus	15,792,405 76	19 ans.	3 p. o/o	227,450,531 77	»	»	»
								275,729,619 33

(a) Ce chiffre représente les intérêts à 6 p. o/o du capital de 250 millions; l'amortissement n'a commencé à fonctionner qu'à partir de l'année 1873.

(b) Ce chiffre se décompose ainsi :

1° Produit de la soulte	60,106,024 00
2° Bénéfice résultant de l'aliénation de rentes affectées aux obligations non converties	6,733,825 33
	66,839,849 33

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Dépenses à effectuer à partir du 1er janvier 1896	227,450,531f 77c	72,605,177f 67c	300,055,709f 44c
Montant des dépenses effectuées — antérieurement à l'année 1898	18,345,430 90	13,239,380 62	31,584,811 52
Montant des dépenses effectuées — pendant l'année 1898	9,590,647 14	6,201,758 62	15,792,405 76
Totaux	27,936,078 04	19,441,139 24	47,377,217 28
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1899.	199,514,453 73	53,164,038 43	252,678,492 16

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report.....		1,710,776,484f01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre.....	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre.....	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c		
Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre..... 6,833 333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs.....	1,660,500,000 00	
SOMME ÉGALE.....	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1898 :		
De 1871 à 1873 inclusivement.....	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1897 inclusivement, 24 annuités à 20,500,000f.	492,000,000 00	
TOTAL.....	542,276,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1898 :		
Annuité de (intérêts et amortissement).....	20,500,000 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements.....	562,776,484 01	562,776,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1899 à 1954, soit 56 annuités à 20,500,000 francs, ci.....		1,148,000,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir.....			325,000,000 00
Capital amorti	de 1874 à 1897 inclusivement.....	7,509,546f 33c	
	pendant l'année 1898.....	618,582 39	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1899.		8,128,128 72	8,128,128 72
Capital restant à amortir de 1899 à 1954.....			316,871,871 28

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1881, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 132528328 p. 0/0

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerrannée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1899.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000 f
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1898	2,546,000	
Dépenses effectuées pendant l'année 1898	2,546,000	
TOTAL	5,092,000	5,092,000
Dépenses restant à effectuer de 1899 à 1958, soit 60 annuités à 2,546,000 francs, ci		152,760,000

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies;

La situation de ce compte, au 1er janvier 1898, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1898 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1897, pages 892 et suivantes.....	41,139,245f 54c	3,542,639,776f 04c	1,087,496,625f 87c	2,455,143,150f 17c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1898..	»	»	»	»
Situation définitive au 1er janvier 1898.....	41,139,245 54	3,542,639,776 04	1,087,496,625 87	2,455,143,150 17
Montant des opérations de l'année 1898, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	»	»	41,139,245 54	41,139,245 54
Situation au 1er janvier 1899.....	41,139,245 54	3,542,639,776 04	1,128,635,871 71	2,414,003,904 63

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé de dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

1. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1898.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1,269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	"	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	13,818,734 58	2,695,804 30	16,514,538 88
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,192,311 54	8,266,373 12
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
TOTAL des accroissements antérieurs à 1898 à reporter	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
Report	29,635,793f 96c	11,503,451f 58c	41,139,245f 54c
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1898.			
TOTAL des accroissements en 1898	"	"	"
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1899	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54
Décroissements antérieurs à l'année 1898	"	"	"
Décroissements pendant l'année 1898	"	"	"
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1899	"	"	"
Annuités inscrites au 1er janvier 1899	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant les annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon.....	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc.....	15,000,000 00	686,443 38	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud).....	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central.....	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.....	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875..	188,233,805 00	8,749,456 02		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite).				
Report.....	188,233,805f 00c	8,749,456f 02c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne.....	10,700,000 00	489,662 94	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	34,700,000 00	1,588,974 92		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon...	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons.....	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1863 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A).....	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.).....	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter.....	360,753,605 00	16,649,375 26		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	360,753,605f 00c	16,649,375f 26c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	12,000,000 00	551,484 60	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	71,200,000 00	3,263,147 84		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	38,000,000 00	1,746,367 94	4 /2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2,295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	88,000,000 00	4,042,095 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juil. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	528 653,605 00	24.357,576 98		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	528,653,605f 00c	24,357,576f 98c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	635,203,605 00	29,366,336 94		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1890.....	640,703,605 00	29,635,793 96		

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	5,000,000f 00c	228,991f 12c	4 1/2.	Convention du 31 mai 1865, loi du 10 juillet 1865. — Amortissement du 1er juin 1866 au 1er décembre 1956 (91 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	213,983 82	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875.	9,656,170 00	442,974 94		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1879 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879..	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	52,856,170 00	2,423,771 72		

inscrites au 1er janvier 1899.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II.—AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	52,856,170f 00c	2,423,771f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882..	7,000,000 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648 439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886..	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1956 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887..	30,000,000 00	1,384.134 96		
A reporter	122,731,170 00	5,682,101 58		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	122,731,170f 00c	5,682,101f 58c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais.....	11,700,000 00	557,050 56	5,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis.....	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889..	37,831,547 24	1,955,976 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1889.....	160,562,717 24	7,638,078 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Ax.....	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo.....	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890..	14,880,000 00	732,294 98		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1890.....	175,442,717 24	8,370,373 34		
A reporter.....	175,442,717 24	8,370,373 34		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissements.)
II — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	175,442,717f 24c	8,370,373f 34c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues.....	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 23 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1891.....	207,442,717 24	9,852,519 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi.....	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1893.....	222,712,717 24	10,616,019 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux.....	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort.....	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894.....	18,800,000 00	887,431 86		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1894.....	241,512,717 24	11,503,451 58		
RÉCAPITULATION.				
Subventions.....	640,703,605 00	29,635,793 96		
Avances.....	241,512,717 24	11,503,451 58		
TOTAL GÉNÉRAL.....	882,216,322 24	41,139,245 54		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	2,493,234f 02c	58,287,276f 10c	60,780,510f 12c	147,397f 75c	1,694,435f 89c	1,841,833f 64c	2,640,631f 77c	59,981,711f 99c	62,622,343f 76c	37,543,173f 23c	65,599,510f 61c	103,142,683f 84c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	183,758 32	4,220,145 68	4,403,904 00	11,013 52	126,608 48	137,622 00	194,771 84	4,346,754 16	4,541,526 00	2,805,228 16	4,901,603 84	7,706,832 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	1,333,938 00	17,174,721 40	18,508,659 40	132,364 00	1,688,678 74	1,821,042 74	1,466,302 00	18,863,400 14	20,329,702 14	36,033,698 00	65,944,695 44	101,978,393 44
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	148,562 00	2,284,200 18	2,432,762 18	19,586 00	249,871 02	269,457 02	168,148 00	2,534,071 20	2,702,219 20	5,331,852 00	9,757,741 12	15,089,593 12
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	4,159,492 34	81,966,343 36	86,125,835 70	310,361 27	3,759,594 13	4,069,955 40	4,469,853 61	85,725,937 49	90,195,791 10	81,713,951 39	146,203,551 01	227,917,502 40
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	48,152,790 96	63,152,790 96	850,088 64	21,802,542 90	22,652,631 54	50,256 46	636,186 92	686,443 38	900,345 10	22,438,729 82	23,339,074 92	14,099,654 90	25,714,061 14	39,813,716 04
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	34,348,990 48	45,048,990 48	606,396 05	15,552,480 97	16,158,877 02	35,849 60	453,813 34	489,662 94	642,245 65	16,006,294 31	16,648,539 96	10,057,754 35	18,342,696 17	28,400,450 52
Ligne de Sablé à Châteaubriant	12,000,000 00	35,979,160 20	47,979,160 20	632,042 96	14,809,525 84	15,441,568 80	40,375 71	511,108 89	551,484 60	672,418 67	15,320,634 73	15,993,053 40	11,327,581 33	20,658,525 47	31,986,106 80
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe	38,000,000 00	113,934,010 78	151,934,010 78	2,001,471 82	46,896,830 50	48,898,302 32	127,856 56	1,618,511 38	1,746 367 94	2,129,328 38	48,515,341 88	50,644,670 26	35,870,671 62	65,418,668 90	101,289,340 52
TOTAL	75,700,000 00	232,414,952 42	308,114,952 42	4,089,999 47	99,061,380 21	103,151,379 68	254,338 33	3,219,620 53	3,473,958 86	4,344,337 80	102,281,000 74	106,625,338 54	71,355,662 20	130,133,951 68	201,489,613 88
A reporter	161,883,805 00	464,344,440 92	626,228,245 92	8,249,491 81	181,027,723 57	189,277,215 38	564,699 60	6,979,214 66	7,543,914 26	8,814,191 41	188,006,938 23	196,821,129 64	153,069,613 59	276,337,502 69	429,407,116 28

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	161,883,805f 00c	464,344,440f 92c	626,228,245f 92c	8,249,491f 81c	181,027,723f 57c	189,277,215f 38c	564,699f 60c	6,979,214f 66c	7,543,914f 26c	8,814,191f 41c	188,006,938f 23c	196,821,129f 64c	153,069,613f 59c	276,337,502f 69c	429,407,116f 28c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	1,214,376 81	44,820,440 82	46,034,817 63	75,156 50	1,259,186 04	1,334,342 54	1,289,533 31	46,079,626 86	47,369,160 17	25,127,133 69	51,597,562 36	76,724,696 05
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	2,648,142 90	66,952,640 32	69,600,783 22	155,532 02	1,922,103 30	2,077,635 32	2,803,674 92	68,874,743 62	71 678,418 54	42,596,325 08	76,867,705 82	119,464,030 90
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	85,254 01	2,080,461 08	2,165,715 09	5,146 64	63,606 22	68,752 86	90,400 65	2,144,067 30	2,234,467 95	1,409,599 35	2,543,690 10	3,953,289 45
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	57,939 27	1,357,538 01	1,415,477 28	3,701 18	46 851 58	50,552 76	61,640 45	1,404,389 59	1,466,030 04	1,038,359 55	1,893,700 53	2,932,060 08
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	377,839 44	9,617,819 06	9,995,658 50	25,614 07	374,212 27	399,826 34	403,453 51	9,992,031 33	10,395,484 84	8,296,546 49	16,092,860 25	24,389,406 74
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	393,665 89	8,068,463 45	8,462,129 34	29,501 71	373,456 83	402,958 54	423,167 60	8,441,920 28	8,865,087 88	8,276,832 40	15,094,762 92	23,371,595 32
Total	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	4,777,218 32	132,897,362 74	137,674,581 06	294,652 12	4,039,416 24	4,334,068 36	5,071,870 44	136,936,778 98	142,008,649 42	86,744,796 56	164,090,281 98	250,835,078 54
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	1,207,125 47	30,959,611 33	32,166,736 80	71,364 25	903,385 35	974,749 60	1,278,489 72	31,862,996 68	33,141,486 40	20,021,510 28	36,513,966 52	56,535,476 80
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	1,190,124 08	30,523,560 34	31,713,684 42	70,359 06	890,661 68	961,020 74	1,260,483 14	31,414,222 02	32,674,705 16	19,739,516 86	35,999,686 06	55,739,202 92
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	139,660 46	3,179,329 30	3,318,989 76	9,683 71	128,607 53	138,291 24	149,344 17	3,307,936 83	3,457,281 00	2,850,655 83	5,308,527 33	8,159,183 16
Total	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	2,536,910 01	64,662,500 97	67,199,410 98	151,407 02	1,922,654 56	2,074,061 58	2,688,317 03	66,585,155 53	69,273,472 56	42,611,682 97	77,822,179 91	120,433,862 88
A reporter	299 000,4 00	909,778,837 32	1,208,779,309 32	15,563,620 14	378.587 587 28	394,151,207 42	1,010,758 74	12.941 285 46	13,952.044 20	16,574,378 88	391,528,872 74	408,103,251 62	282,426,093 12	518,249.964 58	800,676,057 70

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES								
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	299,000,472f 00c	909,778,837f 32c	1,208,779,309f 32c	15,563,620f 14c	378,587,587f 28c	394,151,207f 42c	1,010,758f 74c	12,941,285f 46c	13,952,044f 20c	16,574,378f 88c	391,528,872f 74c	408,103,251f 62c	282,426,093f 12c	518,249,964f 58c	800,676,057f 70c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central.....	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	59,469 00	2,230,389 00	2,289,840 00	3,700 98	63,647 52	67,348 50	63,169 98	2,294,027 52	2,357,197 50	1,270,163 02	2,636,049 98	3,906,213 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	1,870,194 14	47,965,594 72	49,835,788 86	110,564 61	1,399,610 81	1,510,175 42	1,980,758 75	49,365,205 53	51,345,964 28	31,019,241 25	56,570,933 11	87,590,174 36
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon.....	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	655,235 74	17,787,209 24	18,442,444 98	39,846 48	555,071 10	594,917 58	695,082 22	18,342,280 34	19,037,362 56	12,304,917 78	23,390,137 02	35,695,054 80
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	4,533,804 84	116,280,230 04	120,814,034 88	268,034 42	3,392,996 94	3,661,031 36	4,801,839 26	119,673,226 98	124,475,066 24	75,198,160 74	137,141,658 14	212,339,818 88
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Monthrison. — Dijon à Langres...	43,200,000 00	138,680,03848	181,880,038 48	2,448,254 54	62,791,324 48	65,239,579 02	144,738 59	1,832,218 35	1,976,956 94	2,592,993 13	64,623,542 83	67,216,535 96	40,607,006 87	74,056,495 65	114,663,502 52
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	396,995 15	7,975,003 85	8,371,999 00	24,517 52	310,362 44	334,879 96	421,512 67	8,285,366 29	8,706,878 96	6,878,487 33	14,218,950 15	21,097,437 48
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	2,677,323 33	63,898,771 27	66,576,094 60	168,076 78	2,127,650 62	2,295,727 40	2,845,400 11	66,026,421 89	68,871,822 00	47,154,599 89	85,997,589 31	133,152,189 20
Tlonon à Collonges.....	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	736,742 72	18,895,538 08	19,632,280 80	43,555 52	551,362 08	594,917 60	780,298 24	19,446,900 16	20,227,198 40	12,219,701 76	22,285,519 04	34,505,220 80
Lyon à Monthrison.....	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	517,884 27	14,332,727 55	14,850,611 82	33,702 39	516,320 27	550,022 66	551,586 66	14,849,047 82	15,400,634 48	11,448,413 34	22,652,991 58	34,101,404 92
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	1,009,735 57	23,448,415 31	24,449,150 88	63,928 26	809,255 70	873,183 96	1,064,663 83	24,257,671 01	25,322,334 84	17,935,336 17	32,709,333 51	50,644,669 68
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	189,813 07	4,442,857 57	4,632,470 64	12,112 72	153,332 66	165,445 38	201,725 79	4,596,190 23	4,797,916 02	3,398,274 21	6,197,557 83	9,595,832 04
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	879,513 49	17,672,024 91	18,551,538 40	67,910 53	859,666 39	927,576 92	947,424 02	18,531,691 30	19,479,115 32	19,052,575 98	34,746,885 38	53,799,461 36
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	305,488 77	7,157,936 43	7,463,425 20	19,514 95	247,035 95	266,550 90	325,003 72	7,404,972 38	7,729,976 10	5,474,996 28	9,984,955 92	15,459,952 20
Total.....	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	16,271 254 63	404,878,013 45	421,149,268 08	1,000,203 75	12,818,530 83	13,818,734 58	17,271 458 38	417,696,544 28	434,968,002 66	283,961,874 62	522,589,056 62	806,550,931 24
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	321,765 38	4,061,120 40	4,382,885 78	33,213 27	303,931 79	337,145 06	354,978 65	4,365,052 19	4,720,030 84	6,816,896 35	10,714,646 77	17,531,543 12
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	19,586 49	255,182 31	274,768 80	2 157 76	20,739 64	22,897 40	21,744 25	275,921 95	297,666 20	456,380 75	734,284 05	1,190,664 80
Total.....	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	341,351 87	4,316,302 71	4,657,654 58	35,371 03	324,671 43	360,042 46	376,722 90	4,640,974 14	5,017,697 04	7,273,277 10	11,448,930 82	18,722,207 92
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne.....	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	1,051,944 69	29,113,113 57	30,165,058 26	68,457 47	1,048,766 91	1,117,224 38	1,120,402 16	30,161,880 48	31,282,282 64	23,254,397 84	46,013,513 72	69,267,911,56
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan.....	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	350,480 95	9,343,227 55	9,693,708 50	23,759 27	363,989 07	387,748 34	374,240 22	9,707,216 62	10,081,456 84	8,070,759 78	15,969,637 30	24,040,397 08
Total.....	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	1,402,425 64	38,456,341 12	39,858,766 76	92.216 74	1,412,755 98	1,504 972 72	1,494,642 38	39,869,097 10	41,363,739 48	31,325,157 62	61,983,151 02	93,308,308 64
Total général pour les subventions..	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	33,578,652 28	826,238,244 56	859,816,896 84	2,138,550 26	27,497,243 70	29,635,793 96	35,717,202 54	853,735,488 26	889,452,690 80	604,986,402 46	1,114,271,103 04	1,719,257,505 50

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	1,966,538f 69c	50,436,549f 19c	52,403,087f 88c	116,259f 98c	1,471,712f 38c	1,587,972f 36c	2,082,798f 67c	51,908,261f 57c	53,991,060f 24c	32,617,201f 33c	59,485,195f 55c	92,102,396f 88c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993 053 40	162,455 18	4,249,421 62	4,411,876 80	11,263 99	172,564 21	183,828 20	173,719 17	4,421,985 83	4,595,705 00	3,826,280 83	7,571,067 57	11,397,348 40
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	107,608 54	3,113,460 56	3,221,069 10	8,422 11	145,932 52	154,354 68	116,030 70	3,259,393 08	3,375,423 78	2,883,969 30	6,145,779 48	9,029,748 78
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	180,996 09	3,709,638 21	3,890,634 30	13,564 02	171,704 28	185,268 30	194,560 11	3,881,342 49	4,075,902 60	3,805,439 89	6,940,121 51	10,745,561 40
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	1,015,823 19	22,929,246 53	23,945,069 72	67,426 36	853,537 86	920,964 22	1,083,249 55	23,782,784 39	24,866,033 94	18,916,750 45	34,499,174 31	53,415,924 76
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyoo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	392,083 33	6,057,430 11	6,449,513 44	39,559 62	517,490 94	557,050 56	431,642 95	6,574,921 05	7,006,564 00	11,268,357 05	21,319,100 71	32,587,457 76
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	164,200 00	2,536,875 27	2,701,075 27	16,567 00	216,727 98	233,294 98	180,767 00	2,753,603 25	2,934,370 25	4,719,233 00	8,928,523 33	13,647,756 33
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	1,447,968 00	29,677,105 98	31,125,073 98	108,512 00	1,373,634 38	1,482,146 38	1,556,480 00	31,050,740 36	32,607,220 36	30,443,520 00	55,520,970 04	85,964,490 04
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	451,525 98	8,219,083 02	8,670,609 00	51,528 80	702,437 20	753,966 00	503,054 78	8,921,520 22	9,424,575 00	15,296,945 22	28,810,065 78	44,107,011 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	65,266 31	802,261 78	867,528 09	11,680 79	121,785 07	133,465 86	76,947 10	924,046 85	1,000,993 95	2,923,052 90	4,884,699 91	7,807,752 81
TOTAL	133,100,000 00	371,583,297 28	504,683,297 28	5,954,465 31	131,731,072 27	137,685,537 58	444,784 72	5,747,526 82	6,192,311 54	6,399,250 03	137,478,599 09	143,877,849 12	126,700,749 97	234,104,698 19	360,805,448 16
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	180,996 09	3,709,638 21	3,890,634 30	13,564 02	171,704 28	185,268 30	194,560 11	3,881,342 49	4,075,902 60	3,805,439 89	6,940,121 51	10,745,561 40
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	633,486 25	12,983,733 59	13,617,219 84	47,474 05	600,964 99	648,439 04	680,960 30	13,584,698 58	14,265,658 88	13,319,039 70	24,290,424 62	37,609,464 32
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	452,490 36	9,274,095 18	9,726,585 54	33,910 05	429,260 69	463,170 74	486,400 41	9,703,355 87	10,189,756 28	9,513,599 59	17,350,303 33	26,863,902 92
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	798,227 24	14,894,408 42	15,692,635 66	59,999 00	1,338,927 22	1,398,926 22	858,226 24	16,233,335 64	17,091,561 88	25,273,321 00	60,061,178 42	85,334,499 42
TOTAL	54,131,547 24	152,044,760 46	206,176,307 70	2,065,199 94	40,861,875 40	42,927,075 34	154,947 12	2,540,857 18	2,695,804 30	2,220,147 06	43,402,732 58	45,622,879 64	51,911,400 18	108,642,027 88	160,553,428 06
A reporter	187,231,547 24	523,628,057 74	710,859,604 98	8,019,665 25	172,592,947 67	180,612,612 92	599,731 84	8,288,384 00	8,888,115 84	8,619,397 09	180,881,331 67	189,500,728 76	178,612,150 15	342,746,726 07	521,358,876 22

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report.....	187,231,547f 24c	523,628,057f 74c	710,859,604f 98c	8,019,665f 25c	172,592,947f 67c	180,612,612f 92	599,731f 84c	8,288,384f 00c	8,888,115f 84c	8,619,397f 09c	180,881,331f 67c	189,500,728f 76c	178,612 150f 15c	342,746,726f 07c	521,358,876f 22c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise.....	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	304,671 65	5,024,731 96	5,329,403 61	20,433 75	188,562 47	208,996 22	325,105 40	5,213,294 43	5,538,399 83	4,174,894 60	6,588,410 73	10,763,305 33
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	736,289 85	12,143,102 25	12,879,392 10	49,381 60	455,692 60	505,074 20	785,671 45	12,598,794 85	13,384,466 30	10,089,328 55	15,921,992 75	26,011,321 30
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville.....	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	216,010 83	3,699,796 77	3,915,807 60	16,933 85	178,856 53	195,790 38	232,944 68	3,878,653 30	4,111,597 98	3,767,055 32	6,414,044 44	10,181,099 76
TOTAL.....	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	1,256,972 33	20,867,630 98	22,124,603 31	86,749 20	823,111 60	909,860 80	1,343,721 53	21,690,742 58	23,034,464 11	18,031,278 47	28,924,447 92	46,955,726 39
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Chemin de Ceinture.....	5,000,000 00	15,838,191 92	20,838,191 92	279,721 00	7,047,994 84	7,327,715 84	16,765 08	212,226 04	228,991 12	296,486 08	7,260,220 88	7,556,706 96	4,703,513 92	8,577,971 04	13,281,484 96
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac..... Embranchement de Saint-Éloi.....	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	245,241 89	5,746,305 07	5,991,546 96	15,666 36	198,317 46	213,983 82	260,908 25	5,944,622 53	6,205,530 78	4,395,261 75	8,015,799 81	12,411,061 56
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo.....	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	86,989 00	5,135,361 00	5,222,350 00	10,803 00	488,197 00	499,000 00	97,792 00	5,623,558 00	5,721,350 00	9,882,208 00	29,306,442 00	39,188,650 00
Ponte-Leccia à Calvi.....	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	102,065 00	6,298,835 00	6,409,900 00	15,041 00	748,459 00	763,500 00	117,106 00	7,047,294 00	7,164,400 00	15,152,894 00	46,397,706 00	61,550,600 00
TOTAL.....	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	189,054 00	11,434,196 00	11,623,250 00	25,844 00	1,236,656 00	1,262,500 00	214,898 00	12,670,852 00	12,885,750 00	25,035,102 00	75,704,148 00	100,739,250 00
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances.....	241,512,717 24	692,416,862 50	933,929,579 74	9,990,654 47	217,689,074 56	227,679,729 03	744,756 48	10,758,695 10	11,503,451 58	10,735,410 95	228,447,769 66	239,183,180 61	230,777,306 29	463,969,092 84	694,746,399 13
RÉCAPITULATION.															
Subventions.....	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	33,578,652 28	826,238,244 56	859,816,896 84	2,138,550 26	27,497,243 70	29,635,793 96	35,717,202 54	853,735,488 26	889,452,690 80	604,986,402 46	1,114,271,103 04	1,719,257,505 50
Avances.....	241,512,717 24	692,416,862 50	933,929,579 74	9,990,654 47	217,689,074 56	227,679,729 03	744,756 48	10,758,695 10	11,503,451 58	10,735,410 95	228,447,769 66	239,183,180 61	230,777,306 29	463,969,092 84	694 746,399 13
TOTAL GÉNÉRAL.....	882,216,322 24	2,660,423,453 80	3,542,639,776 04	43,569,306 75	1,043,927,319 12	1,087,496,625 87	2,883,306 74	38,255,938 80	41,139,245 54	46,452,613 49	1,082,183,257 92	1,128,635,871 41	835,763,708 75	1,578,240,195 88	2,414,003,904 63

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c	5,017,697f 04c	23,034,464f 11c	28,052,161f 15c	18,722,207f 92c	46,955,726f 39c	65,677,934f 31c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	"	318,113,293 50	90,195,791 10	"	90,195,791 10	227,917,502 40	"	227,917,502 40	
Compagnie de l'Ouest	308,114,952 42	20,838,191 92	328,953,144 34	106,625 338 54	7,556,706 96	114,182,045 50	201,489,613 88	13,281,484 96	214,771,098 84	
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30	142,008,649 42	6,205,530 78	148,214,180 20	250,835,078 54	12,411,061 56	263,246,140 10	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	206,176 307 70	1,447,695,241 60	434,968,002 66	45,622,879 64	480,590,882 30	806,550,931 24	160,553,428 06	967,104,359 30	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	504,683,297 28	694 390,632 72	69,273,472 56	143,877,849 12	213,151,321 68	120,433,862 88	360,805,448 16	481,239,311 04	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672.048 12	41,363,739 48	"	41,363,739 48	93,308,308 64	"	93,308,308 64	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	12,885,750 00	12,885,750 00	"	100,739,250 00	100,739,250 00	
TOTAL	2,608,710,196 30	933,929,579 74	3,542,639,776 04	889,452,690 80	239,183,180 61	1,128,635,871 41	1,719,257,505 50	694,746,399 13	2,414,003,904 63	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1899 à 1949	29,635,793f 96c	11,503,451f 58c	41,139,245f 54c	51	2,098,101,522f 54c
1950	29,635,793 96	11,146,416 37	40,782,210 33	1	40,782,210 33
1951 à 1954	29,275,751 50	10,593,590 78	39,869,342 28	4	159,477,369 12
1955	25,205,796 10	10,593,590 78	35,799,386 88	1	35,799,386 88
1956	23,465,430 74	10,593,590 78	34,059,021 52	1	34,059,021 52
1957	3,522,910 50	3,761,320 46	7,284,230 96	1	7,284,230 96
958	3,384,619 26	2,845,254 42	6,229,873 68	1	6,229,873 68
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1 262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	»	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	»	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	»	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	»	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	»	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	»	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	83	2,414,003,904 63

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de compte au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de compte au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet	2,525,000	126,250
XVII à XXI	1er octobre	2,260,000	113,000
	TOTAUX	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525.000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717 567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98c	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1899 figure ci-après, page 123.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391,495f 00c
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030,905 00
TOTAL.....	545,422,400 00

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0298.6513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun (arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1899 figure ci-après, page 123.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 05950.4755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1954 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 33.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90 (arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507,099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1899 figure ci-après, page 123.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 . . . . . 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration	7,417 16
TOTAL	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration	3,708 58
TOTAL	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0302.2147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887)	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1899 figure ci-après, page 123.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 6 juin 1884. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1899.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DURÉE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1899 à 1950.....	2,482,302f 73c	52 ans.	129,079,741f 96c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936,880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.-Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
TOTAUX.....		61 ans.	137,777,367 68	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1899.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1898.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT l'année 1898.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1899.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1899.
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	334,636f86c	26,221f00c	360,857f86c	11,663,414f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	590,054 43	46,453 00	636,507 43	17,047,282 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	106,293 06	8,375 00	114,668 06	4,918,271 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	120,425 28	9,716 00	130,141 28	5,472,218 00
Totaux	40,343,359 63	1,151,409 63	90,765 00	1,242,174 63	39,101,185 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	17,828,194 49	708 629 53	18,536,824 02	29,488,215 68
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	25,904,275 07	1,044,391 80	26,948,666 87	40,222,070 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	7,287,774 84	299,899 70	7,587,674 54	13,886,485 70
Compagnie du Midi	23,560,129 32	8,142,101 32	338,616 70	8,480,718 02	15,079,411 30
Totaux	160,230,066 13	59,162,345 72	2,391,537 73	61,553,883 45	98,676,182 68
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	18,162,831 35	734,850 53	18,897,681 88	(A)41 151,6
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	26,494,329 50	1,090,844 80	27,585,174 30	(B)57,269,352 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	7,394,067 90	308,274 70	7,702,342 60	(C) 18804,75
Compagnie du Midi	29,162,488 60	8,262,526 60	348,332 70	8,610,859 30	(D)20,551,629 30
Totaux	200,573,425 76	60,313,755 35	2,482,302 73	62,796,058 08	137,777,367 68

(A) 56 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1899 au 1er juillet 1954.
(B) 52 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1951.
(C) 61 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1959.
(D) 59 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1899 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT PAR ANNUITÉS

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES EN APPLICATION DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1894.

DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR ET DE L'EXPÉDITION DU SIAM.

(Chapitres 9 et 10 du budget du Ministère des finances.)

Exercice 1898.

I. Chapitre 9. — *Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.*

Les crédits inscrits à ce chapitre se subdivisent en trois paragraphes qui correspondent aux phases diverses par lesquelles est passée la liquidation des caisses ci-dessus désignées.

De 1885 à 1892 les fonds nécessaires aux avances et subventions allouées par les caisses spéciales en vertu de la loi du 12 juillet 1885 ont été réalisés au moyen d'une émission d'obligations du Trésor à long terme. Les obligations émises s'élevaient au chiffre de 240 millions, elles furent placées à la Caisse des dépôts et consignations ; le capital restant à rembourser s'élève au 1er janvier 1899 à 163,594,936 fr. 20.

C'est l'annuité comprenant les intérêts et l'amortissement de ce capital qui constitue le 3e paragraphe du chapitre 9. — Article unique.

Originairement productives d'intérêts à 3.15 p. 0/0, les obligations remises à la Caisse des dépôts ont été réduites à 3 p. 0/0 à compter du 1er janvier 1896 (loi du 28 décembre 1895).

Antérieurement à 1885 et de 1892 à 1894, les sommes nécessaires aux dépenses des caisses vicinale et scolaire ont été fournies par la Dette flottante, dont les avances au 1er janvier 1894 s'élevaient à environ 429 millions. La loi du 26 juillet 1893 prononça la suppression des caisses, fit transporter le solde débiteur à un compte unique qui devait être soldé au moyen d'une annuité inscrite au budget. L'État bénéficiait en outre d'une somme de 26 millions environ, représentant le montant disponible à ce jour des remboursements en capital et intérêts, faits par les départements et les communes. Cette somme de 26 millions fut transportée du compte spécial où elle figurait aux recettes du budget de 1894 qu'elle servit à équilibrer.

Telle était la situation lorsque la loi du 27 décembre 1894 autorisa le Ministre des Finances à négocier les obligations jusqu'à concurrence de la somme due à la Dette flottante au titre des caisses vicinale et scolaire, le service des obligations devant être assuré par l'annuité inscrite au budget.

C'est encore à la Caisse des dépôts que furent placées ces nouvelles obligations; mais au

cours de l'opération, diverses lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895 et 25 avril 1896 ont autorisé également le Ministre des Finances à se procurer, par des émissions d'obligations, les sommes nécessaires au payement des dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam (ensemble 97,193,000 francs) : les obligations à émettre dans ces conditions devant être prises sur celles dont le service était assuré par l'annuité relative à la liquidation des caisses vicinale et scolaire.

Les versements effectués par la Caisse des dépôts et consignations qui ont atteint le total du solde débiteur du compte de liquidation n'ont, dès lors, été imputés au crédit de ce compte que sous déduction des 97,193,000 francs employés à payer les dépenses de Madagascar et de Siam, de sorte que la Dette flottante a conservé à sa charge précisément cette somme de 97,193,000 francs.

Il suit de là que l'annuité inscrite au budget, en vertu de la loi du 26 juillet 1893, répond à deux objets : 1° extinction des obligations dont le montant a servi à atténuer la créance du Trésor; 2° extinction de la portion de cette créance non remboursée.

Les deux premiers paragraphes correspondent à cette division :

Au premier figure l'annuité nécessaire au service des obligations 3 p. o/o susvisées, soit en 1898, 16,639,960 francs. Le capital restant dû au 1er janvier 1899 est de 290,507,000 fr.

Au second figure l'annuité correspondant à la portion des avances encore à la charge de la Dette flottante, et qui, au 1er janvier 1899, atteint encore la somme de 91,906,770 fr. 77. Cette annuité est calculée au taux de 3.25 p. o/o; la somme correspondant à l'amortissement est seule portée au crédit du compte de liquidation et réduit la charge de la Dette flottante; quant aux intérêts, ils sont portés en recette au compte « *Recettes en atténuation de la Dette flottante* » et contrebalancent la dépense constatée à ce titre au chapitre 9.

II. Chapitre 10. — *Remboursements par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.*

Des explications qui viennent d'être données sur le chapitre 9, il résulte que l'annuité inscrite au budget en vertu de la loi de 1893 et qui n'avait pour but que d'assurer l'extinction d'un capital de 429 millions aurait été insuffisante pour assurer en outre le remboursement des obligations représentant les dépenses de Madagascar et du Siam. C'est pourquoi, un crédit spécial a dû être inscrit au budget pour le service de ces obligations, l'annuité est en 1898 de 5,191,290 francs.

Le capital restant dû au 1er janvier 1899 est de 91,243,000 francs.

Une partie des obligations (11 millions) avaient été négociées au taux de 3.25 p. o/o; elles sont maintenant toutes au taux uniforme de 3 p. o/o.

1° Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires, et application de la loi du 7 décembre 1894.

(Chapitre 9 du budget de l'exercice 1898.)

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR à 1898.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1898.	TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1898.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
CHAPITRE 9. — Remboursement par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires,					
§ 1er. — Obligations placées à la Caisse des dépôts et consignations en vertu des lois des 7 et 27 décembre 1894.....	319,257,000 00	21,000,000 00	7,750,000 00	28,750,000 00	290,507,000 00
§ 2. — Remboursement à la Dette flottante.	97,193,000 00	2,932,698 41	2,353,530 82	5,286,229 23	91,906,770 77
§ 3. — Avances effectuées par la Caisse des dépôts et consignations de 1885 à 1892.	240,000,000 00	72,062,496 68	4,342,567 12	76,405,063 80	163,594,936 20
	656,450,000 00	95,995,195 09	14,446,097 94	110,441,293 03	546,008,706 97

2° Dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.

(Chapitre 10 du budget de l'exercice 1898.)

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR à 1898.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1898.	TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1898.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
CHAPITRE 10. — Remboursement par annuités, des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.....	97,193,000 00	3,550,000 00	2,400,000 00	5,950,000 00	91,243,000 00

INTÉRÊT ET AMORTISSEMENT

DU CAPITAL AFFECTÉ AU REMBOURSEMENT DE L'AVANCE À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIENNE. (LOI DU 26 DÉCEMBRE 1894.)

Aux termes d'une convention du 18 mai 1865, approuvée par une loi du 12 juillet de la même année, la Société générale algérienne s'était engagée à fournir à l'État, dans un délai de six ans, une somme de cent millions de francs destinée à l'exécution de travaux publics en Algérie. Cette somme devait lui être remboursée, au fur et à mesure de ses versements, au moyen d'annuités calculées au taux de 5.25 p. 100 et permettant d'assurer l'amortissement en 50 ans. La compagnie était autorisée à se procurer la somme qu'elle devait avancer au moyen d'émissions successives d'obligations qui auraient pour gage les annuités correspondantes payées par l'État.

Régulièrement effectués jusqu'en 1870, les versements de la Société générale algérienne furent interrompus en 1871 par suite de l'impossibilité où se trouvait alors la société de placer ses obligations à un taux équivalent à celui de l'annuité servie par l'État. Ils furent repris quelque temps après et s'élevaient, au 31 décembre 1875, à 87 millions de francs.

En novembre 1877, la Société générale algérienne était mise en liquidation; l'État renonçait alors à exiger le versement du surplus des avances qui lui étaient encore dues, soit 13 millions, et une société nouvelle, la Compagnie algérienne, était spécialement chargée de la liquidation du service des obligations émises.

De 1877 à 1892, les annuités prévues par la loi du 12 juillet 1865 et calculées au taux de 5.25 p. 100, ont été régulièrement servies à la Compagnie algérienne qui, de son côté, a procédé au payement des intérêts et à l'amortissement des obligations émises par la Société générale algérienne.

Au 1er octobre 1892, le capital dont le Trésor se reconnaissait débiteur envers la Société générale algérienne était encore de..... 67,750,434f 00c

Sollicitée à cette époque de consentir une réduction du taux de 5.25 p. o/o auquel étaient calculées les annuités, la Compagnie algérienne ne crut pas devoir accueillir favorablement cette proposition; c'est alors que l'article 15 de la loi du 26 décembre 1892 autorisa l'État à se libérer de sa dette par anticipation et à la rembourser le 1er janvier 1893. Au principal furent donc ajoutés les intérêts courus du 1er octobre 1892, échéance de la dernière annuité payée, au 31 décembre 1892, soit..... 896,533 15

et la somme totale de 68,646,967 15

fut versée au liquidateur de la société.

En exécution de la loi du 26 décembre 1892, l'État demanda à la Caisse des dépôts et consignations de lui faire l'avance de la somme de..... 64,396,018f 15c

représentant avec l'annuité de..... 4,250,949 00

inscrite au budget de 1893 le total du payement effectué..... 68,646,967 15

Quant à la Caisse des dépôts elle reçut, en échange de son avance, 48 demi-annuités payables de 1893 à 1916 et calculées au taux de 3.50 p. o/o.

La Compagnie algérienne s'étant pourvue devant le Conseil d'État contre la décision du Ministre des finances qui avait fixé le chiffre de la somme à lui rembourser, un arrêt du 7 décembre 1894 donna partiellement gain de cause à la compagnie en la renvoyant devant le Ministre des finances pour faire procéder à une nouvelle fixation de la somme qui lui était due.

Afin de faire face aux charges que l'arrêt précité lui imposait, le Ministre demanda l'autorisation de recourir, comme pour le payement principal, aux avances de la Caisse des dépôts ; cette autorisation lui fut accordée par l'article 58 de la loi du 28 décembre 1895, mais il fut entendu que les annuités remises à la Caisse des dépôts ne seraient plus calculées qu'à 3 p. o/o ; c'est d'ailleurs à ce taux que l'article 47 de la même loi avait ramené l'intérêt des annuités précédemment délivrées.

Les sommes versées à la Compagnie algérienne et empruntées à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi qui précède s'élevèrent :

1° Payement du 1er janvier 1896	2,406,425f 94c
2° Payement du 17 février 1897	38,882 92
TOTAL	2,445,308 86

Au 1er août 1898, échéance de la dernière annuité payée sur les sommes avancées par la Caisse des dépôts, il restait dû un capital de 56,272,654 fr. 39.

C'est alors qu'en présence des excédents de recettes que faisaient ressortir les recouvrements de 1898, le gouvernement demanda l'autorisation de rembourser par anticipation, sur ses excédents, les capitaux correspondants à diverses annuités au nombre desquelles figurait celle qui correspondait aux avances de la Société algérienne.

L'opération dont il s'agit fut autorisée par la loi du 3 décembre 1898 et le 15 du même mois le Trésor versait à la Caisse des dépôts, en y ajoutant les intérêts courus au jour du remboursement, la somme de 56,272,654 fr. 39 ci-dessus indiquée.

L'annuité correspondante a cessé de figurer depuis l'exercice 1899 au budget du Ministère des finances.

ANNUITÉS DUES AUX HOSPICES CIVILS

(DÉPENSES DES HÔPITAUX MILITAIRES).

En vertu des conventions et des décrets énumérés dans le tableau ci-après, l'État s'est engagé à rembourser par annuités aux villes de Neufchâteau, Troyes, Rambervillers, Vouziers, Saint-Dié et Mézières les dépenses faites par les hospices civils de ces villes pour contribution et aménagement de salles militaires.

Le capital à rembourser pour l'ensemble de ces villes est de 265,177 fr. 31.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées du budget du Ministère de la Guerre à celui du Ministère des Finances, savoir :

Pour les villes de Neufchâteau, Troyes, Rambervillers, Vouziers et Saint-Dié, à compter du 1er janvier 1892 (loi du 26 janvier 1892);

Et pour la ville de Mézières, à partir du 1er janvier 1897 (loi du 29 mars 1897).

Les capitaux restant dus au 1er janvier 1898 aux villes de Troyes et de Mézières ont été remboursés en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

Les renseignements concernant ces annuités ont été consignés dans les deux tableaux qui suivent :

I. — *Tableau détaillé des annuités.*

DÉSIGNATION DES HOSPICES.	MONTANT des SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (Dates des décrets et conventions. Amortissement.)
	fr. c.	fr. c.		
L'hospice de Neufchâteau.....	32,000 00	3,409 00	4 p. o/o.	Convention du 8 novembre 1886. Amortissement en 12 ans à partir du 31 décembre 1887.
——— de Troyes.....	100,000 00	9,152 04	4.25 p. o/o.	Convention du 30 juin 1886. Amortissement en 15 ans à partir du 1er juillet 1890.
——— de Rambervillers.....	11,243 56	1,386 23	4 p. o/o.	Décret du 30 octobre 1889. Amortissement en 10 ans à partir du 31 décembre 1888.
——— de Vouziers.....	14,000 00	1,726 66	*Idem.*	Convention du 18 mai 1886. Amortissement en 10 ans à partir du 1er juillet 1887.
——— de Saint-Dié.....	27,000 00	3,328 00	*Idem.*	Convention du 25 juin 1888. Amortissement en 10 ans à partir du 1er janvier 1889.
——— de Mézières.....	80,933 75	7,000 00	*Idem.*	Décret du 20 juin 1893. Amortissement en 16 ans à partir du 15 décembre 1893.
TOTAL.....	265,177 31	26,001 93		

II. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1899.*

DÉSIGNATION DES HOSPICES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
L'hospice de Neufchâteau	32,000 00	8,908 00	40,908	28,710 00	8,789 00	37,499 00	3,290 00	119 00	3,409 00	32,000 00	8,908 00	40,908 00	//	//	//
—— de Rambervillers	11,243 56	2,618 74	13,862 30	11,243 56	2,618 74	13,862 30	//	//	//	11,243 56	2,618 74	13,862 30	//	//	//
—— de Vouziers	14,000 00	3,266 60	17,266 60	14,000 00	3,266 60	17,266 60	//	//	//	14,000 00	3,266 60	17,266 60	//	//	//
—— de Saint-Dié	27,000 00	6,280 00	33,280 00	23,800 00	6,152 00	29,952 00	3,200 00	128 00	3,328 00	27,000 00	6,280 00	33,280 00	//	//	//
TOTAUX	84,243 56	21,073 34	105,316 90	77,753 56	20,826 34	98,579 90	6,490 00	247 00	6,737 00	84,243 56	21,073 34	105,316 90	//	//	//

DÉSIGNATION DES HOSPICES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1898.			MONTANT DES DÉPENSES effectuées pendant l'année 1898.	OBSERVATIONS.
	SOMMES à amortir.	SOMMES.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
L'hospice de Troyes	100,000 00	37,280 60	137,280 60	45,543 00	27,673 32	73,216 32	54,457 00	9,607 28	64,064 28	54,457 00	(A) Cette somme, représentant le capital restant dû aux hospices de Troyes et de Mézières, a été remboursée en 1898 en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).
—— de Mézières	80,933 75	29,881 93	110,815 68	20,379 73	14,620 27	35,000 00	60,554 02	15,261 66	75,815 68	60,554 02	
TOTAUX	180,933 75	67,162 53	248,096 28	65,922 73	42,293 59	108,216 32	(A) 115,011 02	24,868 94	139,879 96	115,011 02	

ANNUITÉ

POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

En conformité de la convention du 2 février 1876, approuvée par la décision du Ministre de la guerre en date du 19 février 1876, il a été inscrit une annuité de 24,250 francs payable pendant trente ans, entre les mains des héritiers de M. Girodon, ex-propriétaire à Lyon, pour les rembourser du prix des terrains cédés à l'État et destinés au service de l'intendance.

Les dépenses afférentes à cette annuité ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort au tableau ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

		SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer		372,800f 00c	354,700f 00c	727,500f 00c
Montant des dépenses effectuées.	antérieurement à l'année 1898	200,246 00	309,004 00	509,250 00
	pendant l'année 1898	15,623 00	8,627 00	24,250 00
	TOTAUX	215,869 00	317,631 00	533,500 00
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1899		156,931 00	37,069 00	194,000 00

ANNUITÉS POUR CHEMINS STRATÉGIQUES.

L'État s'était engagé à rembourser, par annuités aux départements et aux communes, les emprunts faits par eux à la Caisse des chemins vicinaux, pour construction de chemins stratégiques.

Le capital à rembourser pour l'ensemble de la dépense était de 11,571,018 fr. 67.

Les dépenses afférentes à ces emprunts avaient été transportées, à compter du 1er janvier 1893, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances (loi du 28 avril 1893).

Jusqu'en 1894, les annuités que l'État s'était engagé à rembourser étaient reversées par les départements et les communes à la Caisse des chemins vicinaux.

Depuis que la loi du 26 juillet 1893 (art. 53) a supprimé cette caisse, les annuités qui lui étaient dues figuraient parmi les recettes budgétaires sous ce titre : *Remboursement par les départements et les communes des avances faites pour l'achèvement des chemins vicinaux.*

Ces opérations d'écritures, qui grossissaient inutilement le total du budget en recette et en dépense, ont été supprimées à partir du 1er janvier 1898.

ANNUITÉS DUES AUX VILLES

POUR CONSTRUCTION D'HÔTELS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

En vertu des lois et décrets énumérés ci-après, les villes de Blois, Grenoble, Montpellier, Sedan, Hyères, Menton, Amiens, Calais et Toulouse ont été autorisées à emprunter à la Caisse des dépôts et consignations les fonds nécessaires à la construction d'hôtels des postes et des télégraphes, et elles sont couvertes de ces emprunts au moyen de demi-annuités de remboursement que leur verse l'État.

La ville de Marseille a contracté un emprunt à la Société marseillaise, et elle en est remboursée moyennant une annuité payable en un seul terme.

Le capital à rembourser pour l'ensemble des villes est de 4,291,785 francs.

Les dépenses afférentes à ces emprunts ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (direction générale des postes et des télégraphes) à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

Les capitaux restant dus au 1er janvier 1898 ont été remboursés en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

Les renseignements concernant ces emprunts ont été consignés dans les deux tableaux qui suivent :

I. — *Tableau détaillé des annuités.*

DÉSIGNATION des VILLES.	MONTANT des SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'ANNUITÉ nominal annuel.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
	fr. c.	fr. c.		
La ville de Blois	37,359 00	2,048 86	4 p% o/o.	Loi du 26 décembre 1882 approuvant la Convention du 27 juin 1882. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 décembre 1883.
—— de Grenoble	390,000 00	21,388 54	*Idem.*	Loi du 20 mars 1883 approuvant les Conventions des 26 mars et 6 juillet 1882. — Amortissement en 33 ans à partir des 25 décembre 1883, 25 juin 1884 et 5 mai 1886.
—— de Montpellier	334,800 00	18,361 24	*Idem.*	Loi du 20 mars 1883 approuvant la Convention du 13 février 1883. — Amortissement en 33 ans à partir des 5 mars 1884 et 5 septembre 1385.
—— de Sedan	99,750 00	5,470 54	*Idem.*	Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 15 avril 1884.
—— d'Hyères	48,500 00	2,659 86	*Idem.*	Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 juin 1884.
—— de Menton	102,000 00	5,593 92	*Idem.*	Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 mars 1885.
—— d'Amiens	339,376 00	18,612 20	*Idem.*	Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir des 3 avril 1884 et 15 juin 1888.
—— de Calais	115,030 00	6,306 87	*Idem.*	Loi du 1er août 1883. — Amortissement en 33 ans à partir du 25 avril 1885.
—— de Toulouse	475,000 00	26,050 16	*Idem.*	Loi du 8 mars 1887 approuvant la Convention du 4 juin 1886. — Amortissement en 33 ans à partir des 5 février et 5 juillet 1888.
—— de Marseille	2,350,000 00	105,761 75	*Idem.*	Loi du 12 juin 1889 approuvant la Convention du 25 février 1889. — Amortissement en 56 ans à partir du 1er avril 1891.
TOTAL	4,291,785 00	212,253 94		

II. — *État développé des dépenses en capital et intérêts.*

DÉSIGNATION des VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT AU 1er JANVIER 1898.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1898.			MONTANT DES DÉPENSES effectuées pendant l'année 1898.	OBSERVATIONS.
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
La ville de Blois	37,359 00	30,253 38	67,612 38	10,755 12	18,953 35	29,708 47	26,603 88	11,300 03	37,903 91	26,603 88	(a) Cette somme, représentant le capital restant dû, a été remboursée en 1898 en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).
—— de Grenoble	390,000 00	315,821 82	705,821 82	105,492 69	189,659 47	295,052 16	284,607 31	126,162 35	410,769 66	284,607 31	
—— de Montpellier	334,800 00	271,120 92	605,920 92	85,820 61	157,465 82	243,286 43	248,979 39	113,655 10	362,634 49	248,979 39	
—— de Sedan	99,750 00	80,777 82	180,527 82	27,427 64	49,159 92	76,587 56	72,322 36	31,617 90	103,940 26	72,322 36	
—— d'Hyères	48,500 00	39,275 38	87,775 38	13,335 84	23,902 20	37,238 04	35,164 16	15,373 18	50,537 34	35,164 16	
—— de Menton	102,000 00	82,599 36	184,599 36	25,487 57	47,233 39	72,720 96	76,512 43	35,365 97	111,878 40	76,512 43	
—— d'Amiens	339,376 00	274,826 60	614,202 60	72,998 88	141,041 42	214,040 30	266,377 12	133,785 18	400,162 30	266,377 12	
—— de Calais	115,000 00	93,126 71	208,126 71	28,737 22	53,252 09	81,989 31	86,262 78	39,874 62	126,137 40	86,262 78	
—— de Toulouse	475,000 00	384,655 28	859,655 28	82,406 70	169,868 53	252,275 23	392,593 30	214,786 75	607,380 05	392,593 30	
—— de Marseille	2,350,000 00	3,572,658 00	5,922,658 00	92,897 77	647,434 48	740,332 25	2,257,102 23	2 925,223 52	5,182,325 75	2,257,102 23	
TOTAL	4,291,785 00	5,145,115 27	9,436,900 27	545,260 04	1,497,970 67	2,043,230 71	(a) 3,746,524 96	3,647,144 60	7,393,669 56	(a) 3,746,524 96	

Tableau des annuités inscrites au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (2e section) pour le remboursement d'avances faites par des villes à l'occasion de la construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes.

DÉPARTEMENTS.	MUNICIPALITÉS qui ont fait l'avance des frais de construction.	DATE D'APPROBATION des conventions.	NOMBRE d'annuités.	TAUX de l'intérêt.	ANNÉE du premier payement.	SOMMES à rembourser. — Avance faite.	SOMMES remboursées au 1er janvier 1898. — Capital.	ANNUITÉ inscrite au budget de 1898 pour le remboursement. — Capital.	DETTE de l'État au 1er janvier 1899. — Capital.	ÉPOQUES D'ÉCHÉANCE.
Loire-Inférieure	Saint-Nazaire	Loi du 29 juillet 1893	40	3 956	1895.	180,000f 00c	6,006f 88c	2,161f 70c	171,831f 42c	Par semestre.
Loiret	Montargis	Loi du 13 juillet 1895	30	3 85	1897.	72,993 08	1,325 80	1,377 33	70,289 95	Par année (30 septembre).
Seine-et-Marne	Fontainebleau	Loi du 31 juillet 1893	38 1/2	4 10	1894.	156,991 79	7,338 19	2,028 36	147,625 24	Par semestre.
Corrèze	Brive	Décisions ministérielles des 23 août 1891 et 9 août 1892.	30	4 10	1892.	48,228 50	5,070 25	1,049 75	42,108 50	Par semestre.
Loire-Inférieure	Guémené-Penfao	Décision ministérielle du 23 mars 1892.	30	4 20	1892.	15,270 79	1,744 28	335 40	13,191 11	Par année (30 septembre).
Sarthe	Mamers	Décision ministérielle du 23 avril 1892.	26	4 10	1893.	47,700 24	5,730 89	1,292 46	40,676 89	Par année (30 juin).
Var	Saint-Raphaël	Décision ministérielle du 16 novembre 1892	35	4 10	1893.	49,000 00	3,511 86	792 01	44,696 13	Par année (30 juin).
Vendée	Chantonnay	Décisions ministérielles des 15 juillet 1892 et 7 juin 1895.	30	4 10	1893.	20,388 28	1,928 23	434 85	18,025 20	Par semestre.
Total						590,572 68	32,656 38	9,471 86	548,444 44	

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires-intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;
20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;
401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :
(A) 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;
39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;
401
436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;
100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.
1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées (A).

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.
ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

(A) Voir, ci-contre, le compte des actions restituées.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité d'une loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1898 est de 107,067 fr. 42.

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	4,262,856f 61c	(B) 14,535,949f 13c
	2° et pour les annuités inscrites.....	10,273,092 52	
Amortissement effectué :			
Antérieurement au 1er janvier 1898.....		9,601,583 11	
Pendant l'année 1898.....		99,712 59	
TOTAL.....		9,701,295 70	9,701,295 70
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1899.	Pour les annuités à inscrire.....	4,262,856 61	4,834,653 43
	Pour les annuités inscrites.....	571,796 82	

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1899.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	7,395,582f 90c	24,289,103f 41c
	Pour les annuités inscrites.....	16,893,520 51	
Montant des annuités remboursées :			
Antérieurement au 1er janvier 1898.....		16,049,538f 44c	
Pendant l'année 1898.....		150,026 57	(C)
TOTAL.....		16,199,565 01	16,199,565 01
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1899.	Annuités à inscrire.....	7,395,582f 90c	8,089,538f 40c
	Annuités inscrites.....	693,955 50	

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 107,067 fr. 42 cent. ne représente pas une situation définitive. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

Le montant des	164	annuités se rapportant aux 164 actions inscrites est de.....	108,389f 24c
		Il y a lieu de déduire 2 annuités se rapportant à 2 actions inscrites dès 1868, mais à l'égard desquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 ne s'est pas encore prononcée,	
ci.....	2	annuités s'élevant à.....	1,321 82
		La dépense afférente à l'année 1898 se rapporte donc à 162 annuités,	
ci.....	162	annuités s'élevant à.....	107,067 42

(B) Montant des sommes à amortir :

373	actions	affectées à des dotations devant faire retour.....	4,262,856 61
613	actions de	11,428f 57c payables en 30 ans.....	7,005,713 41
5	actions de	10,792 49 payables en 27 ans.....	53,962 45
1	action de	9,551 11 payable en 23 ans.....	9,551 11
2	actions de	8,982 12 payables en 20 ans.....	17,964 24
367	actions de	8,680 93 payables en 19 ans.....	3,185,901 31
1,361	actions	formant un capital à rembourser de.....	14,535,949 13

(C) Les payements d'annuités à effectuer pendant l'année 1898 s'élèvent, savoir :

Payements au titre de l'exercice 1898.....	107,067 42
Payements au titre des exercices clos et périmés.....	42,959 15
TOTAL.....	150,026 57

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

Situation, au 1er janvier 1899, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

SITUATION AU 1er JANVIER 1899.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les 1,400 actions se répartissaient comme il suit :

1° Actions libres	805
2° Actions affectées à des dotations	556
TOTAL	1,361 (A)
3° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées	39
TOTAL ÉGAL	1,400

	ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Report des 1,361 actions formant, à l'origine, les deux premiers groupes, ci	805	556
Modifications. — Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :		
1° De la prise de possession au 31 décembre 1897	178	
2° Pendant l'année 1898	5	
TOTAL	183	183 — 183
RÉSULTAT	988	373
A déduire les actions remboursées par le Trésor	835	#
RESTE	153	373
TOTAL	526	

(A) DÉCOMPOSITION DES 1,361 ACTIONS.

835 actions libres à 660 fr. 91 cent. chacune, actuellement éteintes.
153 annuités inscrites au 1er janvier 1899 à 660 fr. 91 cent. chacune.
295 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent.
39 actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités.
39 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent. dont le payement était momentanément suspendu au 1er janvier 1899.

1,361 actions.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1899.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1898.	983	25,411	16,794,384f01c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités. (B) Voir, pour le développement, le tableau II. (C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Accroissements pendant l'année 1898. (Lois des 20 mai 1863 et 21 décembre 1872. — Décisions de la Commission spéciale des 26 juillet 1897 et 18 juin 1898. — Décision ministérielle du 26 septembre 1898.)	5	150	99,136 50	(D) Montant de 162 annuités afférentes à l'année 1898 : 107,067f 42c. Montant de 65 annuités afférentes aux années 1879 à 1897 : 42,959 15. TOTAL ÉGAL : 150,026 57
TOTAL des accroissements en 1898	5	150	99,136 50	(E) Le nombre des actions inscrites sous forme d'annuités au 1er janvier 1899 est de 153. Le nombre des actions mises en payement est de 151. La différence 2 représente 2 actions inscrites dès 1868, et sur lesquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 n'a pas encore prononcé.
TOTAL GÉNÉRAL des accroissements au 1er janvier 1899.	988	25,561	(B) 16,893,520 51	
Décroissements antérieurs à l'année 1898	824	24,284	16,049,538 44	
Décroissements pendant l'année 1898	11	227	(D) 150,026 57	
TOTAL des décroissements au 1er janvier 1899	835	24,511	(B) 16,199,565 01	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1899	(E) 153	1,050	(C) 693,955 50	

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1899.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement		NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par annuité.		MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR.		ANNUITÉS AMORTIES.		ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR.	
	de la 1re annuité, 1er sept.	de la dernière annuité, 1er sept.		Nombre des annuités.	Sommes.	Nombre des annuités.	Sommes.	Nombre des annuités.	Sommes.	Nombre des annuités.	Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
23 ans	1872.	1894.	1	1	660 91	23	15,200 93	23	(G) 15,200 93	//	//
30 ans	1869.	1898.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	180	(H) 118,963 80	//	//
27 ans	1872.	1898.	5	5	3,304 55	135	89,222 85	135	(I) 89,222 85	//	//
Totaux			835	835	551,859 85	20,971	13,859,943 61	20,971	13,859,943 61	//	//
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	594	(J) 392,580 54	66	43,620f 06c
30 ans	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	25	(K) 16,522 75	5	3,304 55
30 ans	1875.	1904.	112	112	74,021 92	3,360	2,220,657 60	2,688	(L) 1,776,526 08	672	444,131 52
30 ans	1876.	1905.	1	1	660 91	30	19,827 30	23	(M) 15,200 93	7	4,626 37
30 ans	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	22	(N) 14,540 02	8	5,287 28
30 ans	1879.	1908.	1	1	660 91	30	19,827 30	20	(O) 13,218 20	10	6,609 10
30 ans	1881.	1910.	1	1	660 91	30	19,827 30	18	(P) 11,896 38	12	7,930 92
30 ans	1882.	1911.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	34	(Q) 22,470 94	26	17,183 66
30 ans	1884.	1913.	1	1	660 91	30	19,827 30	15	(R) 9,913 65	15	9,913 65
30 ans	1885.	1914.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	42	(S) 27,758 22	48	31,723 68
30 ans	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	26	(T) 17,183 66	34	22,470 94
30 ans	1889.	1918.	1	1	660 91	30	19,827 30	10	(U) 6,609 10	20	13,218 20
30 ans	1891.	1920.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	16	(V) 10,574 56	44	29,080 04
30 ans	1892.	1921.	1	1	660 91	30	19,827 30	7	(X) 4,626 37	23	15,200 93
30 ans	1899.	1928.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	//	(Y) //	60	39,654 60
Totaux			153	153	101,119 23	4,590	3,033,576 90	2,540	2,339,621 40	1,050	693,955 50
RÉCAPITULATION.											
Opérations terminées			835	835	551,859 85	20,971	13,859,943 61	20,971	13,859,943 61	//	//
Opérations en cours de réalisation			153	153	101,119 23	4,590	3,033,576 90	3,540	2,339,621 40	1,050	693,955 50
			988	988	652,979 08	25,561	16,893,520 51	24,511	16,199,565 01	1,050	693,955 50

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 25 années (1874 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 24 années (1875 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 23 années (1876 à 1898 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 22 années (1877 à 1898 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 20 années (1879 à 1898 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 18 années (1881 à 1898 inclusivement).
(Q) Amortissement afférent à 17 années (1882 à 1898 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 15 années (1884 à 1898 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 14 années (1885 à 1898 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 13 années (1886 à 1898 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 10 années (1889 à 1898 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 8 années (1891 à 1898 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 7 années (1892 à 1898 inclusivement).
(Y) Ces deux actions ont été inscrites parmi les annuités de rachat dès 1868; mais la Commission spéciale n'ayant pas encore prononcé l'envoi en possession, le point de départ a été fixé à 1899 que par hypothèse.
(z) Pour le développement par année, voir le tableau III.

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1899.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			OBSERVATIONS.
		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	
1899	153	78,247f 40c	22,871f 83c	101,119f 23c	
1900	153	81,377 29	19,741 94	101,119 23	
1901	153	84,632 39	16,486 84	101,119 23	
1902	131	73,477 67	13,101 54	86,579 21	
1903	131	76,416 80	10,162 41	86,579 21	
1904	130	78,812 53	7,105 77	85,918 30	
1905	18	7,943 11	3,953 27	11,896 38	
1906	17	7,599 92	3,635 55	11,235 47	
1907	16	7,242 99	3,331 57	10,574 56	
1908	16	7,532 73	3,041 83	10,574 56	
1909	15	7,173 10	2,740 55	9,913 65	
1910	15	7,460 04	2,453 61	9,913 65	
1911	14	7,097 52	2,155 22	9,252 74	
1912	12	6,059 61	1,871 31	7,930 92	
1913	12	6,301 99	1,628 93	7,930 92	
1914	11	5,893 17	1,376 84	7,270 01	
1915	8	4,146 14	1,141 14	5,287 28	
1916	6	2,990 17	975 29	3,965 46	
1917	6	3,109 77	855 69	3,965 46	
1918	6	3,234 17	731 29	3,965 46	
1919	5	2,702 62	601 93	3,304 55	
1920	5	2,810 72	493 83	3,304 55	
1921	3	1,601 34	381 39	1,982 73	
1922	2	1,004 47	317 35	1,321 82	
1923	2	1,044 65	277 17	1,321 82	
1924	2	1,086 44	235 38	1,321 82	
1925	2	1,129 90	191 92	1,321 82	
1926	2	1,175 09	146 73	1,321 82	
1927	2	1,222 10	99 72	1,321 82	
1928	2	1,270 98	50 84	1,321 82	
Totaux	1,050	571,796 82	122,158 68	693,955 50	

ANNUITÉ À LA VILLE DE ROUBAIX

POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE DES ARTS INDUSTRIELS.

Une loi du 5 août 1881 autorisait la ville de Roubaix à créer une école nationale des arts industriels Par une convention en date du 28 novembre 1882, passée entre l'État et la ville de Roubaix, celle-ci offrait une subvention de 600,000 francs pour l'établissement de cette école.

Cette convention était postérieurement ratifiée par la loi du 22 avril 1886 (art. 3). L'article 4 de la même loi portait en outre ce qui suit : « Sont acceptées les propositions contenues dans la délibération du conseil municipal de Roubaix en date du 13 février 1885, par laquelle la ville constate qu'elle a versé au Trésor en une seule fois la subvention de 600,000 francs..... et offre d'avancer le montant de la dépense à la charge de l'État dans les travaux dont il s'agit, soit 1,388,453 fr. 10, remboursables au moyen de 30 annuités de 87,000 francs, dont la première serait versée le 30 juin 1890. »

En conformité de ces dispositions, il a été inscrit une annuité de 87,000 francs, payable pendant trente ans, de 1890 à 1919 inclusivement, à l'échéance du 30 juin.

Ces dépenses ont été transportées du budget du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts à celui du Ministère des finances par la loi du 26 janvier 1892, à compter du 1er janvier 1892.

Les capitaux restant dus au 1er janvier 1898 ont été remboursés en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer.....	1,388,453f10c	1,221,546f90c	2,610,000f00c
Montant des dépenses effectuées antérieurement à l'année 1898.....	208,572 00	487,428 00	696,000 00
Montant des dépenses restant à effectuer.....	(A) 1,179,881 10	734,118 90	1,914,000 00

(A) Cette somme, représentant le capital restant dû à la ville de Roubaix, a été remboursée en 1898 en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

ANNUITÉS AUX VILLES DE MARMANDE ET D'AIX POUR CONSTRUCTION D'UNE MANUFACTURE D'ALLUMETTES ET DE MAGASINS.

VILLE DE MARMANDE.

En vertu d'une convention passée les 6 et 18 novembre 1884 entre l'État et la ville de Marmande et approuvée par la loi du 30 mars 1885, pour la construction d'un magasin de tabac en feuilles, l'État s'est engagé à rembourser, par annuités, à la ville de Marmande, les sommes avancées par elle en tenant compte des intérêts à 4 p. o/o.

Ces annuités sont payables par semestre les 25 février et 25 août.

Le capital à rembourser est de 341,418 fr. 62.

VILLE D'AIX.

Par une convention en date du 7 octobre 1891 approuvée par la loi du 26 janvier 1892 (art. 58), l'État s'est engagé à rembourser, par annuités, à la ville d'Aix, les sommes avancées par elle pour la construction d'une manufacture d'allumettes. La ville d'Aix s'est procuré les capitaux nécessaires au moyen d'un emprunt au taux de 4 p. o/o.

Ces annuités sont payables semestriellement les 31 janvier et 31 juillet.

Le capital à rembourser s'élève à 370,000 francs.

Les dépenses afférentes aux annuités des villes d'Aix et de Marmande ont été transportées à compter du 1er janvier 1897 de la 4e partie à la 1re partie du budget du Ministère des finances.

Les capitaux restant dus au 1er janvier 1898 ont été remboursés en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

L'état des dépenses et de l'amortissement concernant ces annuités ressort aux deux tableaux qui suivent :

I. — TABLEAU DÉTAILLÉ DES ANNUITÉS INSCRITES.

DÉSIGNATION des VILLES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX DE L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, DÉCRETS ET CONVENTIONS, amortissement.)
La ville de Marmande..	341,418f 62c	30,403f 52c	4 p. 0/0.	Loi du 30 mars 1885 approuvant la convention des 6 et 18 novembre 1884; amortissement en 15 ans à compter du 25 août 1887.
La ville d'Aix.....	370,000 00	23,020 72	4 p. 0/0.	Loi de finances du 26 janvier 1892 (art. 58) approuvant la convention du 7 octobre 1891. Amortissement en 26 ans à partir du 31 janvier 1893.
TOTAUX.....	711,418 62	52,424 24		

II. — SITUATION DES ANNUITÉS.

		SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer	Marmande...	341,418f62c	114,634f18c	456,052f80c
	Aix.....	370,000 00	204,630 41	574,630 41
		711,418 62	319,264 59	1,030,683 21

			SOMMES AMORTIES.	INTERÊTS.	TOTAL.			
Montant des dépenses effectuées.	Antérieurement à l'année 1898.	Marmande.	217,338f27c	101,898f69c	319,236f96c			
		Aix.....	45,007 33	46,188 18	91,195 51			
			262,345 60	148,086 87	410,432 47	262,345 60	148,086 87	410,432 47
Montant des dépenses restant à effectuer		Marmande...				124,080 35	12,735 49	136,815 84
		Aix.....				324,992 67	158,442 23	483 434 90
TOTAUX						(A) 449,073 02	171,177 72	620,250 74

(A) Cette somme, représentant le capital restant dû, a été remboursée en 1898 en exécution de la loi du 29 juin 1897 (art. 13) et de la loi du 13 avril 1898 (art. 93).

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE POUR L'ANNÉE 1898.

Ce compte présente la situation des capitaux de cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1898 sont de	3,935,782f 27c
Les remboursements autorisés montent à	47,170,474 76
Dépenses excédant les recettes	13,234,692 49 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1898 s'élevaient à	314,461,376 83 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1899, s'élèvent à la somme totale de	301,226,684 34 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	23,730 parties	64,189,724f 93c
Ministère des finances	23,896 parties.	193,627,232 96
Ministère des affaires étrangères	22 parties.	53,600 00
Ministère de l'agriculture	40 parties.	478,800 00
Ministère des colonies	21 parties.	74,892 00
Ministère du commerce	7,128 parties.	16,621,100 60
Ministère de la guerre	327 parties.	697,378 91
Ministère de l'intérieur	88 parties.	188,537 28
Ministère de l'instruction publique	552 parties.	2,517,966 00
Ministère de la marine	67 parties.	1,083,120 00
Ministère des travaux publics	10 parties.	190,494 61
Agents de change et courtiers	435 parties.	21,466,085 22
Assujettis non classés	»	37,751 83
	56,316	301,226,684 34

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 13,174,820f du remboursement, savoir :

1° Des cautionnements des agents des chemins de fer de l'État (Décision ministérielle du 10 juillet 1898)	1,334,125f 00c
2° Des cautionnements convertis en rentes à la date du 31 décembre 1898 en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898	11,840,695 00
Total égal	13,174,820 00

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 314,461,376f 83 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1898, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1898	301,226,684f 34c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	412,026 26
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1899 est de	301,638,710 60

La situation du Trésor, quant à la dette que ce service a mise à sa charge, se résume ainsi qu'il suit :

Les cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814 et dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État pendant la période qui se termine à cette époque s'élèvent à	152,975,907 62
Ceux qui ont été versés au Trésor en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820 et dont les budgets des mêmes années ont profité à titre de ressources extraordinaires montent à	65,122,000 00
TOTAL des fonds de cautionnements portés en recette aux budgets	218,097,907 62

Les explications nécessaires sur l'emploi de ces fonds ont été données dans le compte des finances de 1836 (page 408).

Enfin les mouvements opérés depuis cette époque ont donné lieu à des excédents de recettes de	83,128,776 72
TOTAL ÉGAL au montant des cautionnements inscrits	301,226,684 34 (A)

(A) Voir à la page précédente la note (C).

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1899, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES des titulaires.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1898.		RECETTES DE L'ANNÉE 1898. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1898. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1899.		RÉSULTAT, PAR CLASSE DE TITULAIRES, du mouvement de l'année 1898.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	2,989	9,308,009f 54c	447,400f 00c	"	447,400f 00c	424,800f 00c	"	424,800f 00c	2,966	9,330,609f 54c	"	23	22,600f 00c	"	
Greffiers des cours et tribunaux	4,055	8,362,371 05	478,200 00	"	478,200 00	551,300 00	"	551,300 00	3,982	8,289,271 05	"	73	"	73,100f 00c	
Huissiers, commissaires-priseurs	7,558	11,048,999 21	649,100 00	"	649,100 00	693,100 00	"	693,100 00	7,405	11,004,999 21	"	153	"	44,000 00	
Notaires	9,596	35,708,245 13	1,629,600 00	"	1,629,600 00	1,843,000 00	"	1,843,000 00	9,375	35,494,845 13	"	221	"	213,400 00	
Comptables et préposés divers	2	70,000 00	"	"	"	"	"	"	2	70,000 00	"	"	"	"	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	24	61,100 00	"	"	"	7,500 00	"	7,500 00	22	53,600 00	"	2	"	7,500 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	62	160,037 28	41,500 00	46,500f 00c	88,000 00	13,000 00	46,500f 00c	59,500 00	88	188,537 28	26	"	28,500 00	"	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	8,258	23,430,669 20	1,300,600 00	"	1,300,600 00	3,049,749 10	1,500 00	3,051,249 10	7,911	21,680,020 10	"	347	"	1,750,649 10	
Manufactures de l'État	200	992,000 00	47,000 00	"	47,000 00	322,600 00	"	322,600 00	144	716,400 00	"	56	"	275,600 00	
Douanes	769	3,518,458 96	308,100 00	"	308,100 00	523,800 00	800 00	523,800 00	718	3,302,758 96	"	51	"	215,700 00	
Enregistrement	4,569	33,649,070 46	1,877,000 00	"	1,877,000 00	4,997,002 03	1,500 00	4,997,802 03	3,974	30,528,268 43	"	595	"	3,120,802 03	
Octrois	3,857	3,615,600 67	669,802 00	1,500 00	671,302 00	542,095 96	"	543,595 96	4,097	3,743,306 71	"	760	127,706 04	"	
Percepteurs et receveurs municipaux	7,044	101,510,577 54	5,631,830 27	7,253,200 00	12,885,030 27	12,605,410 25	7,700,800 00	20,306,210 25	6,612	94,089,397 56	"	432	"	7,421,179 98	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	559	39,208,581 20	3,164,000 00	5,307,300 00	8,471,300 00	3,667,400 00	4,857,400 00	8,524,800 00	428	39,155,081 20	"	31	"	53,500 00	
Comptables et préposés divers	14	341,600 00	100,000 00	"	100,000 00	29,600 00	"	29,600 00	12	412,000 00	"	2	70,400 00	"	
A reporter	49,556	270,985,320 24	16,344,132 27	12,608,500 00	28,952,632 27	29,270,357 34	12,608,500 00	41,878,857 34	47,736	258,059,095 17	26	2,746	249,206 04	13,175,431 11	

Suite du COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1899, des capitaux de cautionnements en numéraire.*

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1898.		RECETTES DE L'ANNÉE 1898. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1898. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1899.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1898.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report	49,556	270,985,320f 24c	16,344,132f 27c	12,608,500f 00c	28,952,632f 27c	29,270,357f 34c	12,608,500f 00c	41,878,857f 34c	47,736	258,059,095f 17c	26	2,746	249,206f 04c	13,175,431f 11c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	37	461,500 00	30,000 00	30,000 00	60,000 00	12,700 00	30,000 00	42,700 00	40	478,800 00	3	"	17,300 00	"	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.															
Comptables et préposés divers	11	51,405 95	10,000 00	"	10,000 00	8,000 00	"	8,000 00	10	53,405 95	"	1	2,000 00	"	
Postes et télégraphes	7,964	17,527,344 39	1,682,400 00	"	1,682,400 00	2,642,049 74	"	2,642,049 74	7,118	16,567,694 65	"	846	"	959,649 74	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	303	651,128 91	103,000 00	"	103,000 00	56,750 00	"	56,750 00	327	697,378 91	24	"	46,250 00	"	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.															
Comptables et préposés divers	590	2,806,966 00	135,000 00	164,300 00	299,300 00	424,000 00	164,300 00	588,300 00	552	2,517,966 00	"	38	"	289,000 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	55	1,016,820 00	115,000 00	33,000 00	148,000 00	48,700 00	33,000 00	81,700 00	67	1,083,120 00	12	"	66,300 00	"	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	20	69,892 00	10,000 00	"	10,000 00	5,000 00	"	5,000 00	21	74,892 00	1	"	5,000 00	"	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	2,225	1,550,162 29	38,450 00	"	38,450 00	1,398,117 68	"	1,398,117 68	10	190,494 61	"	2,215	"	1,359,667 68	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	471	19,303,085 22	2,632,000 00	"	2,632,000 00	469,000 00	"	469,000 00	435	21,466,085 22	"	36	2,163,000 00	"	
Assujettis non classés	"	37,751 83	"	"	"	"	"	"	"	37,751 83	"	"	"	"	
	61,232	314,461,376 83 (A)	21,099,982 27	12,835,800 00	33,935,782 27	34,334,674 76	12,835,800 00	47,170,474 76	56,316	301,226,684 34 (1)	66	5,882	2,519,056 04	15,783,748 53	(1) Voir page 158.
											5,816		13,234,692f 49c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1898 (voir *Compte des finances de 1897*, page 997), à la somme de..... 314,461,376f 83c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite	314,278,033f 11c
Capitaux restant à payer après ordonnancement	183,343 72
TOTAL ÉGAL	314,461,376 83

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 780 et 781.)

1° ANNUITÉ À PAYER AU CRÉDIT FONCIER.

2° ANNUITÉ A PAYER AU DÉPARTEMENT DU NORD

PAR SUITE DE LA CONVENTION DU 2 AVRIL 1898

RECTIFIÉE PAR LA LOI DU 20 AVRIL 1898.

(PRISONS DE LILLE ET DE DOUAI.)

(MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.)

1° ANNUITÉ AU CRÉDIT FONCIER.

ANNUITÉ A PAYER AU CRÉDIT FONCIER

POUR LE SERVICE DES EMPRUNTS CONTRACTÉS EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 22 JUILLET 1887.

En vertu d'une convention du 29 juin 1887, approuvée par la loi du 22 juillet suivant, l'État s'est engagé à rembourser au Crédit foncier de France, jusqu'à concurrence des trois cinquièmes, le montant des prêts que cet établissement a été autorisé à faire dans certaines conditions spéciales, pour la reconstruction ou la réparation des bâtiments détruits ou endommagés par le tremblement de terre survenu le 23 février 1887 dans les Alpes-Maritimes.

Ces prêts qui devaient être limités, dans leur maximum, à 4 millions pour les particuliers et à 600,000 francs pour le département et les communes des Alpes-Maritimes, ont été réalisés comme il suit, savoir :

Par les particuliers, pour une somme de..	3,808,230f 19c
Par le département des Alpes-Maritimes, en vertu d'une loi du 2 avril 1888, pour une somme de.....	550,000 00
Par la commune de Grasse, en vertu d'une loi du 28 février 1889, pour une somme de.....	12,000 00
Par les hospices civils de Nice, en vertu d'un décret du 1er août 1888, pour une somme de.....	38,000 00
TOTAL des prêts réalisés.....	4,408,230 19

En exécution de l'article 2 de la convention précitée, l'État a dû prendre intégralement à sa charge, pendant les cinq premières années, du 1er septembre 1887 au 31 août 1892, l'intérêt à 4 fr. 75 p. o/o de la somme de 3,808,230 fr. 19 empruntée successivement par les particuliers. De ce chef, le Trésor public a acquitté, en neuf payements une somme totale de 704,410 fr. 76.

A partir du 1er septembre 1892 a commencé l'amortissement du capital en 40 annuités égales. L'État y contribue jusqu'à concurrence des trois cinquièmes, les deux autres cinquièmes restant à la charge des tiers emprunteurs.

En ce qui concerne les emprunts contractés par le département des Alpes-Maritimes, la commune de Grasse et les hospices civils de Nice, leur amortissement en 40 années a commencé pour chacun d'eux à des époques différentes déterminées par les traités de réalisation. L'État y participe également jusqu'à concurrence des trois cinquièmes.

Ces derniers emprunts ont été réalisés à des taux d'intérêt variant de 4 fr. 50 à 4 fr. 75 p. o/o. Les avances consenties aux particuliers ont été réalisées au taux uniforme de 4 fr. 75 p. o/o. C'est sur ce pied que l'amortissement a été poursuivi jusqu'au 28 février 1893.

A partir du 1er mars 1893, un avenant à la convention primitive, intervenu à la date du 31 août 1893, a abaissé uniformément à 4 p. o/o le taux d'intérêt de la part d'emprunts à rembourser par l'État.

Les opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor public sont consignées en trois tableaux ci-annexés. Ainsi qu'il est indiqué au Tableau III, le capital restant dû par l'État, à l'échéance semestrielle du 31 août 1898, a été remboursé au Crédit foncier le 15 décembre 1898, en vertu d'une loi du 3 du même mois. Le Trésor se trouve ainsi libéré des principales charges résultant de la convention du 29 juin 1887.

Il y a simplement lieu de remarquer que l'article 11 de la convention sus-indiquée stipule qu'en ce qui concerne les emprunts des particuliers pour la garantie desquels le Crédit foncier n'aura pu obtenir le privilège de l'article 2103, paragraphes 4 et 5 du Code civil, l'État devra rembourser l'intégralité de ces prêts, en cas de non-payement, par les particuliers, des deux cinquièmes à leur charge.

A l'époque du 1er janvier 1899, l'exécution de cette dernière clause a donné lieu à un payement de 29,541 fr. 19, correspondant au montant des annuités arriérées dues au 31 août 1898 sur 27 emprunts réalisés par des particuliers devenus insolvables. Ce payement a été effectué le 31 décembre 1898 par imputation sur un crédit supplémentaire ouvert par la loi du 23 du même mois.

DÉVELOPPEMENTS DU COMPTE DE L'ANNUITÉ À PAYER AU CRÉDIT FONCIER.

I. — Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899.

DÉSIGNATION DES EMPRUNTEURS.	MONTANT DES SOMMES à amortir en capital (3/5es à la charge de l'État).	MONTANT DE CHAQUE ANNUITÉ du 1er mars 1888 au 28 février 1893.	MONTANT DE CHAQUE ANNUITÉ du 1er mars 1893 au 28 février 1933.	TAUX DE L'INTÉRÊT nominal annuel.	DÉBUT ET DURÉE DES AMORTISSEMENTS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	
Prêts aux particuliers.....	2,284,938 11	128,129 10	//	4 75 p. 0/0	Une demi-annuité à l'échéance du 28 février 1893.
		//	115,082 22	4 p. 0/0	39 annuités et demie à partir du 1er mars 1893.
Département des Alpes-Maritimes..	330,000 00	17,862 08	//	4 50 p. 0/0	5 annuités à partir du 1er mars 1888.
		//	16,710 98	4 p. 0/0	35 annuités à partir du 1er mars 1893.
Hospices civils de Nice.....	22,800 00	1,278 52	//	4 75 p. 0/0	4 annuités et demie à partir du 1er septembre 1888.
		//	1,156 84	4 p. 0/0	35 annuités et demie à partir du 1er mars 1893.
Commune de Grasse.....	7,200 00	395 30	//	4 60 p. 0/0	4 annuités à partir du 1er mars 1889.
		//	364 46	4 p. 0/0	36 annuités à partir du 1er mars 1893.
TOTAUX.....	2,644,938 11	147,665 00	133,314 50		

II. — *Tableau des dépenses en capital et intérêts pendant la période écoulée du 1er mars 1888 au 28 février 1893.*

DÉSIGNATION DES EMPRUNTS.	MONTANT DES ANNUITÉS A PAYER.					DÉPENSES ACQUITTÉES.			MONTANT DES ANNUITÉS RESTANT À REMBOURSER AU 28 FÉVRIER 1893.			OBSERVATIONS.
	CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAUX.	INTÉRÊTS de prêts différés à déduire.	RESTE NET à payer.	CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAUX.	Capital.	Intérêts.	Totaux.	
1° Prêts aux particuliers :												
Montant des prêts..... 3,808,230f 19c												
3/5 à la charge de l'État..... 2,284,938 11	2,284,938f 11c	2,840,225f 89c	5,125,164f 00c	188f 51c	5,124,975f 49c	9,797f 26c	54,078f 78c	63,876f 04c	2,27 ,140f 85c	2,785,958f 60c	5,061,099f 45c	
L'annuité nécessaire au remboursement de cette dernière somme en 40 ans, à partir du 1er septembre 1892, au taux de 4 fr. 75 p. o/o, ressort à..... 128,129f 10c												
2° Département des Alpes-Maritimes :												
Montant de l'emprunt autorisé par la loi du 2 avril 1888..... 550,000f 00c												
3/5 à la charge de l'État..... 330,000 00	330,000 00	384,483 20	714,483 20	13,139 58	701,343 62	16,680 50	59,490 32	76,170 82	313,319 50	311,853 30	625,172 80	
L'annuité nécessaire au remboursemeut de cette dernière somme en 40 ans, à partir du 1er mars 1888, au taux de 4 fr. 50 p. o/o, ressort à..... 17,862f 08c												
3° Hospices civils de Nice :												
Montant de l'emprunt autorisé par décret du 1er août 1888..... 38,000 00												
3/5 à la charge de l'État..... 22,800 00	22,800 00	28,340 80	51,140 80	159 13	50,981 67	968 21	4,426 00	5,594 21	21,831 79	23,555 67	45,387 46	
L'annuité nécessaire au remboursement de cette dernière somme en 40 ans, à partir du 1er septembre 1888, au taux de 4 fr. 75 p. o/o ressort à..... 1,278f 52c												
4° Commune de Grasse :												
Montant de l'emprunt autorisé par la loi du 28 février 1889..... 12,000 00												
3/5 à la charge de l'État..... 7,200 00	7,200 00	8,612 00	15,812 00	95 80	15,716 20	278 03	1,207 37	1,485 40	6,921 97	7,308 83	14,230 80	
L'annuité nécessaire au remboursement de cette dernière somme en 40 ans, à partir du 1er mars 1889, au taux de 4 fr. 60 p. o/o, ressort à..... 395 30												
TOTAUX.....	2,644,938 11	3,261,661 89	5,906,600 00	13,583 02	5,893,016 98	27,724 00	119,402 47	147,126 47	2,617,214 11	3,128,676 40	5,745,890 51	

III. *Tableau des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899 pour la période écoulée depuis le 1er mars 1893.*

DÉSIGNATION DES EMPRUNTS.	MONTANT DES ANNUITÉS À PAYER.					MONTANT DES DÉPENSES ACQUITTÉES						MONTANT DES ANNUITÉS RESTANT À REMBOURSER.		
	CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAUX.	INTÉRÊTS de prêts différés à déduire.	RESTE NET à payer.	ANTÉRIEUREMENT À 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1899.					
						Capital.	Intérêts.	Total.	Capital.	Intérêts.	Total.	Capital.	Intérêts.	Total.	Capital.	Intérêts.	Total.
1° Prêts aux particuliers :																	
Capital restant à amortir par l'État au 28 février 1893.. 2,275,140f 85c L'annuité nécessaire au remboursement de ce capital en 39 ans et demi, au taux de 4 p. o/o, ressort à..... 115,082f 22c	2,275,140f 85c	2,270,606f 84c	4,545,747f 69c	1,104f 16c	4,544,643f 53c	117,429f 04c	399,498f 17c	516,927f 21c	29,059f 53c	85,861f 31c	114,920f 84c	146,488f 57c	485,359f 48c	631,848f 05c	2,128,652f 28c	1,784,143f 20c	3,912,795f 48c
2° Emprunt du département des Alpes-maritimes :																	
Capital restant à amortir par l'État au 28 février 1893.. 313,319f 50c L'annuité nécesssaire au remboursement de ce capital en 35 ans, au taux de 4 p. o/o, ressort à..... 16,710f 98c	313,319 50	271,564 80	584,884 30	»	584,884 30	20,378 42	54,820 99	75,199 41	5,043 25	11,667 73	16,710 98	25,421 67	66,488 72	91,910 39	287,897 83	205,076 08	492,973 91
3° Emprunt des hospices civils de Nice :																	
Capital restant à amortir par l'État au 28 février 1893... 21,831f 79c L'annuité nécessaire au remboursement de ce capital en 35 ans et demi, au taux de 4 p. o/o, ressort à..... 1,156f 84c	21,831 79	19,236 03	41,067 82	»	41,067 82	1,383 05	3,822 73	5,205 78	342 27	814 57	1,156 84	1,725 32	4,637 30	6,362 62	20,106 47	14,598 73	34,705 20
4° Emprunt de la commune de Grasse :																	
Capital restant à amortir par l'État au 28 février 1893.... 6,921f 97c L'annuité nécessaire au remboursement de ce capital en 36 ans, au taux de 4 p. o/o, ressort à..... 364f 46c	6,921 97	6,198 59	13,120 56	»	13,120 56	427 17	1,212 90	1,640 07	105 71	258 75	364 46	532 88	1,471 65	2,004 53	6,389 09	4,726 94	11,116 03
TOTAUX.....	2,617,214 11	2,567 606 26	5,184,820 37	1,104 16	5,183,716 21	139,617 68	459,354 79	598,972 47	34,550 76	98,602 36	133,153 12	174,168 44	557,957 15	732,125 59	(a) 2,443,045 67	2,008,544 95	4,451,590 62

(a) En vertu d'une loi du 3 décembre 1898, l'Administration des finances a remboursé, le 15 du même mois, au Crédit foncier, le capital de 2,443,045 fr. 67.

2° ANNUITÉ

AU DÉPARTEMENT DU NORD

(Convention du 2 avril 1898 ratifiée par la loi du 20 avril 1898).

PRISONS DE LILLE ET DE DOUAI.

Un décret du 8 mars 1812 avait créé dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de Loos un dépôt de mendicité; il devait être pourvu aux dépenses au moyen de fonds communaux et d'une allocation de l'État (78,296 fr.). Mais les fonds une fois réunis et s'élevant à 1,219,080 francs, furent affectés non à la construction du dépôt prévu, mais à la création d'une maison centrale, c'est-à-dire à une dépense incombant à l'État en vertu de la loi du 25 mars 1817. Le Conseil général réclama à diverses reprises sans succès et finalement, après le vote de la loi du 5 juin 1875, refusa d'assurer le service des prisons de Lille, conformément à la loi, s'il n'était désintéressé préalablement au prorata des sommes encaissées à tort par l'État en 1817. Les pourparlers ont abouti en 1896 : par une convention du 2 avril de cette année, le département a renoncé à toute revendication moyennant le versement d'une somme de 1 million. Cette convention a été ratifiée par la loi du 20 avril 1898 et la première des quatre annuités de remboursement, fixées à 250,000 francs, a été inscrite au budget de l'exercice 1898. Il s'agit, en fait, d'une dette nominale remboursable par fractions égales en quatre ans, sans intérêts.

Le département du Nord s'est d'ailleurs engagé à supporter seul les revendications éventuelles des communes dont les cotisations avaient alimenté la caisse spéciale créée en vertu du décret du 8 mars 1812.

Dette de l'État au 1er janvier 1898	1,000,000f
Amortissement réalisé en 1898.....	250,000
Dette au 31 décembre 1898 ...	750,000f

ANNUITÉ POUR L'AGRANDISSEMENT ET L'AMÉLIORATION DU PORT DE BÔNE.

(Loi du 7 septembre 1885.)

ANNUITÉ
POUR L'AGRANDISSEMENT ET L'AMÉLIORATION DU PORT DE BÔNE.

REMBOURSEMENT D'AVANCES POUR LA NAVIGATION.

La Chambre de commerce de Bône a versé à l'État, pour l'agrandissement et l'amélioration du port de cette ville, et en exécution de la loi du 7 septembre 1885 : 1° une avance de 1,400,000 francs déjà visée par l'article 1er de la loi du 31 juillet 1879; 2° un subside de 1,500,000 francs.

Aux termes de l'article 3 de ladite loi du 7 septembre 1885, l'avance de 1,400,000 francs devait être remboursée par l'État, sans intérêts, en douze annuités payables par termes semestriels à partir de 1888.

Le montant des annuités devait être prélevé sur les ressources inscrites au budget ordinaire de cet exercice.

Ces annuités ont été régulièrement versées; la dernière viendra à échéance au cours de l'exercice 1899.

Dette en capital	1,400,000f	00c
Amortissement réalisé au 1er janvier 1898	1,166,666	70
Dette au 1er janvier 1898	233,333	30
Amortissement de 1898	116,666	67
Dette au 1er janvier 1899	116,666f	63

ANNUITÉ À PAYER

POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ

AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

ANNUITÉ À PAYER

POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ

AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

Un marché de gré à gré, après appel à la concurrence, a été passé, le 5 juillet 1893, entre le Ministre de la Marine et la Société anonyme d'éclairage électrique du secteur de la place Clichy, pour l'éclairage à l'électricité des différents locaux du Ministère de la Marine.

D'après l'article 6, les frais de premier établissement devaient être acquittés par annuités d'un dixième de la valeur de l'installation, payables chaque année avant le 1er avril.

La valeur reconnue de l'installation ayant été de 96,881 fr. 30, l'annuité a été par suite fixée à 9,688 fr. 13.

Montant de la dette.....	96,881f 30c
Amortissement réalisé de 1894 au 1er janvier 1898.	38,752 52
Dette au 1er janvier 1898.....	58,128 78
Amortissement de 1898.....	9,688 13
Dette au 1er janvier 1899.....	48,440f 65

soit cinq annuités de 9,688 fr. 13, sans intérêts.

ANNUITÉS DUES

AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES

POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS

D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE [1].

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur et enseignement secondaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

---

(1) Il n'a été possible de publier dans le compte général des finances de 1898 que les renseignements concernant les annuités dues par l'État aux villes ou communes, pour les constructions scolaires de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire.

Le travail considérable qui résulte des calculs nécessités par les 8,000 emprunts effectués pour les constructions de l'enseignement primaire, n'a pu être terminé pour la publication du présent compte.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

(ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.		DATES DES CONVENTIONS. Décrets ou décisions ministérielles.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Total des sommes à amortir.	Taux de l'intérêt nominal actuel.	Nombre d'années de l'amortissement.	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1898. Capital amorti.	Annuité payée.	Pendant l'année 1898. Capital amorti.	Annuité payée.	Totaux au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899. Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
			fr. c.	p. o/o.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Paris	École pratique de la Faculté de médecine	Convention du 14 décembre 1875 (1887)	1,150,941 09	4 10	40	2,399,362 68	149,589 46	679,548 42	18,248 53	59,303 94	167,837 99	738,852 36	983,103 10	(3) 1,660,510 32	(1) Seule annuité payée par semestre.
	Faculté de droit	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1891)	1,500,000 00	4 10	40	3,064,365 60	119,699 28	536,263 98	20,016 82	76,609 14	139,716 10	612,873 12	1,360,283 90	2,451,492 48	(2) Annuité suspendue en 1898.
	Idem	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1892)	250,000 00	4 10	40	510,727 60	16,745 17	76,609 14	3,204 75	12,768 19	19,949 92	89,377 33	230,050 08	421,350 27	(3) 7 annuités de 63,190 fr. 38 et 33 de 59,303 fr. 94. Taux de 4 fr. 60, abaissé à 4 fr. 10 à partir de 1894.
	Idem	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1894)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	11,171 91	50,523 48	3,077 75	12,630 87	14,249 66	63,154 35	235,750 34	442,080 45	
	Sorbonne	Convention du 30 juin 1881 (1892)	1,500,000 00	4 10	40	3,064,365 60	100,470 83	459,654 84	19,228 45	76,609 14	119,699 28	536,263 98	1,380,300 72	2,528,101 62	(4) 4 annuités de 26,486 fr. 44 et 36 de 25,600 fr. 40. Taux de 4 fr. 35, abaissé à 4 fr. 10 à partir de décembre 1893.
	Idem	Convention du 30 juin 1881 (1894)	2,000,000 00	4 00	40	4,041,879 20	89,375 26	404,187 92	24,622 00	101,046 98	113,997 26	505,234 90	1,886,002 74	3,536,644 30	
	Faculté de médecine	Convention du 14 décembre 1875 (1895)	850,000 00	4 00	40	1,717,798 40	18,247 72	85,889 92	9,674 87	42,944 96	27,922 59	128,834 88	822,077 41	1,588,963 52	
Bordeaux	*Idem*	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	14,249 66	63,154 35	"	(1) "	14,249 66	63,154 35	235,750 34	442,080 45	(A) Le présent tableau fait ressortir le chiffre des annuités payées au 1er janvier 1899 à la somme de..... 4,640,293 41
Caen	Facultés	Décision ministérielle du 20 avril 1888 (1888)	53,000 00	4 50	40	114,750 40	5,944 60	28,687 60	751 27	2,868 76	6,695 87	31,556 36	46,304 13	83,194 04	
Chambéry	École préparatoire des sciences et des lettre	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893)	72,500 00	4 00	40	146,518 00	4,132 40	18,314 75	928 25	3,662 95	5,060 65	21,977 70	67,439 35	124,540 30	
Lille	Facultés	Convention du 12 mars 1887 (1891)	1,350,000 00	4 05	40	2,737,600 00	108,885 30	479,080 00	18,174 86	68,440 00	127,060 16	547,520 00	1,222,939 84	2,190,080 00	
Lyon	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891)	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	82,453 73	350,839 65	13,737 58	50,119 95	96,191 31	400,959 60	895,821 69	1,603,838 40	
Montpellier	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891)	30,724 96	3 82	35	55,983 90	3,380 83	11,196 78	560 30	1,599 54	3,941 13	12,796 32	26,783 83	43,187 58	
	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1890)	129,963 43	3 82	35	236,805 80	14,300 46	47,361 16	2,369 98	6,765 88	16,670 44	54,127 04	113,292 99	182,678 76	
	Facultés de droit, sciences et lettres	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891)	78,321 89	3 82	35	142,710 40	8,618 20	28,542 08	1,428 27	4,077 44	10,046 47	32,619 52	68,275 42	110,090 88	
	Idem	Décision ministérielle du 23 juillet 1891 (1892)	25,000 00	4 00	36	47,388 24	2,098 30	7,898 04	400 28	1,316 34	2,498 58	9,214 38	22,501 42	38,173 86	
Nancy	Institut chimique et anatom	Convention du 8 septembre 1887 (1889)	500,000 00	4 10	40	1,027,560 16	49,477 39	221,147 56	7,202 05	(2) 25,600 40	56,679 44	246,747 96	443,320 58	(3) 780,812 20	(A) Le dépense réelle à la charge de l'État n'a donc été que de..... 4,026,187 64
Poitiers	Facultés	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892)	430,000 00	4 10	40	878,451 20	28,801 61	131,767 68	5,512 15	21,961 28	34,313 76	153,728 96	395,686 24	724,722 24	
Rennes	*Idem*	Convention du 20 novembre 1887 (1889)	500,000 00	4 50	40	1,074,902 80	47,233 05	241,853 13	6,498 06	26,872 57	53,731 11	268,725 70	446,268 89	806,177 10	
Idem	*Idem*	Convention du 20 novembre 1887 (1896)	100,000 00	3 65	40	190,928 00	2,287 50	9,546 40	1,206 70	4,773 20	3,494 20	14,319 60	96,505 80	176,608 40	
Toulouse	*Idem*	Convention du 6 juillet 1886 (1889)	200,000 00	4 50	40	433,020 00	19,719 30	97,429 50	2,712 87	10,825 50	22,432 17	108,255 00	177,567 83	324,765 00	
		Totaux	12,212,464 37	.....	.....	24,900,385 58	896,881 96	4,029,496 38	159,555 79	610,797 03	1,056,437 75	4,640,293 41 (A)	11,156,026 64	20,260,092 17 (A)	

De ce chiffre, doivent être déduites les sommes ci-après, reversées au Trésor par le Crédit foncier, à titre de réduction du taux de l'intérêt à 3.60 p. o/o, savoir :

1° Pour les exercices 1891 à 1896.....	9,974 31	14,105 77
2° Pour 1897...	2,065 73	
3° Pour 1898...	2,065 73	

De même, le chiffre des annuités restant dues a été calculé à 20,260,092 fr. 17, sans tenir compte des reversements qu'effectuera le Crédit foncier. En réalité ce chiffre doit être diminué du montant desdits reversements, et en prenant pour base l'année 1898. Cette diminution peut être évaluée annuellement à 2,065 fr. 73 au maximum.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT — TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	MONTANT ANTÉRIEUREMENT 1er janvier 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. — Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899. — Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1° LYCÉES DE GARÇONS.														
Aix	Loi de finances du 26 février 1887 — 31 juillet 1888	141,250 00	1° 4 50 — 2° 4 10	30	252,038 75	23,740 74	78,236 66	3,493 86	8,276 29	27,234 60	86,512 95	114,015 40	165,525 80	Conversion au taux de 4.10 o/o à partir du 31 juillet 1893.
Alais	Loi de finances du 28 avril 1893 — 31 juillet 1893	98,131 00	4 00	35	183,184 10	4,864 26	20,935 36	1,518 21	5,233 84	6,382 47	26,169 20	91,748 53	157,015 20	
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1891 — 25 août 1891	53,950 00	4 10	30	94,252 50	5,660 61	18,850 50	1,173 79	3,141 75	6,834 40	21,992 25	47,115 60	72,260 25	
Annecy	Loi de finances du 20 juin 1885 — 31 janvier 1886	195,000 00	1° 4 60 — 2° 3 60	40	395,889 24	24,500 90	117,767 43	2,896 04	10,706 13	27,396 94	128,473 56	167,603 06	267,415 68	Conversion au taux de 3.60 o/o à partir du 31 janvier 1898.
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1887	150,000 00	1° 4 60 — 2° 3 60	40	302,660 03	15,689 40	82,354 80	2,080 84	8,235 48	17,770 24	90,590 28	132,229 76	212,069 75	*Idem.*
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1888	150,000 00	1° 4 60 — 2° 3 60	40	301,406 10	14,684 00	74,119 32	2,033 99	8,235 48	16,717 99	82,354 80	133,282 01	219,051 30	*Idem.*
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1890	65,000 00	1° 4 50 — 2° 3 60	40	128,603 28	4,818 70	24,628 60	819 16	3,518 29	5,637 86	28,146 32	59,362 14	100,456 96	*Idem.*
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1891	8,350 09	1° 4 20 — 2° 3 60	40	16,233 09	564 91	2,596 88	94 98	432 78	659 89	3,029 46	7,690 20	13,203 63	*Idem.*
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1893	2,538 88	1° 4 10 — 2° 3 60	40	4,883 09	95 21	518 68	29 76	129 67	124 97	648 35	2,413 91	4,234 65	*Idem.*
Idem	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1895	12,500 00	1° 3 85 — 2° 3 60	40	23,797 25	275 43	1,230 10	145 79	615 05	421 22	1,845 15	12,078 78	21,952 10	*Idem.*
Aurillac	Loi du 20 juin 1885 — 31 juillet 1891	60,000 00	4 15	35	113,941 80	4,675 30	19,532 88	969 46	3,255 48	5,644 76	22,788 36	54,355 24	91,153 44	
Bar-le-Duc	Loi de finances du 26 février 1887 — 1er janvier 1895	10,943 00	3 50	30	17,859 00	659 43	1,199 60	235 42	595 30	894 85	1,785 90	10,048 15	16,073 10	
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893 — 30 juin 1895	200,000 00	3 50	39	369,622 50	6,413 31	18,955 60	2,725 61	9,477 50	9,138 92	28,432 50	190,861 08	341,190 00	
Besançon	Loi de finances du 26 février 1887 — 28 janvier 1888	400,000 00	4 30	40	763,135 00	80,000 00	231,415 80	10,000 00	11,660 00	90,000 00	243,075 00	310,000 00	520,060 00	
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885 — 25 février 1892	50,000 00	4 10	30	87,351 90	4,728 65	14,558 61	1,066 36	2,911 73	5,795 01	17,470 38	44,204 99	69,881 52	
Bourges	Loi de finances du 30 mars 1888 — 31 juillet 1888	20,000 00	1° 4 60 — 2° 3 75	30	35,371 38	3,440 25	10,909 32	548 96	1,164 86	3,989 21	12,074 18	16,010 79	23,297 20	Conversion au taux de 3.75 o/o à partir du 31 juillet 1894.
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 1er octobre 1890	194,500 00	4 30	30	348,024 90	26,117 37	81,205 80	4,407 25	11,600 83	30,524 62	92,806 64	163,975 38	255,218 26	
Caen	Loi de finances du 20 mars 1888 — 31 janvier 1888	4,700 00	4 50	40	10,176 00	503 58	2,289 60	64 68	254 10	568 26	2,544 00	4,131 74	7,632 00	
Carcassonne	Loi de finances du 29 décembre 1888 — 31 janvier 1893	18,000 00	4 10	30	31,446 60	1,741 46	5,241 30	385 79	1,048 22	2,127 25	6,289 42	15,872 75	25,157 18	
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888 — 26 août 1888	100,000 00	4 10	40	207,023 95	10,116 89	47,347 85	1,350 54	4,956 26	11,467 43	52,304 11	88,532 57	154,719 84	Conversion au taux de 4 o/o à partir du 26 août 1895. Annuités variables.
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893 — 1er juin 1893	32,320 00	4 00	40	64,515 64	1,539 04	6,620 38	430 93	1,717 48	1,969 97	8,337 84	30,350 03	56,177 80	Annuités variables.
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890 — 1er octobre 1891	111,600 00	4 00	30	191,708 57	13,294 63	38,671 25	1,310 73	6,527 47	14,605 36	45,201 73	96,994 64	146,506 84	*Idem.*
Châteauroux	Décision ministérielle du 3 septembre 1887 — 31 janvier 1888	12,800 00	1° 4 60 — 2° 4 00	30	22,578 00	2,296 72	6,954 00	1,327 10	744 00	3,623 82	7,698 00	9,176 18	14,880 00	Conversion au taux de 4 o/o à partir du 31 juillet 1893.
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888 — 31 janvier 1893	1,427,708 44	4 00	38	2,789,414 32	89,225 50	367,028 28	20,004 98	73,405 64	109,230 48	440,433 84	1,318,477 96	2,348,980 48	
	A reporter	3,519,291 41			6,755,117 20	339,646 29	1,273,160 28	59,114 23	177,843 93	398,760 52	1,451,004 22	3,120,530 89	5,304,112 98	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898. Capital amorti.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898. Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Capital amorti.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. Capital amorti.	TOTAUX au 1er janvier 1899. Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899. Capital restant à amortir.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899. Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report.....	3,519,291 41			6,755,117 20	339,646 29	1,273,160 29	59,114 23	177,843 93	398,760 52	1,451,004 22	3,120,530 89	5,304,112 98	
Dijon.....	Loi de finances du 29 décembre 1888..... 25 février 1892.....	383,000 00	4 10	40	782,434 80	29,566 63	97,804 35	4,921 56	19,5 0 87	34,488 19	117,365 22	348,511 81	665,069 58	
Idem.....	Loi de finances du 29 décembre 1888..... 31 janvier 1894.....	367,000 00	3 95	36	690,855 84	14,795 24	57,571 32	5,330 48	19,190 44	20,125 72	76,761 76	346,874 28	614,094 08	
Grenoble.....	Loi de finances du 26 janvier 1892..... 31 janvier 1894.....	54,305 00	4 10	30	94,872 60	2,956 09	9,487 26	1,067 95	3,162 42	4,024 04	12,649 68	50,280 96	82,222 92	
Laon.....	Loi de finances du 26 décembre 1890..... 1er janvier 1891.....	70,150 00	4 00	40	141,768 80	5,896 33	21,265 34	983 60	3,544 22	6,879 93	24,809 54	63,270 07	116,959 26	
Laval.....	Loi de finances du 28 août 1885..... 1er janvier 1887.....	21,000 00	4 00	40	42,439 60	3,016 39	10,609 90	345 06	1,060 99	3,361 45	11,670 89	17,638 55	30,768 71	
Idem.....	Loi de finances du 28 août 1885..... 1er janvier 1889.....	4,066 35	4 00	40	8,218 00	458 18	1,643 60	61 73	205 45	519 91	1,849 05	3,546 44	6,368 95	
Lyon.....	Loi de finances du 26 février 1887..... 1er janvier 1888.....	22,600 00	4 00	40	45,673 20	2,890 45	10,276 47	356 98	1,141 83	3,247 43	11,418 30	19,352 57	34,254 90	
Le Mans.....	Loi de finances du 26 février 1887..... 31 janvier 1890.....	7,579 17	1° 4 40 / 2° 4 10 / 3° 3 60	30	11,444 56	1,014 89	3,173 53	124 41	359 61	1,139 30	3,533 14	6,439 87	7,911 42	Conversion au taux de 4.30 o/o à partir du 31 juillet 1891. Conversion au taux de 3.60 o/o à partir du 31 janvier 1897.
Marseille.....	Loi de finances du 30 mars 1888..... 31 janvier 1889.....	25,150 00	4 00	40	50,826 80	2,289 12	11,456 03	359 80	1,270 67	2,648 92	12,706 70	22,501 08	38,120 10	
Montluçon.....	Loi de finances du 26 février 1887..... 25 février 1893.....	10,000 00	4 10	30	17,470 20	842 27	2,911 70	209 00	582 34	1,051 27	3,494 04	8,948 73	13,976 16	
Montpellier.....	Loi du 20 juin 1885..... 1er février 1888.....	20,177 60	1° 4 40 / 2° 3 75	40	40,531 85	574 12	10,308 87	163 48	1,075 82	737 60	11,484 71	19,440 00	29,047 14	Durée de l'amortissement réduite à 37 ans et 9 mois après conversion au taux de 3.75 o/o à partir du 1er octobre 1890.
Idem.....	Loi de finances du 26 février 1887..... 1er janvier 1891.....	975 00	4 00	40	1,970 40	82 69	344 82	13 70	49 26	96 39	394 08	878 61	1,576 32	Conversion au taux de 4.10 o/o à partir du 31 janvier 1893.
Nantes.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1887.....	800,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	1,472,097 02	162,473 10	484,672 30	21,095 66	47,020 22	183,568 76	531,692 62	616,431 24	940,404 40	*Idem.*
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1888.....	300,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	552,786 90	53,729 87	163,101 22	7,583 95	17,604 08	61,313 82	180,705 30	238,686 18	352,081 60	*Idem.*
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1889.....	100,000 00	1° 4 50 / 2° 4 10	30	176,576 08	15,715 74	47,835 60	2,420 74	5,851 84	18,136 48	53,687 44	81,863 52	122,888 64	
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... 1er janvier 1894.....	38,473 39	3 85	30	65,212 20	2,963 41	6,521 22	162 32	2,173 74	3,125 73	8,694 96	35,347 66	56,517 24	
Nimes.....	Loi de finances du 30 mars 1888..... 31 juillet 1893.....	340,000 00	4 00	35	641,690 00	14,306 53	73,336 00	5,157 08	18,334 00	19,457 61	91,670 00	320,542 39	550,020 00	
Paris. (Lycées d'externes.).....	Loi du 20 juin 1885..... 5 mars 1887.....	435,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	40	806,842 96	53,424 67	134,422 36	6,838 82	22,414 02	60,263 49	136,836 38	374,736 51	650,006 58	Conversion au taux de 4.10 o/o à partir du 5 mars 1894.
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... 1er mars 1889.....	315,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	40	651,144 80	30,464 19	133,756 00	4,498 62	16,168 40	34,962 81	149,924 40	280,037 19	501,220 10	Conversion au taux de 4.10 o/o à partir du 1er mars 1894.
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893..... 1er septembre 1894.....	29,788 64	3,775	40	58,400 00	1,204 60	4,380 00	374 13	1,460 00	1,578 73	5,840 00	28,209 91	52,560 00	
Le Puy.....	Loi de finances du 30 mars 1888..... 1er juin 1888.....	12,500 00	1° 4 50 / 2° 3 65	30 32 a. 8 m.	22,402 63	2,197 13	6,644 66	292 77	665 83	2,489 90	7,310 49	10,010 10	15,092 14	Conversion au taux de 3.65 o/o à partir du 1er octobre 1895. La durée d'amortissement est portée à 32 ans et 8 mois.
Quimper.....	Loi du 20 juin 1885..... Loi du 31 juillet 886.....	100,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	178,546 95	21,543 80	66,782 30	2,692 97	5,882 35	24,236 77	72,664 65	75,763 23	105,882 30	Conversion au taux de 4.10 à partir du 31 janvier 1893.
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... Loi du 31 janvier 1888.....	100,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	177,595 70	17,909 97	54,367 07	2,527 99	5,868 03	20,437 96	60,235 10	79,562 04	117,360 60	*Idem.*
	A reporter.....	7,076,056 56			13,466,919 09	779,955 70	2,685,912 31	126,697 03	372,490 36	906,652 73	3,058,402 67	6,169,403 83	10,408,516 42	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT.				MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES				DÉPENSES RESTANT A EFFECTUER au 1er janvier 1899.		OBSERVATIONS.
		TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.		PENDANT L'ANNÉE 1898.		TOTAUX au 1er janvier 1899.		
						Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
	Report	fr. c. 7,076,056 56			fr. c. 13,466,919 09	fr. c. 779,955 70	fr. c. 2,685,912 31	fr. c. 126,697 03	fr. c. 372,490 36	fr. c. 906,652 73	fr. c. 3,058,402 67	fr. c. 6,169,403 83	fr. c. 10,408,516 42	
Quimper	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1889	31,600 00	1° 4 60 — 2° 4 10	30	55,945 60	4,934 82	15,215 65	766 36	1,851 36	5,701 18	17,067 04	25,898 82	38,878 56	Conversion au taux de 4 fr. 10 à partir du 31 janvier 1893.
Reims	Loi de finances du 26 février 1887 — 1er janvier 1887	7,000 00	4 00	40	14,146 40	894 86	3,536 60	110 57	353 66	1,005 43	3,890 26	5,994 57	10,256 14	
Idem	Loi du 20 janvier 1885 — 1er janvier 1889	245,000 00	3 90	30	393,102 50	65,333 28	148,029 00	8,166 66	14,855 16	73,499 94	162,884 16	171,500 06	230,218 34	Annuités variables.
Idem	Loi de finances du 26 février 1887 — 1er janvier 1890	1,410 00	4 00	40	2,850 20	118 44	499 61	19 76	71 23	138 20	570 84	1,271 80	2,279 36	
Roanne	Loi de finances du 28 avril 1893 — 31 janvier 1893	379,502 00	4 00	36	719,349 12	26,289 41	99,909 60	5,911 95	19,981 92	32,201 36	119,891 52	347,300 64	599,457 60	
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893 — 31 janvier 1893	136,800 00	4 00	40	275,351 20	7,729 31	34,418 90	1,738 17	6,883 78	9,467 48	41,302 68	127,332 52	234,048 52	
Rochefort	Loi de finances du 8 août 1885 — 1er janvier 1887	50,750 00	4 60	40	108,336 05	6,750 00	29,887 35	750 00	2,677 20	7,500 00	32,564 55	43,250 00	75,771 50	Annuités variables.
Idem	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 16 août 1888	105,250 00	4 00	40	225,327 70	10,750 00	50,498 50	1,500 00	5,639 10	12,250 00	56,137 60	93,000 00	169,190 10	*Idem.*
La Roche-sur-Yon	Loi de finances du 28 avril 1893 — 25 février 1892	16,000 00	4 10	30	27,952 50	1,682 08	4,658 75	348 25	931 75	2,030 33	5,590 50	13,969 67	22,362 00	
Rodez	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 juillet 1888	27,054 00	1° 4 60 — 2° 4 10	30	48,264 63	5,927 44	17,231 55	753 84	1,591 44	6,681 28	18,822 99	20,372 72	29,441 64	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Rouen	Loi de finances du 30 mars 1888 — 1er janvier 1888	275,000 00	4 00	40	555,758 40	30,983 19	125,045 64	4,174 62	13,893 96	35,157 81	138,939 60	239,842 19	416,818 80	
Saint-Étienne	Loi de finances du 8 août 1885 — 1er juillet 1887	1,373,437 05	1° 4 50 — 2° 3 75	40	2,678,284 25	156,850 16	669,439 57	20,431 52	65,863 76	177,281 68	735,303 33	1,196,155 37	1,942,980 92	Conversion à dater du 1er janvier 1893.
Saint-Omer	Loi de finances du 26 décembre 1890 — 25 février 1893	100,000 00	4 10	40	204,291 20	4,922 77	20,429 12	1,221 50	5,107 28	6,144 27	25,536 40	93,855 73	178,754 80	
Saint-Quentin	Loi de finances du 26 février 1887 — 1er janvier 1893	3,940 37	4 00	30	6,847 20	303 08	912 96	83 57	228 24	386 65	1,141 20	3,553 72	5,706 00	
Toulon	Loi de finances du 26 février 1887 — 31 janvier 1889	3,000 00	4 60	30	5,561 10	451 80	1,482 96	68 94	185 37	520 74	1,668 33	2,479 26	3,892 77	
Idem	Loi de finances du 26 février 1887 — 1er janvier 1891	3,367 33	4 00	40	7,007 20	291 78	1,051 08	48 64	175 18	340 42	1,226 26	3,126 91	5,780 94	
Toulouse	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 janvier 1893	50,000 00	4 50	40	108,254 80	4,336 97	21,650 96	658 87	2,706 37	4,995 84	24,357 33	45,004 16	83,897 47	
Idem	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 janvier 1893	70,000 00	4 10	40	143,004 00	3,023 17	14,300 40	838 05	3,575 10	3,861 22	17,875 50	66,138 78	125,128 50	
Troyes	Loi de finances du 8 août 1885 — 1er janvier 1888	10,313 00	4 00	40	20,842 00	1,161 92	4,689 45	156 55	521 05	1,318 47	5,210 50	8,994 53	15,631 50	
Tulle	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 31 juillet 1892	25,000 00	4 10	30	43,675 80	2,105 70	7,279 30	522 50	1,455 86	2,628 20	8,735 16	22,371 80	34,940 64	
Vendôme	Loi de finances du 26 février 1887 — 31 janvier 1893	5,229 16	4 10	30	9,135 60	387 45	1,218 08	110 09	304 52	497 54	1,522 60	4,731 62	7,613 00	
Versailles	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 juillet 1886	100,000 00	1° 4 60 — 2° 4 00 — 3° 3 70 — 4° 3 60	40	197,297 94	13,629 41	57,398 36	1,729 26	4,851 94	15,358 67	62,250 30	84,641 33	135,047 64	1re conversion à dater du 31 juillet 1891. — 2e conversion à dater du 31 janvier 1895. — 3e conversion à dater du 31 janvier 1898.
Idem	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 juillet 1889	100,000 00	1° 4 50 — 2° 4 00 — 3° 3 70 — 4° 3 60	40	193,628 80	9,583 85	40,589 27	1,540 28	4,812 41	11,124 13	45,401 68	88,875 87	148,227 12	1re conversion à dater du 31 juillet 1891. — 2e conversion à dater du 31 janvier 1895. — 3e conversion à dater du 31 janvier 1898.
Oran (Algérie)	Loi de finances du 28 avril 1893 — 25 novembre 1894	50,000 00	4 10	30	87,351 90	2,244 48	8,735 19	963 53	2,911 73	3,208 01	11,646 92	46,791 99	75,704 98	
	Totaux	10,245,809 47			19,598,485 18	1,140,641 07	4,064,020 19	179,310 51	533,919 73	1,319,951 58	4,597,939 92	8,925,857 89	15,000,545 26	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (Lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Total des sommes à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Nombre d'années de l'amortissement.	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1898. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1898. Annuités payées.	Pendant l'année 1898. Capital amorti.	Pendant l'année 1898. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Totaux au 1er janvier 1899. Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT A EFFECTUER au 1er janvier 1899. Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
2° LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.														
Agen	Lois de finances du 26 février 1887 — 31 janvier 1894	37,560 00	4 10	40	76,609 20	1,192 86	5,745 69	431 01	1,915 23	1,623 87	7,660 92	35,876 13	68,948 28	
Alais	Loi de finances du 26 février 1887 — 25 février 1892	7,100 00	4 10	40	14,504 80	548 11	1,813 10	91 23	362 62	639 34	2,175 72	6,460 66	12,329 08	
Albi	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892 — 1er janvier 1895	102,800 00	3 70	30	165,167 54	3,655 11	11,160 80	2,056 00	5,707 46	5,711 11	16,868 26	97,088 89	148,299 28	Annuités variables.
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892 — 1er janvier 1893	20,000 00	4 00	40	40,418 80	782 33	4,041 88	244 18	1,010 47	1,026 51	5,052 35	18,973 49	35,366 45	
Idem	Loi de finances du 29 décembre 1888 — 31 janvier 1893	343,000 00	4 00	40	690,410 00	15,192 93	69,041 00	4,189 44	17,260 25	19,382 37	86,301 25	323,617 63	604,108 75	
Bourg	Loi de finances du 30 mars 1888 — 31 janvier 1888	55,000 00	1° 4 60 / 2° 4 00	40	112,695 15	5,710 02	26,252 27	825 05	2,788 48	6,535 07	29,040 75	48,464 93	83,654 40	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 1er octobre 1890	19,000 00	4 30	30	33,997 20	2,551 28	7,932 68	430 52	1,133 24	2,981 80	9,065 92	16,018 20	24,931 28	
Cahors	Lois de finances des 8 août 1885 et 28 avril 1893 — 31 juillet 1887	154,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	274,327 20	29,306 59	93,299 40	3,979 33	9,051 39	33,285 92	102,350 79	120,714 08	171,976 41	Conversion à dater du 31 juillet 1893.
Castres	Loi de finances du 26 décembre 1898 — 1er janvier 1890	77,500 00	4 04	40	156,560 00	4,762 31	15,656 00	985 69	3,914 00	5,748 00	19,570 00	71,752 00	136,990 00	
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885 — 10 juin 1890	253,300 00	1° 4 40 / 2° 4 00	40	510,570 13	19,241 30	94,903 41	3,426 50	13,725 11	22,667 80	108,628 52	230,632 20	431,941 61	Conversion à dater du 26 août 1893. — Annuités variables.
Chartres	Loi de finances du 26 février 1887 — 31 janvier 1887	40,621 19	1° 4 60 / 2° 4 10	30	72,360 36	8,249 78	21,609 96	1,071 16	2,387 52	9,320 94	26,997 48	31,300 25	45,362 88	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Grenoble	Loi de finances du 26 février 1887 — 25 février 1891	98,881 00	4 10	40	202,005 20	7,633 36	25,250 65	1,270 63	5,050 13	8,903 99	30,300 78	89,977 01	171,704 42	
Guéret	Loi de finances du 26 décembre 1890 — 25 février 1892	10,000 00	4 10	30	17,470 50	945 70	2,911 75	213 29	582 35	1,158 99	3,494 10	8,841 01	13,976 40	
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 1er juin 1890	16,900 00	4 00	40	34,154 00	1,420 48	5,976 95	237 01	853 85	1,657 49	6,830 80	15,242 51	27,323 20	
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890. — 1er janvier 1892	1,675 00	4 00	40	3,384 80	96 48	423 10	21 69	84 62	118 17	507 72	1,556 83	2,877 08	
Laon	Loi de finances du 28 avril 1893 — 31 juillet 1893	50,000 00	4 10	40	102,145 60	1,874 95	10,214 56	586 45	2,553 64	2,461 40	12,768 20	47,538 60	89,377 40	
Mâcon	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1891	270,672 50	4 15	40	557,047 60	18,137 89	83,557 14	5,240 50	13,926 19	23,378 39	97,483 33	247,294 11	459,564 27	
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889 — 1er janvier 1890	36,100 00	4 00	40	72,955 20	3,033 91	12,767 16	506 25	1,823 88	3,540 19	14,591 04	32,559 81	58,364 16	
Moulins	Lois des 20 juin 1885 et 30 mars 1888 — 19 octobre 1888	445,509 00	4,45048	40	957,757 60	44,963 22	215,495 46	6,185 78	23,943 91	51,149 00	239,439 40	394,360 00	718,318 20	
Nantes	Loi de finances du 29 décembre 1888 — 31 janvier 1889	40,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	40	82,689 60	3,592 05	16,996 16	565 94	2,052 92	4,157 99	19,049 08	35,842 01	63,640 52	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892 — 25 février 1893	13,150 00	4 10	30	22,973 40	1,364 45	3,063 12	277 58	765 78	1,642 03	3,828 90	11,507 97	19,144 50	
Niort	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1886	78,000 00	1° 4 60 / 2° 4 00	40	162,704 05	9,860 90	48,956 85	1,278 22	3,991 13	11,139 12	52,947 98	66,860 88	109,756 07	Conversion à dater du 31 juillet 1896.
A reporter		2,170,708 69			4,392,907 93	184,116 04	780,069 09	34,113 45	114,884 20	218,229 49	894,953 29	1,952,479 20	3,497,954 64	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes.	DATES DES CONVENTIONS. (LOIS ET DÉCRETS.)	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	MONTANT ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898. Capital amorti.	Annuités payées.	DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1898. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899. Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. n.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Reports.....	2,170,708 69	.....	.....	4,392,907 93	184,116 04	780,069 09	34,113 45	114,884 20	218,229 49	894,953 29	1,952,479 20	3,497,954 64	
Niort.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1888.....	1,650 00	1° 4 60 2° 4 00	30	8,288 28	811 32	2,714 13	119 54	271 91	930 86	2,986 04	3,719 14	5,302 24	Conversion à dater du 31 juillet 1896.
Le Puy.....	Loi de finances du 30 mars 1888..... 1er juin 1888.....	286,160 73	1° 4 50 2° 3 65	30	473,279 17	47,040 90	160,803 00	6,574 31	15,242 74	53,615 21	176,045 74	232,545 52	297,233 43	Conversion à dater du 1er octobre 1895.
Reims.....	Loi de finances du 17 juillet 1890..... 1er janvier 1890.....	15,498 10	4 00	40	31,320 40	1,302 55	5,481 07	217 34	783 01	1,519 89	6,264 08	13,978 21	25,056 32	
Saint-Quentin.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1887.....	155,460 00	4 60	40	341,410 00	17,326 14	85,352 50	2,206 19	8,535 25	19,532 63	93,887 75	135,927 57	247,522 25	
Idem.....	Loi de finances du 30 mars 1888..... 1er janvier 1890.....	19,362 30	4 00	40	39,129 20	1,627 21	6,847 61	271 54	978 23	1,898 72	7,825 84	17,463 67	31,303 36	
Sedan.....	Loi de finances du 28 avril 1893..... 31 juillet 1894.....	100,000 00	3 85	30	169,488 00	4,675 58	16,918 80	1,998 69	5,649 60	6,674 27	22,598 40	93,325 73	146,889 60	
Tarbes.....	Loi de finances du 20 juin 1885..... 31 juillet 1888.....	100,715 00	1° 4 50 2° 4 10	40	207,953 27	9,787 92	45,198 76	1,453 55	5,166 81	11,241 47	50,365 57	89,473 53	157,587 70	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Idem.....	Loi du 20 juin 1885..... 1er janvier 1889.....	117,150 00	4 00	40	236,753 20	11,489 53	47,350 64	1,709 34	5,918 83	13,198 87	53,269 47	103,951 13	183,483 73	
Toulouse.....	Loi de finances du 26 décembre 1890..... 31 janvier 1895.....	43,109 00	3 85	30	73,573 20	1,608 09	4,904 88	851 22	2,452 44	2,459 31	7,357 32	40,949 69	66 215 88	
Tournon.....	Loi de finances du 29 décembre 1888..... 31 janvier 1889.....	43,300 00	4 35	40	92,148 43	3,418 43	18,498 90	569 73	2,279 79	3,988 16	20,778 69	39,311 84	71,369 74	Annuités variables.
Valenciennes.....	Loi de finances du 26 février 1887..... 16 septembre 1887.....	75,000 00	4 50	30	138,180 00	14,750 00	45,800 00	2,000 00	4,711 25	16,750 00	50,511 25	58,250 00	87,668 75	*Idem.*
Versailles.....	Loi de finances du 17 juillet 1889..... 31 juillet 1892.....	350,000 00	1° 4 00 3° 3 70 3° 3 60	40	668,626 39	20,465 76	86,200 80	4,766 70	16,752 63	25,232 46	102,953 43	324,767 54	565,672 96	1re conversion à dater du 31 janvier 1895. 2e conversion à dater du 31 janvier 1898.
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889..... 31 juillet 1893.....	50,000 00	1° 4 00 2° 3 70 3° 3 60	39	93,981 86	2,427 74	9,901 51	688 14	2,418 44	3,115 88	12,319 98	46,884 12	81,661 88	1re conversion à dater du 31 janvier 1895. 2e conversion à dater du 31 janvier 1898.
Vic-Bigorre.....	Loi de finances du 26 janvier 1892..... 31 janvier 1889.....	4,700 00	1° 4 60 2° 4 10	40	9,757 57	413 83	2,144 34	66 63	241 69	480 46	2,386 03	4,219 54	,371 54	Conversion à partir du 31 juillet 1894.
Constantine. (Algérie.).....	Loi du 20 juin 1885..... 25 août 1893.....	267,500 00	4 10	40	546,477 20	14,583 70	54,647 72	907 06	13,661 93	12,490 76	68,309 65	255,009 24	478,167 55	*Idem.*
Oran.....	Loi du 20 juin 1885..... 31 janvier 1889.....	27,200 00	1° 4 60 2° 3 97	40	55,668 28	2,416 27	12,340 03	394 22	1,375 50	2,810 49	13,715 53	24,389 51	41,952 75	
	Totaux.....	3,830,813 91	.....	.....	7,578,942 38	335,261 31	1,385,203 81	58,907 62	201,324 25	394,168 93	1,586,528 06	3,436,644 98	5,992,414 32	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes.	DATES DES CONVENTIONS. (LOIS ET DÉCRETS.)	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT. — TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	MONTANT ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	DES DÉPENSES EFFECTUÉES. PENDANT L'ANNÉE 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. — Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT A EFFECTUER au 1er janvier 1899. — Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
3° COLLÈGES DE GARÇONS.														
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 25 février 1892	10,875 00	4 10	30	18,999 00	1,357 97	3,166 50	239 10	633 30	1,597 07	3,799 80	9,277 93	15,199 20	
Avallon	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1887	16,300 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	29,035 98	3,310 41	9,875 18	429 80	958 04	3,740 21	10,833 22	12,559 79	18,202 76	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 25 mai 1891	100,000 00	4 10	40	204,291 20	7,719 75	30,643 68	1,285 00	5,107 28	9,004 75	35,750 96	90,995 25	168,540 24	
Béthune	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1888	33,400 00	1° 4 60 ; 2° 3 85	40	68,446 70	3,051 78	17,420 81	474 35	1,672 98	3,526 13	19,093 79	29,873 87	49,352 91	Conversion à dater du 31 juillet 1897.
Blaye	Lois du 20 juin 1885 et 30 mars 1888 ; 31 juillet 1886	17,500 00	1° 4 15 ; 8° 4 10	40	36,482 03	2,152 32	10,332 44	275 25	901 71	2,427 57	11,234 15	15,072 43	25,247 88	Conversion à dater du 31 juillet 1893.
Blois	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 31 janvier 1894	41,000 00	4 10	30	71,028 60	2,231 51	7,162 86	806 30	2,387 62	3,037 81	9,550 48	37,962 19	62,078 12	
Briançon	Lois de finances du 8 août 1885 et 30 mars 1888 ; 31 janvier 1889	6,000 00	4 60	40	13,176 80	509 74	2,635 36	77 75	329 42	587 49	2,964 78	5,412 51	10,212 02	
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1896 ; 25 août 1896	150,000 00	3 65	30	248,058 90	4,150 00	8,268 63	2,896 52	8,268 63	7,046 52	16,537 26	142,953 48	231,521 64	
Carpentras	Loi de finances du 28 avril 1893 ; 31 juillet 1893	11,000 00	4 10	30	19,217 40	705 76	2,562 32	220 76	640 58	926 52	3,202 90	10,073 48	16,014 50	
Castel-Sarrasin	Loi du 20 juin 1885 ; 31 juillet 1888	27,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	55,895 05	2,598 00	12,217 15	390 08	1,386 60	2,988 08	13,603 75	24,011 92	42,291 30	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Cette	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1889	250,000 00	4 50	40	541,275 20	21,688 76	108,255 04	3,294 53	13,531 88	24,983 29	121,786 92	225,016 71	419,488 28	
Idem	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1891	40,000 00	4 20	38	80,411 42	2,940 32	12,696 51	565 06	2,116 09	3,505 38	14,812 63	36,494 62	65,598 79	
Idem	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1891	55,000 00	4 20	39	112,288 80	3,871 95	17,275 20	739 51	2,879 20	4,611 46	20,154 40	50,388 54	92,134 40	
Idem	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1891	65,000 00	4 20	40	131,755 60	4,304 02	20,213 34	827 68	3,368 89	5,128 70	23,582 23	59,871 30	111,173 37	
Idem	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 juillet 1894	90,000 00	4 00	40	181,157 20	1,914 34	13,586 79	1,015 55	4,528 93	2,929 86	18,115 72	87,070 14	163,041 48	
Chalons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885 ; 1er janvier 1888	85,450 00	4 00	40	172,689 20	10,923 90	38,855 07	1,349 04	4,317 23	12,272 94	43,172 30	73,177 06	129,516 90	
Châteaudun	Lois de finances du 8 août 1885 et 30 mars 1888 ; 31 janvier 1887	18,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	37,121 32	2,094 67	9,634 42	276 96	926 23	2,371 63	10,560 65	15,628 37	26,860 67	*Idem.*
Coufolens	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 25 février 1892	20,275 00	4 10	30	35,451 30	2,131 49	5,908 55	441 30	1,181 71	2,572 79	7,090 26	17,702 21	28,361 04	
Coulommiers	Loi de finances du 8 août 1885 ; 31 juillet 1887	125,466 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	222,062 56	23,960 77	71,012 21	3,243 79	7,368 31	27,204 47	78,380 52	98,261 53	143,682 04	*Idem.*
Embrun	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1889	88,800 00	1° 4 50 ; 2° 4 10	40	183,141 28	8,051 47	37,438 88	1,258 38	4,553 20	9,309 85	41,992 08	79,490 15	141,149 20	*Idem.*
Epinal	Loi de finances du 30 mars 1888 ; 31 janvier 1889	60,000 00	1° 4 50 ; 2° 4 10	40	123,714 24	5,440 12	25,296 56	850 10	3,076 49	6,290 22	28,373 05	53,709 78	95,371 19	*Idem.*
Idem	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 31 juillet 1893	200,000 00	4 60	30	345,215 70	13,037 01	46,028 76	4,069 96	11,507 19	17,106 97	57,535 95	182,893 03	287,679 75	
Falaise	Loi du 20 juin 1885 ; 25 août 1890	20,000 00	4 40	30	36,212 10	2,647 84	8,449 49	448 50	1,207 07	3,096 34	9,656 56	16,903 66	26,555 54	
	A reporter	1,531,066 00			2,971,057 58	130,790 87	518,935 78	25,475 18	82,848 58	156,266 05	601,784 36	1,374,799 95	2,369,273 22	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Total des sommes à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Nombre d'années de l'amortissement.	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. antérieurement au 1er janvier 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	pendant l'année 1898. — Capital amorti.	Annuités payées.	totaux au 1er janvier 1899. — Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES restant à effectuer au 1er janvier 1899. — Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report.....	1,531,066 00	.....	.....	2,971,057 58	130,790 87	518,935 78	25,475 18	82,848 58	156,266 05	601,784 36	1,374,799 95	2,369,273 22	
Fontainebleau.....	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885 ; 25 août 1890.....	39,000 00	4 40	30	70,615 80	5,531 43	16,477 02	865 05	2,353 86	6,396 48	18,830 88	32,603 52	51,784 92	
Fontenay-le-Comte.....	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1887.....	80,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 00	30	142,637 22	16,678 70	48,488 82	2,195 83	4,707 42	18,874 53	53,196 24	64,125 47	89,440 98	Conversion à dater du 25 février 1893.
Gray.....	Loi du 30 juin 1885 ; 31 janvier 1888.....	30,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	53,273 95	5,372 32	16,309 33	758 56	1,760 22	6,130 88	18,069 55	23,869 12	35,204 40	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Idem.....	Loi de finances du 30 mars 1888 ; 31 juillet 1890.....	36,250 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	63,653 47	4,528 43	13,932 61	823 79	2,115 78	5,352 22	16,048 42	30,897 78	47,605 05	*Idem.*
Idem.....	Loi de finances du 28 avril 1893 ; 1er janvier 1894.....	4,000 00	4 00	40	8,083 60	230 17	606 27	51 58	202 00	281 75	808 36	3,718 25	7,275 24	
Issoire.....	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 25 février 1892.....	6,000 00	4 10	30	10,482 30	749 22	1,747 05	131 91	349 41	881 13	2,096 46	5,118 87	8,385 84	
Issoudun.....	Loi de finances du 30 mars 1888 ; 31 juillet 1888.....	101,321 00	1° 4 50 ; 2° 4 10	30	179,134 03	17,084 53	51,576 47	2,506 02	5,932 91	19,590 55	57,509 38	81,730 45	121,624 65	*Idem.*
Joigny.....	Loi de finances du 28 avril 1893 ; 25 août 1893.....	30,000 00	4 10	40	61,287 20	1,299 11	6,128 72	359 09	1,532 18	1,658 20	7,660 90	28,341 80	53,626 30	
La Châtre.....	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1887.....	3,086 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	5,497 68	547 50	1,869 68	81 18	181 40	628 68	2,051 08	2,457 32	3,446 60	Conversion à dater du 28 février 1893.
Idem.....	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 25 février 1892.....	4,395 40	4 10	30	7,678 80	462 09	1,279 89	95 67	255 96	557 76	1,535 76	3,837 64	6,143 04	
Le Blanc.....	Loi du 20 juin 1885 ; 25 février 1893.....	3,100 00	4 10	32	5,593 60	290 53	699 20	58 43	174 80	348 96	874 00	2,751 04	4,719 60	
Lodève.....	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1888.....	56,500 00	4 60	30	124,081 20	4,485 38	27,918 27	747 76	3,102 03	5,233 14	31,020 30	51,266 86	93,060 90	
Idem.....	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1893.....	21,546 44	4 10	30	44,017 60	932 98	4,401 76	257 74	1,100 44	1,190 72	5,502 20	20,355 72	38,515 40	
Luxeuil.....	Lois des 8 août 1885 et 30 mars 1888 ; 31 juillet 1887.....	1,350 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	2,411 91	255 12	822 31	34 94	79 48	290 06	901 79	1,059 94	1,510 12	Conversion à dater du 31 juillet 1894.
Marmande.....	Loi de finances du 31 mars 1888 ; 31 janvier 1890.....	36,565 17	1° 4 40 ; 2° 4 10	40	75,102 19	2,396 46	13,338 73	495 34	1,871 62	2,891 80	15,210 35	33,673 37	59,891 84	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Meaux.....	Loi du 20 juin 1885 ; 31 janvier 1888.....	163,700 00	1° 4 60 ; 2° 3 50	30	288,690 00	28,421 00	93,563 03	4,600 00	9,381 00	33,021 00	102,944 00	130,679 00	185,746 00	Conversion à dater du 13 mai 1897.
Idem.....	Loi du 20 juin 1885 ; 25 août 1892.....	29,700 00	1° 4 10 ; 2° 3 50	30	49,640 82	3,080 00	8,071 32	600 00	1,550 50	3,680 00	9,621 82	26,020 00	40,019 00	*Idem.*
Menton.....	Loi de finances du 29 décembre 1888 ; 31 janvier 1889.....	10,400 00	1° 4 40 ; 2° 4 10	40	21,360 91	818 45	3,794 02	141 19	532 33	959 64	4,326 35	9,440 36	17,034 56	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Morlaix.....	Loi de finances du 26 décembre 1890 ; 31 juillet 1891.....	260,000 00	4 10	30	454,229 70	27,581 34	90,845 94	5,773 00	15,140 99	33,354 34	105,986 93	226,645 66	348,242 77	
Mortain.....	Loi de finances du 26 janvier 1892 ; 25 février 1892.....	15,000 00	4 10	30	26,205 60	1,873 08	4,367 60	329 80	873 52	2,202 88	5,241 12	12,797 12	20,964 48	
Nogent-le-Rotrou.....	Lois des 8 août 1885 et 30 mars 1888 ; 31 juillet 1887.....	3,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	5,359 85	566 88	1,827 45	77 50	176 62	644 38	2,004 07	2,355 62	3,355 78	Conversion à dater du 31 juillet 1894.
Idem.....	Loi de finances du 30 mars 1888 ; 31 juillet 1890.....	72,964 86	1° 4 40 ; 2° 4 10	30	128,497 40	9,008 56	30,409 30	1,660 13	4,264 70	10,668 69	34,674 00	62,296 17	93,823 40	*Idem.*
	A reporter.....	2,538,944 87	.....	.....	4,798,592 41	262,984 15	957,410 48	48,119 69	140,487 84	311,103 84	1,097,898 32	2,227,841 03	3,700,694 09	

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (lois et décrets.)	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.				MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.				DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899.		OBSERVATIONS.
		TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898.		PENDANT L'ANNÉE 1898.	TOTAUX au 1er janvier 1899.			
						Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report	2,538,944 87			4,798,592 41	262,984 15	957,410 48	48,119 69	140,487 84	311,103 84	1,097,898 32	2,227,841 03	3,700,694 09	
Nyons	Loi du 20 juin 1885 — 30 mai 1889	10,100 00	4 00	40	21,289 20	1,039 40	4,257 84	178 30	532 23	1,217 70	4,790 07	8,882 30	16,499 13	
Pamiers	Lois des 8 août 1885 et 28 avril 1893 — 31 janvier 1894	12,050 00	4 10	40	24,617 20	383 31	1,846 29	138 50	615 43	521 81	2,461 72	11,528 19	22,155 48	
Pézenas	Lois des 29 décembre 1888 et 26 janvier 1892 — 25 février 1892	31,106 30	4 10	35	58,857 05	2,484 07	5,044 89	518 04	1,681 63	3,002 11	6,726 52	28,104 19	52,130 53	
Privas	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1886	12,250 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	25,537 52	1,548 72	7,232 72	197 06	631 20	1,745 78	7,863 92	10,504 22	17,673 60	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Remiremont	Loi du 20 juin 1885 — 25 novembre 1892	9,500 00	4 10	30	16,596 90	1,186 28	2,766 15	208 87	553 23	1,395 15	3,319 38	8,104 85	13,277 52	
Riom	Loi du 20 juin 1885 — 1er janvier 1888	30,300 00	4 00	40	61,234 40	3,880 27	13,777 74	478 82	1,530 86	4,359 09	15,308 60	25,940 91	45,925 80	
Romans	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 janvier 1887	241,787 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	502,678 02	28,079 48	129,428 22	3,717 37	12,441 66	31,796 85	141,869 88	209,990 15	360,808 14	*Idem.*
Saint-Gaudens	Loi du 20 juin 1885 — 31 juillet 1886	20,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 30	30	30,416 96	2,464 86	11,801 52	228 21	979 76	2,693 07	12,781 28	17,306 93	17,635 68	Conversion à dater du 31 juillet 1890.
Saint-Girons	Loi de finances du 28 avril 1893 — 31 janvier 1894	30,000 00	4 10	40	61,287 60	954 31	4,596 57	344 82	1,532 19	1,299 13	6,128 76	28,700 87	55,158 84	
Saint-Maixent	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1883	6,000 00	4 60	40	13,176 80	562 06	2,961 78	84 36	329 42	646 42	3,294 20	5,353 58	9,882 60	
Saint-Marcellin	Lois des 8 août 1885 et 31 mars 1888 — 31 janvier 1886	1,785 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	3,721 34	233 70	1,053 92	28 67	91 98	262 37	1,145 90	1,522 63	2,575 44	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Saint-Nazaire	Loi du 20 juin 1885 — 1er janvier 1891	10,812 07	4 00	40	21,911 20	623 34	2,191 12	140 43	547 78	763 77	2,738 90	10,078 30	19,172 30	
Saint-Pol-de-Léon	Loi de finances du 8 août 1885 — 31 juillet 1889	4,800 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	7,918 00	922 52	2,154 00	104 15	262 00	1,026 67	2,416 00	3,773 33	5,502 00	*Idem.*
Saint-Pol (Pas-de-Calais)	Loi de finances du 29 décembre 1889 — 31 janvier 1889	11,300 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	23,359 80	1,014 78	4,801 40	159 91	579 95	1,174 69	5,384 35	10,125 31	17,978 45	*Idem.*
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1887 — 2 août 1892	49,850 00	4 10	30	87,089 70	4,711 46	14,514 95	1,063 21	2,902 99	5,777 67	17,417 94	34,072 33	69,671 76	
Saumur	Loi du 20 juin 1885 — 14 février 1888	10,100 00	4 00	30	17,552 40	1,939 32	5,265 72	261 27	585 08	2,200 59	5,850 80	7,890 41	11,701 60	
Sézanne	Loi des 8 août 1885 et 30 mars 1888 — 3 juillet 1897	4,500 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	30	8,016 06	918 27	2,726 26	132 87	264 49	1,051 14	2,990 75	3,448 86	5,025 31	Conversion à dater du 31 juillet 1893.
Sisteron	Loi du 20 juin 1885 — 31 janvier 1873	40,000 00	4 10	40	81,716 40	1,732 13	8,171 64	482 08	2,042 91	2,214 21	10,214 55	37,785 79	71,501 85	
Soissons	Loi du 20 juin 1885 — 31 juillet 1886	120,530 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	250,924 00	15,125 56	67,838 71	1,789 22	6,206 28	16,914 78	74,045 02	103,615 22	176,878 98	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Thiers	Loi du 20 juin 1885 — 31 juillet 1886	200,000 00	1° 4 60 ; 2° 4 10	40	416,367 88	24,651 28	112,567 44	3,140 89	10,298 32	27,792 09	122,865 76	172,207 91	293,502 12	*Idem.*
Tonnerre	Loi du 20 juin 1885 — 1er janvier 1891	17,200 00	4 18	30	30,960 00	2,240 56	6,192 00	232 44	1,032 00	2,473 00	7,224 00	14,727 00	23,736 00	
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893 — 25 novembre 1894	50,000 00	3 85	40	98,408 00	2,145 47	7,380 60	600 06	2,460 20	2,745 53	9,840 80	47,254 47	88,567 20	
	A reporter	3,462,945 24			6,662,228 84	361,828 22	1,375,984 99	62,349 24	188,589 43	424,177 46	1,564,574 42	3,038,767 78	5,097,654 42	

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes.	DATES DE CONVENTIONS. (LOIS ET DÉCRETS.)	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1898. Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899. Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report.....	3,462,945 24	.....	.....	6,662,828 84	361,828 22	1,375,984 99	62,349 24	188,589 43	424,177 46	1,564,574 42	3,018,767 78	5,097,654 42	
Vannes	Loi de finances du 26 janvier 1892 et 31 juillet 1894	43,400 00	3 85	30	73,537 60	2,029 19	7,355 76	867 41	2,451 92	2,896 60	9,807 68	40,503 40	63,749 92	
Verdun	Loi de finances du 20 juin 1885 et 31 janvier 1888	384,374 00	1° 4 60 / 2° 4 00	30	677,997 29	68,968 40	219,993 88	9,822 66	22,341 63	78,791 06	242,335 51	305,582 94	435,661 78	Conversion à dater du 31 juillet 1893.
Vic-Bigorre	Loi de finances du 8 août 1885 et 31 juillet 1886	4,822 63	1° 4 60 / 2° 4 10	30	8,640 64	1,029 75	3,237 04	130 43	284 40	1,160 18	3,521 44	3,662 45	5,119 20	Conversion à dater du 31 juillet 1894.
Idem	Loi de finances du 8 août 1885 et 31 janvier 1889	4,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	7,114 61	569 36	2,064 05	95 22	234 91	664 58	2,298 96	3,335 42	4,815 65	*Idem*.
Villefranche (Aveyron)	Loi de finances du 20 juin 1885 et 31 juillet 1887	24,000 00	1° 4 60 / 2° 4 10	40	49,825 76	2,628 27	12,183 88	361 59	1,234 16	2,989 86	13,418 04	21,010 14	36,407 72	Conversion à dater du 31 janvier 1893.
Villefranche (Rhône)	Loi de finances du 20 juin 1885 et 31 janvier 1887	15,750 00	1° 4 60 / 2° 4 10	30	28,055 94	3,196 58	9,541 94	384 60	925 70	3,581 18	10,467 64	12,168 82	17,588 30	*Idem*.
Villeneuve-sur-Lot	Lois de finances des 26 décembre 1890 et 17 juillet 1887 et 31 juillet 1890	120,000 00	4 40	40	256,111 60	8,343 21	44,819 53	1,506 28	6,402 79	9,849 49	51,222 32	110,150 51	204,889 28	
Vire	Loi de finances du 28 avril 1893 et 31 janvier 1894	28,500 00	4 00	30	49,193 40	1,576 35	4,919 34	568 47	1,639 78	2,144 82	6,559 12	26,355 18	42,634 28	
Vassy	Loi de finances du 20 juin 1885 et 31 janvier 1887	4,386 28	1° 4 60 / 2° 4 10	40	9,131 30	507 98	2,468 73	67 52	225 85	575 50	2,694 58	3,810 78	6,436 72	Conversion à dater du 31 juillet 1893.
Blida (Algérie)	Loi de finances du 20 juin 1885 et 31 janvier 1887	120,000 00	1° 4 60 / 2° 3 975	40	241,087 75	14,121 86	67,752 83	1,683 67	5,875 76	15,805 53	73,628 59	104,194 47	167,459 16	Conversion à dater du 31 juillet 1895.
Tlemcen (Algérie)	Loi de finances du 27 juillet 1887 et 31 juillet 1889	25,000 00	4 60	40	54,903 20	1,967 82	10,980 64	316 40	1,372 58	2,284 22	12,353 22	22,715 78	42,549 98	
Idem	Loi de finances du 20 juin 1885 et 1er janvier 1892	13,250 00	4 00	40	26,777 20	773 96	3,347 15	172 36	669 43	946 32	4,016 58	12,303 68	22,760 62	
	Totaux.....	4,250,428 15			8,144,625 13	467,540 95	1,764,649 76	78,325 85	232,248 34	545,866 80	1,996,898 10	3,704,561 35	6,147,727 03	

RÉCAPITULATION.

1° Lycées de garçons	10,245,809 47	»	»	19,598,485 18	1,140,641 07	4,064,020 19	179,310 51	533,919 73	1,319,951 58	4,597,939 92	8,925,857 89	15,000,545 26	
2° Lycées et collèges de jeunes filles	3,830,813 91	»	»	7,578,942 38	335,261 31	1,385,203 81	58,907 62	201,324 25	394,168 95	1,586,528 06	3,436,644 98	5,992,414 32	
3° Collèges de garçons	4,250,428 15	»	»	8,144,625 13	467,540 95	1,764,649 76	78,325 85	232,248 34	545,866 80	1,996,898 10	3,704,561 35	6,147,727 03	
Ensemble.....	18,327,051 53	.....	.....	35,322,052 69	1,943,443 33	7,213,873 76	316,543 98	967,492 32	2,259,987 31	8,181,366 08 (x)	16,067,064 22	27,140,686 61 (x)	

(x) Le présent tableau fait ressortir le chiffre des annuités payées au 1er janvier 1899 à la somme de..... 8,181,366f 08c

De ce chiffre doivent être déduites les sommes ci-après, reversées au Trésor par le Crédit foncier à titre de réduction du taux de l'intérêt à 3 fr. 60 p. 0/0, savoir :

1° Pour les années 1891 à 1895	86,641f 05c	144,175 52
2° Pour l'année 1896.....	21,929 65	
3° Pour l'année 1897.....	20,601 84	
4° Pour l'année 1898.....	14,700 00	

La dépense réelle à la charge de l'État n'a donc été que de..... 8,037,190 56

De même, le chiffre des annuités restant dues a été calculé à 27,140,686 fr. 61, sans tenir compte des reversements qu'effectuera le Crédit foncier.

En réalité, ce chiffre doit être diminué du montant desdits reversements. En s'en référant au dernier versement (1898) les sommes à revenir annuellement à l'État peuvent être évaluées à 14,700 francs.

Mais ce chiffre doit être considéré comme un maximum ; il pourra être inférieur, mais jamais supérieur.

ANNUITÉ À PAYER

À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

POUR REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

RELATIVE AU RACHAT DES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES.

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

POUR REMBOURSEMENT

DES AVANCES FAITES PAR CET ÉTABLISSEMENT,

EN VERTU DE LA LOI DU 16 JUILLET 1899,

RELATIVE AU RACHAT DES RÉSEAUX EXPLOITÉS PAR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES TÉLÉPHONES.

L'article 2 de la loi du 16 juillet 1889 a autorisé le Gouvernement à affecter au rachat, à la mise en état de bon fonctionnement et au développement des réseaux exploités par la Société générale des téléphones, une avance pouvant s'élever à 10 millions de francs à verser par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le même article a stipulé que le remboursement de cette avance aurait lieu en dix annuités au plus, calculées au taux d'intérêt de 4 p. o/o.

Sur ces 10 millions de francs, la Caisse des Dépôts et Consignations a avancé au Trésor, en vertu d'autorisations législatives spéciales, une somme de 9,698,241 fr. 28 cent. fractionnée en divers versements répartis sur les années 1889, 1890, 1891 et 1892.

A la suite de la suppression du budget annexe des Téléphones à partir du 1er janvier 1893, il a été convenu que l'avance restant à effectuer par la Caisse des Dépôts et Consignations ne serait pas effectuée et le solde dû à cet établissement a été arrêté à la somme de 9,698,241 fr. 28 cent.

En conformité des dispositions visées ci-dessus, il a été inscrit au budget des Postes et des Télégraphes une annuité de 1,195,705 fr. 87 cent. payable pendant dix ans, de 1894 à 1903 inclusivement, à l'échéance du dernier jour du mois de février.

Le montant de l'annuité a été modifié par la loi de finances du 28 décembre 1895, dont l'article 49 est ainsi conçu :

« L'intérêt des avances faites par la Caisse des Dépôts et Consignations, en exécution des lois des « 2 octobre 1888 et 16 juillet 1889, pour le payement des terrains maintenus dans les périmètres de « reboisement et acquis par l'État, et le rachat des réseaux téléphoniques, est réduit au taux de 3 p. o/o.

« La présente disposition sera applicable aux intérêts échus à partir du 1er janvier 1896. »

.....

L'application de cet article de la loi de finances de l'exercice 1895 a réduit de 1,195,705 fr. 87 cent. à 1,146,829 fr., à partir de l'année 1896, le montant de l'annuité due par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La loi du 3 décembre 1898 a autorisé le Ministre des finances à rembourser, par ac pation, un certain nombre de dettes du Trésor parmi lesquelles se trouve comprise la somme de 5,252,131 fr. 40 qui a été payée, à la date du 15 décembre 1898, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort au tableau qui suit :

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à amortir.....	.....	9,698,241f 28c
Capital amorti..... { antérieurement à l'année 1898.....	3,485,658f 50c	
Capital amorti..... { pendant l'année 1899.....	6,212,582 78	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1899.....	9,698,241 28	9,698,241 28
MONTANT du capital restant à amortir, de 1899 à 1903.....	.....	//

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT

DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS,

LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE,

POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES,

DES CANAUX ET DES PORTS.

ANNUITÉ DE REMBOURSEMENT

POUR AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

Le Ministre des Travaux publics a été autorisé, en vertu de diverses lois, à accepter des départements, villes, chambres de commerce, etc., des avances destinées à activer l'exécution d'un certain nombre d'entreprises d'amélioration de rivières, canaux et ports maritimes.

Le remboursement de ces avances s'effectue dans des délais variant de 5 à 20 ans. Le plus ordinairement, elles ne sont pas productives d'intérêts. Cinq d'entre elles, cependant, applicables aux ports de Calais, Boulogne, Dieppe, Rouen et Cherbourg, donnent lieu à des intérêts calculés au taux de 4 p. o/o, sur les sommes restant à amortir.

Le tableau suivant indique les avances dont l'amortissement n'était pas intégralement effectué au 1er janvier 1898.

DÉSIGNATION des RIVIÈRES, CANAUX et ports.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1898.	SOMMES AMORTIES pendant l'année 1898.	SOMMES AMORTIES au 1er janvier 1899.	SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1899.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Loire maritime.....	Chambre de commerce de Nantes.	15 juillet 1885..	5,000,000	4,166,666	416,666	4,583,332	416,668
Garonne maritime...	Chambre de commerce de Bordeaux.	9 août 1888....	24,000,000	17,400,000	»	17,400,000	6,600,000
Seine maritime.....	Chambre de commerce de Rouen.	20 juillet 1887..	1,800,000	720,000	360,000	1,080,000	720,000
Canal de Bourbourg.	M. Leconte-Dupond.....	30 avril 1886...	375,000	250,000	25,000	275,000	100,000
	A reporter.....		31,175,000	22,536,666	801,666	23,338,332	7,836,668

DÉSIGNATION des RIVIÈRES, CANAUX et ports.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1898.	SOMMES AMORTIES pendant l'année 1898.	SOMMES AMORTIES au 1er janvier 1899.	SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1899.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
	Report.....		31,175,000	22,536,666	801,666	23,338,332	7,836,668
Port de Dunkerque..	Ville de Dunkerque.....	1er sept. 1884...	31,000,000	17,050,000	1,550,000	18,600,000	12,400,000
Port de Calais.....	Chambre de commerce de Calais.	*Idem*.....	8,450,000	3,718,602	447,084	4,165,686	4,284,314
Idem.....	*Idem*.....	4 décembre 1888	4,000,000	1,750,000	250,000	2,000,000	2,000,000
Port de Boulogne....	Chambre de commerce de Boulogne.	1er sept. 1884...	4,000,000	3,374,997	147,182	3,522,179	477,821
Port de Dieppe.....	Chambre de commerce de Dieppe.	3 sept. 1884....	4,950,000	4,352,382	597,618	4,950,000	"
Port de Rouen.....	Chambre de commerce de Rouen.	11 mars 1885...	6,333,333	1,643,774	327,941	1,971,715	4,361,618
Port de Cherbourg...	Chambre de commerce de Cherbourg.	19 janvier 1885.	850,000	571,981	65,432	637,413	212,587
Port de Cette.....	Chambre de commerce de Cette.	18 mars 1889...	6,400,000	2,690,000	530,000	3,220,000	3,180,000
	TOTAUX.....		97,158,333	57,688,402	4,716,923	62,405,325	34,753,008

ANNUITÉS À PAYER

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

2° CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE DE L'OUEST.

Subvention pour la construction des lignes de Beuzeville à Lillebonne, Motteville à Saint-Valéry, Châteaubriant à Redon, Plouaret à Lannion, Barentin à Duclair et à Caudebec, Sottevast à Coutances.

Cette subvention, convertie en annuités, avait été fixée à 30,000,000 de francs par la convention du 31 décembre 1875 (loi du même jour), puis réduite à 29,872,857 francs par la convention du 10 mars 1880 (loi du 15 juin 1881). Ces chiffres s'appliquaient non seulement aux lignes ci-dessus, mais encore à un prolongement de Lillebonne à Port-Jérôme, dont l'établissement a été ajourné. La subvention a été dès lors ramenée à 29,129,953 fr. 86. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

COMPAGNIE DU MIDI.

Avance en argent pour travaux complémentaires à exécuter par l'État sur des lignes construites par celui-ci et concédées à la Compagnie antérieurement à 1875.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu de la convention du 14 décembre 1875 (loi du même jour). L'État s'était réservé la faculté d'en fixer le chiffre, dans la limite d'un maximum de 15 millions. L'avance faite est de 4 millions ; l'État a renoncé au surplus. L'annuité de remboursement est fixée à titre définitif par arrêté ministériel et passe à la Dette publique à partir du 1er janvier 1899.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en argent pour l'achèvement par l'État des travaux d'infrastructure de la ligne de Crest à Aspres-les-Veynes.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 5 août 1887 (loi du 13 avril 1888). Le capital converti en annuités est de 11,225,750 fr. 03 y compris la majoration de six mois d'intérêts mise à la charge de l'État. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.

Avance en travaux pour l'achèvement de la section stratégique de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu de la convention du 20 novembre 1884 (loi du 1er juillet 1885) et s'élève à 493,486 francs. L'annuité a été fixée à titre définitif par arrêté ministériel et passe à la Dette publique à partir du 1er janvier 1899.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).

Avance en travaux pour la suppression des passages à niveau.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 8 mai 1886 (loi du 16 mai 1886) et s'élève à 5,623,106 fr. 77. Les annuités ne sont pas fixées définitivement.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1898 correspondent aux avances faites de 1884 à 1897 et s'élèvent à 644,801,228 fr. 33, déduction faite de 150,857,478 fr. 14 considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la Convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1899.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX DE L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
1° — *Subventions payables en annuités.*				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,129,953f 86c	1,437,563f 22c	4f 74c	Convention du 31 décembre 1875 et loi du même jour ; convention du 10 mars 1880 et loi du 15 juin 1881. — Amortissement du 1er juin 1883 au 1er décembre 1951. L'annuité est payable par termes semestriels le 1er juin et le 1er décembre.
2° — *Avances remboursables en annuités.*				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires.....	4,000,000 00	196,605 74	4f 6851	Convention et loi du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1878 au 1er mai 1957. L'annuité est payable par termes semestriels le 1er mai et le 1er novembre.
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes.....	11,225,750 03	462,697 92	3 81	Convention du 5 août 1887 et loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Palaiseau à Villeneuve Saint-Georges.....	493,486 00	22,478 35	4 573	Convention du 20 novembre 1884 et loi du 1er juillet 1885. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).				
Suppression des passages à niveau.....	5,623,106 77	242,609 33	4 00	Convention du 8 mai 1886 et loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1956 (époque moyenne).
TOTAUX pour les avances.....	21,342,342 80	924,391 34		

NOTA. — Sauf pour l'avance de 4 millions relative aux travaux complémentaires du réseau du Midi, et pour celle de 493,486 fr. ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'Etat et les

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES et lignes de chemins de fer.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX DE L'INTÉRÊT.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
Avances remboursables en annuités.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Lignes diverses.....	(a) 169,600,640f 02c	7,233,429f 65c	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Lignes diverses.....	(a) 162,494,863 89	6,802,116 40	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Lignes diverses.....	(a) 128,002,059 58	5,032,160 28	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.				
Lignes diverses.....	(a) 252,758,292 26	10,042,871 89	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
A DÉDUIRE.....	(b) 150,857,478 14	6,000,000 00	3f 69c	
RESTE.....	101,900,814 12	4,042,871 89		
COMPAGNIE DU MIDI.				
Lignes diverses.....	(a) 82,802,850 72	3,229,730 50	(c) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAUX.....	795,658,706 47	32,340,308 72		
A DÉDUIRE.....	(b) 150,857,478 14	6,000,000 00		
RESTE.....	644,801,228 33	26,340,308 72		

(a) Avances faites jusqu'au 31 décembre 1897. Les avances de 1898, ne donnant lieu à un payement d'annuités qu'en 1899, ne doivent pas figurer dans le présent tableau.

(b) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6,000,000 francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(c) Les avances ont été faites par années, depuis 1884 pour l'Est, l'Ouest, le P.-L.-M. et le Midi, et depuis 1889 pour l'Orléans. — Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

afférente à la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges, les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1899.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898.			PENDANT L'ANNÉE 1898.			TOTAUX AUX 1er JANVIER 1899.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1899.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
1° Subventions payables en annuités.															
COMPAGNIES DE L'OUEST.															
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,129,953f 86c	70,061,908f 32c	99,191,862f 18c	1,356,626f 81c	20,206,821f 49c	21,563,448f 30c	121,107f 52c	1,316,455f 70c	1,437,563f 22c	1,477,734f 33c	21,523,277f 19c	23,001,011f 52c	27,652,219f 53c	48,538,631f 13f	76,190,850f 66c
2° Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Travaux complémentaires.....	4,000,000 00	11,482,641 56	15,482,641 56	155,396 39	3,629,203 64	3,784,600 03	16,482 21	180,123 53	196,605 74	171,878 60	3,809,327 17	3,981,205 77	3,828,121 40	7,673,314 39	11,501,435 79
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Crest à Aspres-les-Veynes.....	11,225,750 03	20,836,282 74	32,062,032 77	254,035 94	3,583,423 71	3,837,459 65	44,675 61	418,022 31	462,697 92	298,711 55	4,001,446 02	4,300,157 57	10,927,038 48	16,834,836 72	27,761,875 20
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges...	493,486 00	1,119,129 42	1,612,615 42	12,678 73	228,757 34	241,436 07	1,521 60	20,956 75	22,478 35	14,200 33	249,714 09	263,914 42	479,285 67	869,415 33	1,348,701 00
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).															
Suppression des passages à niveau	5,623,106 77	10,631,718 34	16,254,825 11	128,965 06	1,811,909 58	1,940,874 64	22,843 66	219,765 67	242,609 33	151,808 72	2,031,675 25	2,183,483 97	5,471,298 05	8,600,043 09	14,071,341 14
TOTAUX pour les avances.....	21,342,342 80	44,069,772 06	65,412,114 86	551,076 12	9,253,294 27	9,804,370 39	85,523 08	838,868 26	924,391 34	636 599 20	10,092,162 53	10,728,761 73	20,705,743 60	33,977,609 53	54,683,353 13

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	MONTANT ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1898. Sommes amorties.	Intérêts.	Total.
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.						
COMPAGNIE DE L'EST.						
Lignes diverses	169,600,640f 02c	300,142,246f 75c	469,742,886f 77c	4,985,000f 00c	52,452,396f 72c	57,437,396f 72c
COMPAGNIE DE L'OUEST.						
Lignes diverses	162,494,863 89	291,539,559 35	454,034,423 24	4,575,000 00	,555 64	52,709,555 64
COMPAGNIE D'ORLÉANS.						
Lignes diverses	128,002,059 58	192 252,538 33	320,254,597 91	2,027,000 00	21,330,141 39	23,357,141 39
COMPAGNIE P.-L.-M.						
Lignes diverses	252,758,292 26	427,843,399 10	680,601,691 36	5,901,000 00	62,085,506 07	67,986,506 07
A déduire	150,857,478 14	221,142,521 86	372 000,000 00	433,360 00	5,566,640 00	6,000,000 00
Reste	101,900,814 12	206,700,877 24	308,601,691 36	5,467,640 00	56,518,866 07	61,986,506 07
COMPAGNIE DU MIDI.						
Lignes diverses	82,802,850 72	121,585,053 23	204,387,903 95	920,000 00	9,684,073 95	10,604,073 95
Totaux	795,658,706 47	1,333,362,796 76	2,129,021,503 23	18,408,000 00	193,686,673 77	212,094,673 77
A déduire	150,857,478 14	221,142,521 86	372,000,000 00	433,360 00	5,566,640 00	6,000,000 00
Reste	644,801,228 33	1,112,220,274 90	1,757,021,503 23	17,974,640 00	188,120,033 77	206,094,673 77

ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1899.

DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Pendant l'année 1898. Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Totaux au 1er janvier 1899. Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1899. Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
907,000f 00c	6,326,429f 65c	7,233,429f 65c	5,892,000f 00c	58,778,826f 37c	64,670,826f 37c	163,708,640f 02c	241,363,420f 38c	405,072,060f 40c
853,000 00	5,949,116 40	6,802,116 40	5,428,000 00	54,083,672 04	59,511,672 04	157,066,863 89	237,455,887 31	394,522,751 20
631,000 00	4,401,160 28	5,032,160 28	2,658,000 00	25,731,301 67	28,389,301 67	125,344,059 58	166,521,236 66	291,865,296 24
1,259,000 00	8,783,871 89	10,042,871 89	7,160,000 00	70,869,377 96	78,029,377 96	245,598,292 26	356,974,021 14	602,572,313 40
449,350 00	5,550,650 00	6,000,000 00	882,710 00	11,117,290 00	12,000,000 00	149,974,768 14	210,025,231 86	360,000,000 00
809,650 00	3,233,221 89	4,042,871 89	6,277,290 00	59,752,087 96	66,029,377 96	95,623,524 12	146,948,789 28	242,572,313 40
405,000 00	2,824,730 50	3,229,730 50	1,325,000 00	12,508,804 45	13,833,804 45	81,477,850 72	109,076,248 78	190,554,099 50
4,055,000 00	28,285,308 72	32,340,308 72	22,463,000 00	221,971,982 49	244,434,982 49	773,195,706 47	1,111,390,814 27	1,884,586,520 74
449,350 00	5,550,650 00	6,000,000 00	882,710 00	11,117,290 00	12,000,000 00	149,974,768 14	210,025,231 86	360,000,000 00
3,605,650 00	22,734,658 72	26,340,308 72	21,580,290 00	210,854,692 49	232,434,982 49	623,220,938 33	901,365,582 41	1,524,586,520 74

DETTE VIAGÈRE.

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1898.

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1898.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII^e^ siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1^er^ janvier 1898 (voir page 1000 du Compte de 1897), à deux parties, pour..... 990^f^

Pendant l'année 1898, les rentes viagères ont été réduites :

1° Par suite d'extinctions définitives résultant de décès notifiés, de..... //

2° Par suite de décès présumés, de..... //

TOTAL des réductions..... //

La situation au 1^er^ janvier 1899 est donc, de deux parties, pour..... 990

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR

POUR L'ANNÉE 1898.

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Le présent compte fait connaître les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds du budget, les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés et leur situation, les nouvelles pensions liquidées et inscrites, et enfin celles qui ont été éteintes pour cause de décès ou de rejet.

Ces renseignements sont contenus dans trois tableaux (A, B et C). Le compte comprend en outre trois tableaux statistiques sur les pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 (D E et F) et un tableau statistique (G) sur les allocations supplémentaires.

TABLEAU A.

Le tableau A présente le compte du montant général des crédits alloués pour l'inscription des pensions de toutes natures depuis 1817 et le compte du montant des pensions inscrites au 1er janvier 1898 par imputation sur ces crédits. Il reproduit donc l'ensemble des opérations qui ont été effectuées sous le régime consacré par la loi du 25 mars 1817.

On remarquera tout d'abord que l'inscription des pensions de diverses natures dépend de dispositions législatives spéciales à chacune d'elles :

I. Le crédit d'inscription des *pensions militaires de la Guerre, de la Marine et du Service colonial* est ouvert annuellement par la loi de finances ;

II. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1853* est formé chaque année du produit des extinctions réalisées au cours de l'année précédente et, s'il y a lieu, des suppléments de crédit alloués par les Chambres par application de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853.

Pour ces natures de pensions, le tableau fait ressortir le montant des inscriptions effectuées sur les crédits de chaque exercice par suite de nouvelles concessions ainsi que les soldes non utilisées des crédits de chaque exercice ;

III. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1790* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3,000,000 de francs.

La portion disponible de ce crédit qui peut être utilisée chaque année pour des inscriptions nouvelles est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions en payement et le chiffre du crédit initial de 3,000,000 de francs ;

IV. Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions de l'ancienne pairie, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Le tableau fait ressortir la portion du crédit qui n'a pas été employée à l'origine.

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.*

Pour ces natures de pensions, on a admis que le crédit d'inscription est égal au montant des pensions en payements.

Ire Partie du tableau. — *Situation des crédits.*

Les crédits ouverts depuis 1817 pour l'inscription des pensions de toutes natures, déduction faite des crédits disponibles annulés par les lois de règlement de comptes, s'élevaient, au 1er janvier 1898, à la somme de..... 522,357,370f 27c

(Voir le compte de 1897, page 1008.)

Les mouvements que ces crédits ont éprouvés pendant l'année 1898 sont les suivants :

1° Crédit ouvert par l'article 90 de la loi de finances du 13 avril 1898 pour l'inscription des pensions militaires de la guerre.....	5,300,000f	
2° Crédit ouvert par l'article 91 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires de la marine.....	2,600,000	
3° Crédit ouvert par l'article 92 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires du service colonial.....	250,000	12,170,000 00
4° Crédit ouvert par le décret du 25 mars 1898 pour l'inscription des pensions civiles 1853.....	4,020,000	
Total (à reporter).....		534,527,370f 27c

Report.....		534,527,370f 27c
5° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 19 avril 1898.....	600,000f 00c	1,800,000 00
6° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 3 décembre 1898.....	1,200,000 00	
TOTAL.....		536,327,370 27

A déduire :

Les réductions pour cause d'extinctions sur les crédits d'inscription des pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, indemnités viagères aux employés de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique..... 42,289 05

Reste pour le montant des crédits à rapprocher du résultat des mouvements que les pensions de toutes natures ont présentés pendant l'année 1898 et qui sont expliqués ci-après..... 536,285,081 22

(Voir présent compte, dernière colonne de la récapitulation du tableau A.)

IIe PARTIE DU TABLEAU. — *Situation des inscriptions.*

Les pensions inscrites antérieurement au 1er janvier 1898 par imputation sur les crédits d'inscription ouverts depuis 1817, déduction non faite des pensions rayées pour cause de décès ou de rejet, s'élevaient à..... 505,330,197f 21c

(Voir le compte de 1897, page 1009.)

Les pensions inscrites au cours de l'année 1898, par imputation sur les crédits d'inscription ouverts annuellement (*nouvelles concessions des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial, et des pensions civiles 1853, ou réversions, en ce qui concerne les pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction*) s'élèvent à..... 15,709,747 65

A déduire :

1° Le montant des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial et des pensions civiles 1853, annulées pour cause de nouvelles liquidations et, par suite, faisant retour aux crédits d'inscriptions afférents à ces natures de pensions;

2° Le montant des pensions rejetées pour cause de décès ou pour motifs divers en ce qui concerne les natures de pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction ;

A reporter..... 521,039,944 86

Report	521,039,944f 86c
3° Le montant des annulations de pensions civiles 1790 dont le crédit initial d'inscription est permanent, soit	348,483 88
Le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier 1899 s'élève donc à	520,691,460 98
et fait ressortir avec le total général des crédits d'inscription ouverts depuis 1817 (voir 1re partie du tableau)	536,285,081 22
une différence de	15,593,620 24

qui représente le montant des crédits d'inscription non utilisés sur les différentes natures de pensions (voir dernière colonne de la récapitulation du tableau).

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Tableau A. *Situation, au 1er janvier 1899, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1898.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1899.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.
PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.					
Crédits ouverts	Diverses lois	279,000 00	"	"	279,000 00
PENSIONS DE L'ANCIENNE PAIRIE.					
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que la loi a fixées.)	Loi du 28 mai 1829	150,000 00	"	"	150,000 00
PENSIONS CIVILES. (Loi de 1790 et lois spéciales.)					
Crédit permanent de 3 millions de francs	Loi du 25 mars 1817 (*art. 30*) Loi du 15 mai 1818 (*art. 17*).	3,000,000 00	"	"	3,000,000 00
PENSIONS A TITRE DE RÉCOMPENSE NATIONALE.					
Pensions de juillet 1830. — Juin 1832. — Novembre 1834. — Juin 1834 et juin 1848	Diverses lois	1,510,900 00	"	"	1,510,900 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État (2 décembre 1851)	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882	8,310,000 00	"	"	8,310,000 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	Loi du 18 avril 1888	200,000 00	"	"	200,000 00
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.					
Crédits antérieurs à 1889	Diverses lois	255,782,003 60	"	"	255,782,003 60
Crédit de 1889	Loi du 29 décembre 1888	6,000,000 00	"	"	6,000,000 00
Crédit de 1890	Loi du 17 juillet 1889	5,500,000 00	"	"	5,500,000 00
Crédit de 1891	Loi du 26 décembre 1890	5,180,000 00	"	"	5,180,000 00
Crédit de 1892	Loi du 26 janvier 1892	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	"	5,300,000	"	5,300,000 00
		302,062,003 60	5,300,000	"	307,362,003 60
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE ET DES COLONIES.					
Crédits antérieurs à 1889	Diverses lois	8,331,556 00	"	"	8,331,556 00
Crédit de 1889	Loi du 29 décembre 1888	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1890	Loi du 17 juillet 1889	3,050,000 00	"	"	3,050,000 00
Crédit de 1891	Loi du 26 décembre 1890	3,050,000 00	"	"	3,050,000 00
Crédit de 1892	Loi du 26 janvier 1892	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	"	2,850,000	"	2,850,000 00
		34,681,556 00	2,850,000	"	37,531,556 00
PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES SARDES.					
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que les lois ont fixées.)	Diverses lois	10,799 33	"	532 05	10,267 28
PENSIONS DES DONATAIRES DÉPOSSÉDÉS.					
Crédit indéterminé. (Les nouvelles concessions résultent de réversibilités dont les conditions sont réglées par la loi.)	Loi du 26 juillet 1821	262,602 00	"	22,375 00	240,227 00

SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS pendant l'année 1898. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS IMPUTÉES sur les crédits au 1er janvier 1899.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
279,000 00	"	"	279,000 00	"	
150,000 00	"	"	150,000 00	"	
688,840 94	47,975 65	81,156 83	655,659 76	2,344,340 24	
1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	
8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	
199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	
255,782,003 60	"	"	255,782,003 60	"	
4,829,619 00	"	"	4,829,619 00	1,170,381 00	
4,575,750 00	"	"	4,575,750 00	924,250 00	
4,422,941 00	"	"	4,422,941 00	757,059 00	
4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	"	
4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
4,839,862 00	160,138 00	"	5,000,000 00	"	
"	5,225,140 00	67,099 00	5,158,041 00	141,959 00	
299,050,175 60	5,385,278 00	67,099 00	304,368,354 60	2,993,649 00	
8,331,556 00	"	"	8,331,556 00	"	
2,100,268 00	"	"	2,100,268 00	799,732 00	
2,306,342 00	"	"	2,306,342 00	743,658 00	
2,191,784 00	"	"	2,191,784 00	858,216 00	
2,163,824 00	"	"	2,163,824 00	736,176 00	
2,591,756 00	"	"	2,591,756 00	308,244 00	
2,160,865 00	"	"	2,160,865 00	739,135 00	
2,120,505 00	"	"	2,120,505 00	779,495 00	
2,529,789 00	"	"	2,529,789 00	370,211 00	
2,260,696 00	108,622 00	"	2,378,318 00	471,682 00	
"	2,424,766 00	13,877 00	2,410,889 00	439,111 00	
28,766,385 00	2,533,388 00	13,877 00	31,285,896 00	6,245,600 00	
10,799 33	"	532 05	10,267 28	"	
262,602 00	4,225 00	26,600 00	240,227 00		

Suite du tableau A.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1899, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1898.	PENDANT L'ANNÉE 1898. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1899.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS pendant l'année 1898. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS imputées sur les crédits au 1er janvier 1899.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1899.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS CIVILES. (Loi du 9 juin 1853.)											
Crédits antérieurs à 1889	Divers lois et décrets	118,635,698 34	"	"	118,635,698 34	118,635,698 34	"	"	118,635,698 34	"	
Crédit de 1889	Décrets des 1er mars et 27 mai 1889	3,816,000 00	"	"	3,816,000 00	3,795,48400	"	"	3,795,484 00	20,516 00	
Crédit de 1890	Décret du 22 mars 1890	4,539,000 00	"	"	4,539,000 00	4,522,37900	"	"	4,522,379 00	16,621 00	
Crédit de 1891	Décret du 13 mars 1891 et loi du 23 juillet 1891	5,828,000 00	"	"	5,828,000 00	5,774,414 00	"	"	5,774,414 00	53,586 00	
Crédit de 1892	Décret du 25 février 1892 et loi du 14 juillet 1892	6,360,000 00	"	"	6,360,000 00	6,261,570 00	9,683 00	7,923 00	6,263,330 00	96,670 00	
Crédit de 1893	Décrets du 28 février 1893, du 23 août 1894 et du 21 mars 1897	4,503,350 00	"	"	4,503,350 00	4,474,674 00	10,125 00	8,293 00	4,476,506 00	26,844 00	
Crédit de 1894	Décret du 14 février 1894, loi du 20 mars 1894 et décret du 21 mars 1897	8,352,900 00	"	"	8,352,900 00	8,171,364 00	27,639 00	21,521 00	8,177,482 00	175,418 00	
Crédit de 1895	Décret du 6 mars 1895 et du 21 mars 1897	4,079,900 00	"	"	4,079,900 00	4,021,809 00	22,325 00	10,288 00	4,033,846 00	46,054 00	
Crédit de 1896	Décret du 7 mars 1896, loi du 13 juillet 1896 et décret du 21 mars 1897	6,331,750 00	"	"	6,331,750 00	6,022,828 00	127,449 00	40,452 00	6,109,825 00	221,925 00	
Crédit de 1897	Décret du 21 mars 1897, loi du 8 avril 1897 et loi du 13 juillet 1897	7,680,000 00	"	"	7,680,000 00	2,801,311 00	4,632,567 00	46,041 00	7,387,837 00	292,163 00	
Décret de 1898	Décret du 25 mars 1898	"	4,020,000		5,820,000 00	"	2,908,243 00	4,469 00	2,903,774 00	2,916,226 00	
	Loi du 19 avril 1898	"	600,000	"							
	Loi du 3 décembre 1898	"	1,200,000								
		170,126,598 34	5,820,000	"	175,946,598 34	164,481,531 34	7,738,031 00	138,987 00	172,080,575 34	3,866,023 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884	1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	
Ancienne liste civile et domaine privé. Crédit indéterminé	Loi du 8 juillet 1852 et décret du 13 juin 1853	10,687 00	"	1,765 00	8,922 00	10,687 00	"	1,765 00	8,922 00	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. — Crédit indéterminé.	Décret du 18 décembre 1861	210,800 00	"	16,850 00	193,950 00	210,800 00	850 00	17,700 00	193,950 00	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. — Crédit indéterminé	Lois des 27 juin 1885 et 30 mars 1888 et décret du 4 mai 1888.	42,424 00	"	767 00	41,657 00	42,424 00	"	767 00	41,657 00	"	
RÉCAPITULATION DU TABLEAU A.											
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire		279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	
Pensions de l'ancienne pairie		150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	
Pensions civiles. (Lois de 1790 et lois spéciales.)		3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	688,840 94	47,975 65	81,156 83	655,659 76	2,344,340 24	
Pensions à titre de récompense nationale		1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851		8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins		200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	
Pensions militaires de la guerre		302,062,003 60	5,300,000	"	307,362,003 60	299,050,175 60	5,385,278 00	67,099 00	304,368,354 60	2,993,649 00	
Pensions militaires de la marine		34,681,556 00	2,850,000	"	37,531,556 00	28,766,385 00	2,533,388 00	13,877 00	31,285,896 00	6,245,660 00	
Pensions ecclésiastiques sardes		10,799 33	"	532 05	10,267 28	10,799 33	"	532 05	10,267 28	"	
Pensions de donataires dépossédés		262,602 00	"	22,375 00	240,227 00	262,602 00	4,225 00	26,600 00	240,227 00	"	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		170,126,598 34	5,820,000	"	175,946,598 34	164,481,531 34	7,738,031 00	138,987 00	172,080,575 34	3,866,023 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature		1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe		10,687 00	"	1,765 00	8,922 00	10,687 00	"	1,765 00	8,922 00	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan		210,800 00	"	16,850 00	193,950 00	210,800 00	850 00	17,700 00	193,950 00	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique		42,424 00	"	767 00	41,657 00	42,424 00	"	767 00	41,657 00	"	
TOTAUX		522,357,370 27	13,970,000	42,289 05	536,285,081 22	505,330,197 21	15,709,747 65	348,483 88	520,691,460 98	15,593,620 24	

Suite du *Compte des pensions inscrites au Trésor.*

TABLEAU B.

Le tableau B fait ressortir la situation, par nature, des pensions en payement au 1er janvier 1898, les modifications qui y ont été apportées par les opérations effectuées au cours de l'année (accroissements et décroissements), et la situation définitive, en fin d'année, au 1er janvier 1899.

Les pensions de toutes natures représentant les charges du Trésor s'élevaient au 1er janvier 1898, à.....	206,534,507f 32c
(Voir compte de 1897, page 1012.)	
A ajouter :	
1° L'augmentation qui résulte des inscriptions dont il a été rendu compte dans le tableau précédent.....	15,709,747 65
2° L'augmentation qui résulte des inscriptions effectuées par suite d'opérations d'ordre (rétablissements sur la demande des ayants droit des pensions rejetées par application de l'article 30 de la loi de 1853, réunions ou divisions de parts de pensions entre orphelins d'un premier lit et veuves en secondes noces, réversions de pensions au profit des veuves pour les natures de pensions ayant donné lieu à un crédit d'inscription initial) (1).....	119,297 84
TOTAL.....	222,363,552 81
A DÉDUIRE :	
Le montant général des pensions de toutes natures rejetées pour tous motifs.....	11,341,732 16
La situation définitive, représentant les charges du Trésor au 1er janvier 1899, est donc de.....	211,021,820 65

(1) Voir l'énumération faisant l'objet du 4e paragraphe des observations précédant le tableau A.

Tableau B.

Situation, au 1er janvier 1899, des pensions de toutes natures inscrites.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1898.	OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE 1898. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1899.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	176,568 78	"	1 142 84	1,142 84	1,142 84	176,568 78
Pensions des grands fonctionnaires de l'empire	93,000 00	"	6,000 00	6,000 00	12,000 00	87,000 00
Pensions de l'ancienne pairie et du Sénat	12,000 00	"	"	"	12,000 00	"
Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	688,840 94	47,975 65	"	47,975 65	81,156 83	655,659 76
Pensions à titre de récompense nationale	60,675 00	"	"	"	5,550 00	55,125 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	4,485,153 00	"	59,830 00	59,830 00	308,765 00	4,236,218 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	129,970 00	"	1,200 00	1,200 00	12,850 00	118,320 00
Pensions militaires de la guerre (*a*)	94,031,780 55	5,385,278 00	15,779 00	5,401,057 00	4,304,722 19	95,128,115 36
Pensions militaires de la marine (*b*)	35,475,176 00	2,533,388 00	13,071 00	2,546,459 00	1,782,720 00	36,238,915 00
Pensions ecclésiastiques sardes	10,799 33	"	"	"	532 05	10,267 28
Pensions de donataires dépossédés	262,602 00	4,225 00	"	4,225 00	26,600 00	240,227 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	69,963,487 72	7,738,031 00	12,432 00	7,750,463 00	4,713,002 25	73,000,948 47
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	880,543 00	"	9,843 00	9,843 00	60,459 00	829,927 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	10,687 00	"	"	"	1,765 00	8,922 00
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	210,800 00	850 00	"	850 00	17,700 00	193,950 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	42,424 00	"	"	"	767 00	41,657 00
TOTAUX	206,534,507 32	15,709,747 65	119,297 84	15,829,045 49	11,341,732 16	211,021,820 65
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	77,148,169 47	4,345,985 00	4,172 00	4,350,157 00	3,627,310 19	77,871,016 28
Veuves et orphelins	16,883,611 08	1,039,293 00	11,607 00	1,050,900 00	677,412 00	17,257,099 08
TOTAUX (*a*)	94,031,780 55	5,385,278 00	15,779 00	5,401,057 00	4,304,722 19	95,128,115 36
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	27,201,304 00	1,957,412 00	1,426 00	1,958,838 00	1,398,266 00	27,761,876 00
Veuves et orphelins	8,273,872 00	575,976 00	11,645 00	587,621 00	384,454 00	8,477,039 00
TOTAUX (*b*)	35,475,176 00	2 533,388 00	13,071 00	2,546,459 00	1,782,720 00	36,238,915 10

NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1898.	MOUVEMENTS pendant l'année 1898. Accroissements	Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1899.	MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.	MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.	OBSERVATIONS.
				Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.		
				Réversions 1,142f 84c	Décès notifiés 1,142f 84c	
181	2	2	181	*Pensions civiles 1790 et Lois subséquentes.*		
				Nouvelles concessions 47,975 65	Décès notifiés 69,465 65	
11	2	1	12		Décès présumés 7,991 18 (81,156 83)	
1	"	1	"		Expiration de droit 3,700 00	
547	105	65	587	*Pensions à titre de récompense nationale.*		
					Décès notifiés 4,300 00	
136	"	13	123		Décès présumés 1,250 00 (5,550 00)	
				Pensions de grands fonctionnaires de l'Empire.		
				Nouvelles concessions 6,000 00	Décès notifiés 12,000 00	
18,047	417	906	17,558	*Pensions de l'ancienne pairie et du Sénat.*		
					Décès notifiés 12,000 00	
247	3	18	232	*Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.*		
				Nouvelles concessions 59,287 (59,830 00)	Décès notifiés 289 808 00	
99,060	4,769	4,431	99,398	Rétablissements 543	Décès présumés 18,807 00 (308,765 00)	
					Rejets pour motifs divers 150 00	
39,932	2,466	2,117	40,281	*Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.*		
21	"	1	20	Nouvelles concessions 1,200 00	Décès notifiés 8,250 00	
					Décès présumés 3,600 00 (12,850 00)	
623	10	68	565	*Pensions militaires de la guerre.*		
				Nouvelles concessions 4,345,985 00	Décès notifiés 3,441,262 19	
86,516	7,636	5,538	88,614	Rétablissements 4,172 00 (4,350,157 00)	Décès présumés 118,786 00	
					Rejets pour nouvelles liquidations 66,897 00 (3,627,310 19)	
504	11	31	484		Rejets pour motifs divers 365 00	
				Pensions de veuves de militaires de la guerre.		
43	"	10	33	Nouvelles concessions 1,039,293 00	Décès notifiés 563,135 00	
				Rétablissements 651 00	Décès présumés 29,345 00	
224	4	14	214	Réunions 9,927 00 (1,050,900 00)	Expiration de droit 79,851 00	
				Divisions 554 00	Réunions 4,099 00 (677,412 00)	
				Réversions de pensions sardes 475 00	Divisions 554 00	
					Rejets pour motifs divers 458 00	
18	"	1	17	*Pensions militaires de la marine.*		
				Nouvelles concessions 1,957,412 00	Décès notifiés 1,365,976 00	
246,111	15,425	13,217	248,319	Rétablissements 1,426 00 (1,958,838 00)	Décès présumés 15,576 00 (1,398,266 00)	
					Rejets pour nouvelles liquidations 16,714 00	
				Pensions de veuves de militaires de la marine.		
				Nouvelles concessions 575,976 00	Décès notifiés 291,656 00	
				Réunions 11,270 00 (587,621 00)	Décès présumés 6,261 00	
				Divisions 375 00	Expiration de droit 75,525 00 (384,454 00)	
					Réunions 7,716 00	
					Divisions 375 00	
					Rejets pour nouvelles liquidations 2,921 00	
				Pensions ecclésiastiques sardes.		
					Décès présumés 532 05	
74,010	3,480	3,329	74,161	*Pensions de donataires dépossédés.*		
25,050	1,289	1,102	25,237	Réunions 4,225 00	Décès notifiés 19,067 00	
					Décès présumés 4,458 00 (26,600 00)	
					Réunions 2,175 00	
99,060	4,769	4,431	99,398	*Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)*		
				Nouvelles concessions 7,738,031 00	Décès notifiés 4,386,761 25	
				Rétablissements 5,467 00 (7,750,463 00)	Décès présumés 129,749 00	
				Réunions 6,965 00	Expiration de droit 54,090 00	
					Réunions 4,880 00 (4,713,002 25)	
					Divisions 216 00	
					Rejets pour nouvelles liquidations 137,306 00	
				Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.		
				Nouvelles concessions 8,643 00 (9,843 00)	Décès notifiés 57,899 00	
				Rétablissements 1,200 00	Décès présumés 2,560 00 (60,459 00)	
				Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe.		
					Décès notifiés 1,362 00	
					Décès présumés 403 00 (1,765 00)	
				Anciens dotataires du Mont-de-Milan.		
				Réversions 850 00	Décès notifiés 17,700 00	
				Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.		
					Décès notifiés 767 00	
				TOTAL 15,829,045 49	TOTAL 11,341,732 16	

TABLEAU C.

Le tableau C fait connaître le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1899.

Il y a lieu, en effet, de déduire de la situation définitive établie dans le tableau précédent une somme de 372,021 fr. 89 dont le payement est momentanément suspendu par application des dispositions prohibitives de cumul spéciales à chaque nature de pensions.

Le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1899, s'élève à 210,649,798f 76c

réparti entre 247,828 parties prenantes.

Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère.

Il y a lieu d'y ajouter :

I. La somme de 990 francs, montant des rentes viagères d'ancienne origine, dont il est rendu compte page 208 du présent compte.

II. La somme de 4,253,821 francs représentant le montant des allocations supplémentaires inscrites en 1898, et dont il est rendu compte ci-après dans le tableau G.

III. Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1898 pour une somme de 10,998,820 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

IV. L'annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins, et à leurs veuves, inscrite au budget de 1898, pour 8,842,000 francs.

V. La somme de 3,900 francs, inscrite au budget de 1898, pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.

VI. La somme de 5,000 francs, inscrite au budget de 1898, pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Situation des pensions en payement au 1er janvier 1899.

Tableau C.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1899.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		RESTE EN PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	181	176,568f 78c	1	571f 42c	180	175,997f 36c
Pensions civiles (1790) (A)	587	655,659 76	10	5,059 00	577	650,600 76
Pensions de donataires dépossédés	565	240,227 00	9	1,769 00	556	238,458 00
Pensions militaires de la guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats	74,161	77,871,016 28	317	197,960 47	73,844	77,673,055 81
Pensions militaires de la guerre. — Veuves et orphelins	25,237	17,257,099 08	2	4,800 00	25,235	17,252,299 08
Pensions militaires de la marine. — Officiers, sous-officiers et soldats	24,321	27,761,876 00	38	32,168 00	24,283	27,729,708 00
Pensions militaires de la marine. — Veuves et orphelins	15,960	8,477,039 00	9	2,893 00	15,951	8,474,146 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	33	8,922 00	"	"	33	8,922 00
Pensions à titre de récompense nationale	123	55,125 00	1	300 00	122	54,825 00
Pensions civiles (1853)	88,614	73,000,948 47	98	120,161 00	88,516	72,880,787 47
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	12	87,000 00	"	"	12	87,000 00
Pensions ecclésiastiques	20	10,267 28	"	"	20	10,267 28
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	214	193,950 00	1	200 00	213	193,750 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	17,558	4,236,218 00	4	1,140 00	17,554	4,235,078 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	484	829,927 00	"	"	484	829,927 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	17	41,657 00	1	5,000 00	16	36,657 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	232	118,320 00	"	"	232	118,320 00
TOTAUX	248,319	211,021,820 65	491	372,021 89	247,828	210,649,798 76

(A) Lois des 19 frimaire an VII et 17 août 1838; décret du 3 septembre 1806; loi du 25 mars 1817, lois des 4 septembre 1835, 15 juin 1836, 21 mars 1838, 17 août 1838, 25 juin 1839, 16 juillet 1845, 8 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853; lois des 18 mai 1858, 16 avril 1859; loi du 31 mars 1859; loi du 20 avril 1859; sénatus-consulte du 12 juin 1860; lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872; lois des 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879 30 décembre 1880, 22 août 1881; lois des 11 mai et 2 août 1883, loi des 14 août 1885, 14 novembre 1886; lois des 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890, 10 mars 1891, 13 avril 1893, 30 décembre 1894, et concessions par application de l'art. 32 de la loi du 9 juin 1853.

COMPTE SPÉCIAL

DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1898, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires compris dans la liquidation et au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services la quotité moyenne des pensions.

Tableau D.

Tableau D.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES.							VEUVES.					ORPHELINS.					TOTAUX.		
			PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		DURÉE MOYENNE des services.		QUOTITÉ moyenne des pensions.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.	PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ moyenne des pensions.
				francs.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	fr. c.		francs.	Ans.	Mois.	fr. c.		francs.	Ans.	Mois.	fr. c.		francs.	fr. c.
Justice et cultes	Divers		56	183,098	66	10	36	10	3,269 60	51	47,158	57	5	924 66	3	1,753	14	10	584 33	110	232,009	2,109 17
	Juges de paix		52	55,843	71	4	29	8	1,073 90	38	14,658	67	8	385 73	1	265	20	"	265 00	91	70,766	777 64
	Cultes		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Affaires étrangères			16	101,669	60	"	36	6	6,354 31	8	13,711	50	9	1,713 87	"	"	"	"	"	24	115,380	4,807 50
Intérieur	Divers		77	113,364	59	4	27	7	1,472 25	22	14,403	57	4	654 68	"	"	"	"	"	99	127,767	1,290 57
	Prisons		103	77,830	56	"	27	8	755 63	67	17,625	57	1	263 05	5	1,228	10	3	245 60	175	96,683	552 47
	Algérie		11	17,108	57	11	32	9	1,582 54	5	2,132	37	2	426 40	"	"	"	"	"	16	19,540	1,221 25
	Administration centrale	Divers	36	134,637	61	6	35	2	3,739 91	23	30,261	56	7	1,315 69	3	2,168	11	8	722 66	62	167,066	2,694 61
		Percepteurs	186	479,141	63	3	33	2	2,576 02	86	65,943	56	9	766 77	2	688	10	4	344 00	274	545,772	1,991 86
	Contributions directes		20	57,792	60	10	37	2	2,889 60	15	14,128	56	"	941 86	1	1,196	18	2	1,196 00	36	73,116	2,031 00
	Enregistrement		75	195,725	62	10	38	"	2,609 66	39	33,157	59	10	850 17	"	"	"	"	"	114	228,882	2,007 73
	Douanes	Service sédentaire	77	135,096	63	5	40	8	1,754 49	54	27,733	59	3	513 57	"	"	"	"	"	131	162,829	1,242 96
		Service actif. Ancienne liquidation.	"	"	"	"	"	"	"	197	37,592	68	"	190 82	7	1,333	17	3	190 42	204	38,925	190 80
		Service actif. Nouvelle liquidation.	887	796,188	50	7	28	2	897 61	189	65,672	48	7	347 47	20	5,137	14	7	256 85	1,096	866,997	791 05
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	73	166,092	62	6	39	5	2,275 23	34	24,751	62	10	727 97	"	"	"	"	"	107	190,843	1,783 57
		Service actif	173	239,015	53	5	29	5	1,381 58	127	50,123	53	2	394 66	6	1,951	11	9	325 16	306	291,089	951 27
	Manufactures de l'État		16	33,998	60	4	36	11	2,124 87	7	4,388	52	10	626 85	2	692	13	9	346 00	25	39,078	1,563 12
	Caisse des Dépôts		5	11,791	61	9	36	6	2,358 20	"	"	"	"	"	1	393	18	9	393 00	6	12,184	2,030 66
	Cour des Comptes		1	5,333	62	10	40	3	5,333 00	1	344	63	11	344 00	"	"	"	"	"	2	5,677	2,838 50
	Monnaies		"	"	"	"	"	"	"	1	1,333	63	11	1,333 00	"	"	"	"	"	1	1,333	1,333 00
	Services financiers de l'Algérie		6	11,579	59	5	40	"	1,929 83	2	1,562	57	9	781 00	"	"	"	"	"	8	13,141	1,642 62
	Dernière Liste civile		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Guerre	Divers		27	37,293	62	9	33	4	1,381 22	19	8,443	59	10	444 36	"	"	"	"	"	46	45,736	994 26
	Poudres et salpêtres. (Service actif.)		1	790	64	"	33	5	790 00	1	165	57	9	165 00	"	"	"	"	"	2	955	477 50
	Caserniers		12	2,889	64	10	19	8	240 75	15	1,684	59	7	112 26	1	100	20	5	100 00	23	4,673	167 60
Marine			5	8,912	57	8	33	"	1,782 40	8	11,076	55	6	1,384 50	1	378	11	8	378 00	14	20,366	1,454 71
Colonies			30	50,157	59	7	36	3	1,671 90	38	14,517	48	6	382 02	7	1,718	9	"	245 42	75	66,392	885 22
Instruction publique	Instituteurs		939	1,055,786	57	6	33	4	1,124 37	518	167,367	58	3	323 10	40	12,557	13	11	313 92	1,497	1,235,710	825 45
	Divers		225	606,779	61	"	35	"	2,696 79	106	96,720	57	8	912 45	5	3,817	15	3	763 40	336	707,316	2,105 10
	Beaux-Arts		17	19,875	61	6	34	1	1,169 11	16	6,794	62	"	424 62	"	"	"	"	"	33	26,669	808 15
Agriculture	Divers		46	37,370	60	2	32	11	812 39	19	4,693	59	2	247 00	4	1,332	11	4	333 00	69	43,395	628 91
	Forêts	Service sédentaire	10	32,309	60	10	40	"	3,230 90	9	9,352	63	10	1,039 11	1	983	20	4	983 00	20	42,644	2,132 20
		Service actif. Ancienne liquidation.	1	359	49	3	25	9	359 00	27	4,542	62	6	168 22	2	393	14	1	196 50	30	5,294	176 46
		Service actif. Nouvelle liquidation.	251	294,282	59	"	33	4	1,172 43	45	16,137	51	1	358 60	4	900	15	4	225 00	300	311,319	1,037 73
Commerce et industrie	Commerce		29	45,724	62	6	36	2	1,576 68	8	4,239	64	8	529 87	"	"	"	"	"	37	49,963	1,350 35
	Postes et télégraphes.	Service sédentaire	445	717,914	60	5	35	5	1,613 28	157	73,059	57	6	465 34	10	4,464	16	2	446 40	612	795,437	1,299 73
		Service actif	834	543,366	57	8	31	10	651 51	349	63,918	58	4	183 14	22	4,117	14	1	187 13	1,205	611,401	507 38
Travaux publics	Ingénieurs, Administration centrale		22	89,966	63	3	38	5	4,089 35	13	16,716	60	10	1,285 84	"	"	"	"	"	35	106,682	3,048 05
	Conducteur, sous-ingénieurs, employés secondaires		132	259,515	63	1	39	10	1,966 02	72	34,690	57	1	481 80	2	1,072	15	6	536 00	206	295,277	1,433 38
	Divers		95	55,258	65	10	34	9	581 66	75	14,338	60	8	191 17	1	129	5	8	129 00	171	69,725	407 74
TOTAUX ET MOYENNES			4,991	6,674,143	57	10	32	8	1,337 23	2,461	1,015,124	57	11	412 48	151	48,764	14	"	322 94	7,603	7,738,031	1,017 76
MOYENNES GÉNÉRALES	Partie sédentaire		1,905	3,744,357	61	10	35	"	1,965 54	1,008	609,608	58	1	604 76	50	22,376	13	7	447 52	2,963	4,376,341	1,476 99
	Partie active		3,086	2,929,786	55	5	31	3	949 37	1,453	405,516	57	9	279 08	101	26,388	14	3	261 26	4,640	3,361,690	724 50

Tableau E. *RÉCAPITULATION, par Ministère et par Service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1899.* **Tableau E.**

MINISTÈRES ET SERVICES.	PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.		PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.		TOTAUX PAR SERVICES.		TOTAUX PAR MINISTÈRES.	
	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.
		fr. c.		francs.		fr. c.		fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854	199	76,975 47	//	//	199	76,975 47	199	76,975 47
Justice et cultes — Divers	509	1,648,358 00	804	794,027	1,373	2,442,385 00		
Justice et cultes — Juges de paix	215	244,092 00	315	122,339	530	366,431 00	1,923	2,840,548 00
Justice et cultes — Cultes	14	24,692 00	6	7,040	20	31,732 00		
Affaires étrangères	196	1,096,669 00	170	295,107	366	1,391,776 00	366	1,391,776 00
Intérieur — Divers	324	590,041 00	215	129,704	539	719,745 00		
Intérieur — Prisons	1,013	743,093 00	681	176,362	1,694	919,455 00	2,596	2,029,971 00
Intérieur — Algérie	185	290,754 00	178	100,017	363	390,771 00		
Finances — Administration centrale — Divers	365	1,241,971 00	304	346,437	3,359	5,740,265 00		
Finances — Administration centrale — Percepteurs	1,389	3,347,402 00	1,301	804,455				
Finances — Contributions directes	264	714,765 00	235	189,164	499	903,929 00		
Finances — Enregistrement	893	2,262,528 00	898	741,675	1,791	3,004,203 00		
Finances — Douanes — Service sédentaire	861	1,373,574 00	890	449,424	20,066	11,837,950 00		
Finances — Douanes — Service actif — Ancienne liquidation	5,183	2,941,107 00	5,519	1,011,408				
Finances — Douanes — Service actif — Nouvelle liquidation	6,245	5,621,538 00	1,368	440,899				
Finances — Contributions indirectes — Service sédentaire	783	2,044,776 00	877	586,392	5,723	6,217,421 00	32,099	28,710,778 00
Finances — Contributions indirectes — Service actif	2,206	2,847,372 00	1,857	738,881				
Finances — Manufactures de l'État	174	361,504 00	147	108,135	321	469,639 00		
Finances — Caisse des dépôts	61	152,399 00	36	31,722	97	184,121 00		
Finances — Cour des comptes	31	112,150 00	55	75,147	86	187,297 00		
Finances — Monnaies	6	14,546 00	14	12,344	20	26,890 00		
Finances — Services financiers de l'Algérie	61	100,585 00	57	26,670	118	127,255 00		
Finances — Dernière liste civile	4	4,857 00	15	6,951	19	11,808 00		
Guerre — Divers	385	589,921 00	337	153,338	722	743,259 00		
Guerre — Poudres et salpêtres (service actif)	1	790 00	1	165	2	955 00	1,081	798,178 00
Guerre — Caserniers	191	37,342 00	166	16,622	357	53,964 00		
Marine	130	327,523 00	80	81,741	210	409,264 00	210	409,264 00
Colonies	397	387,406 00	531	198,242	928	585,648 00	928	585,648 00
Instruction publique et beaux-arts — Instituteurs	14,241	11,294,604 00	6,152	1,532,988	20,393	12,827,592 00		
Instruction publique et beaux-arts — Divers	2,110	5,211,473 00	1,554	1,284,246	3,664	6,495,719 00	24,527	19,707,750 00
Instruction publique et beaux-arts — Beaux-arts	281	314,471 00	189	69,968	470	384,439 00		
Agriculture — Divers	262	276,047 00	244	97,095	506	373,142 00		
Agriculture — Forêts — Service sédentaire	232	631,518 00	218	174,395	3,343	2,206,742 00	3,849	2,579,884 00
Agriculture — Forêts — Service actif — Ancienne liquidation	910	425,176 00	938	140,234				
Agriculture — Forêts — Service actif — Nouvelle liquidation	858	780,184 00	187	55,235				
Commerce et industrie — Commerce	188	310,730 00	186	80,023	374	390,753 00		
Commerce et industrie — Postes et télégraphes — Service sédentaire	3,450	4,427,832 00	1,552	687,149	16,086	9,684,017 00	16,460	10,074,770 00
Commerce et industrie — Postes et télégraphes — Service actif	7,050	3,923,335 00	4,034	645,701				
Travaux publics — Ingénieurs; administration centrale	214	962,984 00	244	335,150	458	1,298,134 00		
Travaux publics — Sous-ingénieurs conducteurs, employés secondaires	882	1,364,805 00	1,108	454,652	1,990	1,819,457 00	4,376	3,795,406 00
Travaux publics — Divers	892	499,684 00	1,036	178,131	1,928	677,815 00		
TOTAUX	53,915	59,621,573 47	34,699	13,379,375	88,614	73,000,948 47	88,614	73,000,948 47

Tableau F.

TABLEAU STATISTIQUE faisant ressortir, par Ministère et par Service, le nombre au moment de leur admission à la retraite, la durée

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.
				fr. c.	ans mois.	ans mois.	ans mois.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854			18	6,714 25	45.7	43.7	89.3
Justice et cultes	Divers		64	176,148 00	64.11	11.	75.11
	Juges de paix		42	44,573 00	69.1	9.8	78.9
	Cultes		1	1,057 00	60.5	1.	61.5
Affaires étrangères			10	63,708 00	56.11	16.5	73.4
Intérieur	Divers		31	52,027 00	58.11	10.11	69.10
	Prisons		83	52,652 00	57.8	12.1	69.9
	Algérie		10	12,723 00	57.4	12.2	69.6
Finances	Administration centrale	Divers	39	137,595 00	61.7	11.3	72.10
		Percepteurs	107	222,106 00	61.7	11.8	73.3
	Contributions directes		19	46,189 00	60.4	13.10	74.2
	Enregistrement		67	160,931 00	61.6	14.3	75.9
	Douanes	Service sédentaire	78	126,460 00	60.11	11.8	72.7
		Service actif. Ancienne liquidation	538	297,338 00	53.6	21.4	74.10
		Service actif. Nouvelle liquidation	148	135,067 00	53.	5.6	58.6
	Contributions indirectes	Service sédentaire	86	187,577 00	61.5	12.10	74.3
		Service actif.	164	210,463 00	54.11	13.11	68.10
	Manufactures de l'État		9	21,658 00	57.8	9.1	66.9
	Caisse des Dépôts		4	8,136 00	61.7	9.10	71.5
	Cour des Comptes		4	11,533 00	67.6	10.8	78.2
	Monnaies		1	4,000 00	64.10	7.9	72.7
	Services financiers de l'Algérie		1	6,000 00	58.8	6.2	64.10
	Dernière liste civile		1	328 00	57.3	25.8	82.11
Guerre	Divers		19	35,889 00	61.3	12.9	74.
	Caserniers		18	4,397 00	66.3	8.5	74.8
Marine			10	27,285 00	59.5	9.10	69.3
Colonies			9	11,076 00	62.10	7.7	70.5
Instruction publique	Instituteurs		788	580,351 00	56.5	13.9	70.2
	Divers		149	357,718 00	61.7	11.1	72.8
	Beaux-Arts		15	19,658 00	61.8	9.3	70.11
Agriculture	Divers		19	20,863 00	58.5	9.7	68.
	Forêts	Service sédentaire	52	146,288 00	58.7	14.8	73.3
		Service actif. Ancienne liquidation	88	43,351 00	56.7	19.4	75.11
		Service actif. Nouvelle liquidation	28	20,730 00	59.9	2.10	62.7
Commerce et industrie	Commerce		18	26,538 00	63.3	10.8	73.11
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	220	264,753 00	60.7	12.1	72.8
		Service actif.	448	217,746 00	58.	12.7	70.7
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		21	85,328 00	62.9	9.10	72.7
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		82	119,678 00	62.9	10.7	73.4
	Divers		88	54,962 00	66.6	10.6	77.
MOYENNES		Partie sédentaire	1,395	2,516,548 25	60.	11.8	71.8
		Partie active	2,202	1,505,046 00	55.9	14.11	70.8
TOTAUX ET MOYENNES			3,597	4,021,594 25	57.4	12.8	70.

et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1898, l'âge moyen des titulaires moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès.

Tableau F.

VEUVES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	ORPHELINS. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraité.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment de la radiation.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.
	francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		fr. c.
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	18	6,714 25
53	46,231	60.3	16.	76.3	3	3,693	13.5	7.7	21	120	226,072 00
22	7,096	64.4	15.7	79.11	"	"	"	"	"	64	51,669 00
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1,057 00
5	10,229	62.4	9.3	71.7	"	"	"	"	"	15	73,937 00
5	5,267	58.7	10.6	69.1	2	893	6.5	1.10	8.3	38	58,187 00
31	6,827	62.2	14.	76.2	3	909	12.9	8.3	21	117	60,388 00
8	3,887	62.3	14.5	76.8	1	51	14.3	6.9	21	19	16,661 00
27	31,101	61.3	16.6	77.9	"	"	"	"	"	66	168,696 00
71	135,353	62.6	13.1	75.7	5	2,796	13.6	7.	20.6	183	260,255 00
10	9,734	58.6	13.2	71.8	"	"	"	"	"	29	55,923 00
37	24,891	59.6	15.1	74.7	3	2,666	19.4	1.8	21	107	188,488 00
44	21,174	57.3	15.11	73.2	8	2,480	12.8	8.4	21	130	150,114 00
391	69,738	61.2	15.1	76.3	28	4,758	12.10	7.11	20.9	957	371,834 00
18	4,719	47.4	2.10	50.2	15	3,535	17.10	2.5	20.3	181	143,321 00
50	35,938	61.9	15.11	77.8	4	2,925	14.8	6.4	21	140	226,440 00
94	39,488	59.1	14.6	73.7	9	2,960	10.3	8.	18.3	267	252,911 00
3	3,332	57.9	16.3	74.	"	"	"	"	"	12	24,990 00
1	741	69.11	1.10	71.9	"	"	"	"	"	5	8,877 00
3	2,531	73.10	8.6	82.4	"	"	"	"	"	7	14,064 00
3	2,539	63.4	11.4	74.8	"	"	"	"	"	4	6,539 00
1	550	47.9	28.11	76.8	1	533	19.8	1.4	21	3	7,083 00
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	328 00
18	7,884	60.9	13.1	73.10	"	"	"	"	"	37	43,773 00
9	910	62.2	6.11	69.1	1	1,000	14.11	6.1	21	28	6,307 00
2	2,406	62.1	9.3	71.4	"	"	"	"	"	12	29,691 00
7	5,610	61.6	8.3	69.9	4	1,504	16.6	4.6	21	20	18,190 00
310	65,719	65.	11.2	76.2	37	8,545	12.11	6.9	19.8	1,135	654,615 00
72	52,902	61.	14.6	75.6	10	10,928	15.5	4.6	20.1	231	421,548 00
12	7,024	57.6	18.10	76.4	1	63	10.9	10.1	20.10	28	26,745 00
12	3,609	55.6	14.2	69.8	"	"	"	"	"	31	24,472 00
14	11,913	54.6	14.	68.6	1	983	20.4	0.8	21	67	159,184 00
56	8,324	59.6	12.8	72.2	4	546	13.1	6.2	19.3	148	52,221 00
1	162	84.7	4.10	89.5	1	200	19.6	1.6	21	30	21,092 00
12	5,462	57.11	17.8	75.7	"	"	"	"	"	30	32,000 00
57	21,284	58.8	13.	71.8	7	2,082	13.6	7.6	21	284	288,119 00
183	26,203	60.3	11.8	71.11	29	4,267	14.7	6.3	20.10	660	248,216 00
15	19,250	57.9	16.4	74.1	"	"	"	"	"	36	104,578 00
54	24,000	62.8	11.	73.	2	772	10.8	10.4	21	138	144,450 00
49	8,062	64.10	13.2	78.	2	229	14.5	6.7	21	139	63,253 00
707	417,737	60.10	14.1	74.11	58	34,507	14.	6.1	20.1	2,160	2,968,792 25
1,053	214,020	61.7	12.11	74.6	123	25,144	13.10	6.6	20.4	3,378	1,744,210 00
1,760	632,090	61.3	13.5	74.8	181	59,318	13.11	6.4	20.3	5,538	4,713,002 25

COMPTE SPÉCIAL

DES

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et des forêts et aux veuves de ces agents retraités antérieurement aux lois des 26 février 1887 et 4 mai 1892; 3° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890.

Crédit alloué par la loi du 13 avril 1898 (Dette viagère, chapitre 39)...	4,286,540f
Allocations inscrites.....	4,253,821
Reste disponible.....	32,719

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

(Lois de finances des 26 janvier 1892, art. 49; 26 juillet 1893, art. 48; 29 mars 1897, art. 34 et 13 avril 1898, art. 41 et 42.)

Tableau G. *DÉVELOPPEMENT des inscriptions de l'année 1898.* **Tableau G.**

NATURE DES PENSIONS.	HOMMES. SÉRIE 1.	SÉRIE 2.	SÉRIE 3.	SÉRIE 4.	SÉRIE 5.	SÉRIE 6.	SÉRIE 7.	SÉRIE 8.	SÉRIE 9.	SÉRIE 10.	SÉRIE 11.
Militaires de la guerre	50	85	463	1,597	193	174	527	489	4,661	3,588	10,754
Militaires de la marine	21	62	62	196	51	11	464	459	622	704	2,146
Douaniers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	95	123	"	"	561	283	691	3,537
Douaniers (Loi du 22 août 1790)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	3
Forestiers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	22	31	3	"	13	318	499	89
Totaux.... Parties	71	147	525	1,910	398	188	991	1,522	5,884	5,483	16,529
Totaux.... Sommes	15,833	28,077	83,475	242,570	37,810	17,860	78,289	108,062	370,692	263,184	793,392
	33,648 parties pour 2,039,244 francs.										

NATURE DES PENSIONS.	VEUVES. SÉRIE 12.	SÉRIE 13.	SÉRIE 14.	SÉRIE 15.	SÉRIE 16.	SÉRIE 17.	SÉRIE 18.	SÉRIE 19.	SÉRIE 20.	SÉRIE 21.	SÉRIE 22.	SÉRIE 23.	SÉRIE 24.	PENSIONS UNIFIÉES. HOMMES. (Séries 1 à 11.) Parties.	Sommes.	VEUVES. (Séries 12 à 24.) Parties.	Sommes.	AMPUTÉS OU ASSIMILÉS (Anciennes séries 25 à 35.) (1) Parties.	Sommes.
Militaires de la guerre	31	54	116	136	469	1,172	279	61	188	213	1,252	841	2,912	2,716	72,690	"	"	6,135	1,170,059
Militaires de la marine	8	17	66	73	82½	261	103	10	222	337	798	643	1,686	95	3,087	"	"	700	116,235
Douaniers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	"	"	84	88	1	"	504	3	597	3,179	146	4,554	1,066	32,115	"	"
Douaniers (Loi du 22 août 1790)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Forestiers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	"	"	41	29	6	"	47	152	322½	153	53	1,527	258	6,505	"	"
Totaux.... Parties	39	71	182	209	551½	1,558	499	78	410	1,102	2,205	2,403½	7,931	3,010	81,858	1,324	38,620	6,835	1,286,294
Totaux.... Sommes	6,201	11,289	23,114	26,543	52,393	123,082	39,421	6,162	25,830	57,216	105,840	76,914	253,800	"	"	"	"	"	"
	17,329 parties pour 807,805 francs.													11,169 parties pour 1,406,772 francs.					

TOTAL GÉNÉRAL..... 62,146 parties pour.... 4,253,821 francs.

(1) Pensions unifiées par application de l'article 41 de la loi du 13 avril 1898.

RÉCAPITULATION PAR NATURE DE PENSIONS.

NATURE DES PENSIONS.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Militaires de la guerre	31,432	2,639,846	
Veuves de militaires de la guerre	7,724	411,782	
Militaires de la marine	5,593	421,718	
Veuves de militaires de la marine	4,307 (A)	202,006	(A) 1/2 partie en plus provenant de la division d'une allocation.
Douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	5,436	288,908	
Veuves de douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	5,615 (B)	195,278	(B) 3 parties en plus provenant de division d'allocations.
Douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	4	192	
Veuves de douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	2	80	
Forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	1,028	56,732	
Veuves de forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	1,010 (C)	37,279	(C) 1 partie 1/2 en plus provenant de division d'allocations.
TOTAL GÉNÉRAL	62,151	4,253,821	

TABLEAU faisant ressortir, par séries, l'augmentation de l'allocation inscrite en 1898 sur l'allocation inscrite en 1897.

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS. 1897.	ALLOCATIONS. 1898.	
Colonel	1	200	223	
Lieutenant-colonel	2	171	191	
Commandant	3	143	159	
Capitaine	4	114	127	
Lieutenant	5	85	95	
Sous-lieutenant	6	85	95	
Adjudant	7	71	79	
Sergent-major	8	64	71	
Sergent	9	57	63	
Caporal	10	43	48	
Soldat	11	43	48	
Amputés — Colonel	25	600		
Amputés — Lieutenant-colonel	26	513		
Amputés — Commandant	27	429		
Amputés — Capitaine	28	342		
Amputés — Lieutenant	29	255		
Amputés — Sous-lieutenant	30	255		(1)
Amputés — Adjudant	31	213		
Amputés — Sergent-major	32	192		
Amputés — Sergent	33	171		
Amputés — Caporal	34	129		
Amputés — Soldat	35	129		
VEUVES DE :				
Général de division	12	143	159	
Général de brigade	13	143	159	
Colonel	14	114	127	
Lieutenant-colonel	15	114	127	
Commandant	16	85	95	
Capitaine	17	71	79	
Lieutenant	18	71	79	
Sous-lieutenant	19	71	79	
Adjudant	20	57	63	
Sergent-major	21	43	48	
Sergent	22	43	48	
Caporal	23	28	32	
Soldat	24	28	32	

(1) Séries unifiées par application de l'article 41 de la loi du 13 avril 1898.

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE. 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1899.) . . . . . 4 à 9

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative. . . . . 14 et 15

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts. . . . . 16 à 19
2° Rentes provenant de conversions. . . . . 20 et 21
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. . . . . 22 à 23
Récapitulation des rentes créées. . . . . 22 et 23

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État. . . . . 24 et 25
2° Rentes annulées à la suite de conversions. . . . . 26 et 27
3° Rentes rachetées à la Bourse. . . . . 26 et 27
Récapitulation des rentes annulées. . . . . 26 et 27
Récapitulation générale. . . . . 28 et 29
Résultat des conversions. . . . . 30 et 31
Mouvement et situation des rentes 3 1/2 p. 0/0. . . . . 30 et 31
Mouvement et situation des rentes 3 p. 0/0. . . . . 32 et 33

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1899 ..... 34 et 35

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds, du 31 décembre 1879 au 31 décembre 1898 ..... 36 à 41

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1898 ..... 42 à 45

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1899, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement ..... 46 à 59

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1899. (Rentes inscrites.) ..... 60 à 63

DETTE REMBOURSABLE A TERME OU PAR ANNUITES.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative ..... 66 et 67

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 68
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 69
- 3° État des dépenses ..... 70 et 71
- 4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 72 et 73
- 5° Observations sur le tableau des annuités ..... 74 et 75

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1899 des crédits d'inscription 76
- 2° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 77
- 3° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1898 77

EMPRUNT DE 250 MILLIONS (DIT EMPRUNT MORGAN).

Note explicative ..... 80 à 82

Situation au 1er janvier 1899 83

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est ..... 86 et 87

Note sur l'annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 88

Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 89

Pages.

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1899..... 90 et 91
Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899..... 92 à 99
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899. (Subventions.). 100 à 105
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899. (Avances.)... 106 à 109
Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1899..... 110 et 111
État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1899..... 112
Développement concernant les annuités dues à la compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse)..... 113 et 114
Développement concernant les annuités dues à la compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse)..... 115 et 116
Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872..... 117 à 121
Relevé et composition des annuités..... 122
État des annuités restant à payer au 1er janvier 1899..... 122
Situation des dépenses au 1er janvier 1899..... 123

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires et application de la loi du 7 décembre 1894. — Dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam..... 124 à 126
Intérêt et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance à la Société générale algérienne. (Loi du 26 décembre 1894)..... 127 et 128

ANNUITÉS DUES AUX HOSPICES CIVILS.

(DÉPENSES DES HÔPITAUX MILITAIRES.)

Note sur les annuités dues aux hospices civils..... 129
Tableau détaillé des annuités..... 129
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899..... 130 et 131

ANNUITÉ POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

Note explicative..... 132
Situation au 1er janvier 1899..... 132

ANNUITÉS POUR CHEMINS STRATÉGIQUES.

Note explicative..... 132

Pages.

ANNUITÉS DUES AUX VILLES
POUR CONSTRUCTION D'HÔTELS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Note sur les annuités dues aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes..... 133

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899..... 133

État développé des dépenses en capital et intérêts..... 134 et 135

Tableau des annuités inscrites pour remboursement d'avances faites par des villes pour la construction d'hôtels des postes et des télégraphes..... 136 et 137

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.

Dispositions législatives et réglementaires et note explicative..... 140 à 142

Situation, au 1er janvier 1899, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing..... 142 à 144

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1899..... 145

Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1899..... 146

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1899..... 147

L'ANNUITÉ À LA VILLE DE ROUBAIX
POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE DES ARTS INDUSTRIELS.

Note explicative..... 148

ANNUITÉS AUX VILLES D'AIX ET DE MARMANDE
POUR CONSTRUCTION D'UNE MANUFACTURE D'ALLUMETTES ET DE MAGASINS.

Note et tableau détaillé des annuités inscrites..... 149

Situation au 1er janvier 1899..... 150

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Note explicative..... 152 et 153

Situation, au 1er janvier 1899, des capitaux de cautionnements en numéraire..... 154 à 157

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 780 et 781)..... 159

COMPTE DE L'ANNUITÉ À PAYER AU CRÉDIT FONCIER.

Note explicative..... 162 et 163

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899..... 163

Tableau des dépenses en capital et intérêts pendant la période écoulée du 1er mars 1888 au 28 février 1893..... 164 et 165

Tableau des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899 pour la période écoulée depuis le 1er mars 1893..... 166 et 167

Pages.

ANNUITÉ AU DÉPARTEMENT DU NORD.

NOTE EXPLICATIVE 168

ANNUITÉ POUR L'AGRANDISSEMENT ET L'AMÉLIORATION DU PORT DE BÔNE.

NOTE EXPLICATIVE 170

ANNUITÉ POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

NOTE EXPLICATIVE 172

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES, POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE 175

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1899 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions (Enseignement supérieur). 176 et 177

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire . . . . . 178 et 195

RÉCAPITULATION . . . . . 194 et 195

ANNUITÉ À PAYER A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS POUR REMBOURSEMENT DE L'AVANCE RELATIVE AU RACHAT DES RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES.

NOTE EXPLICATIVE et compte de l'amortissement 198

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS, LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1899 . . . . . 200 et 201

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

NOTE EXPLICATIVE . . . . . 204 à 205

TABLEAU des annuités au 1er janvier 1899 . . . . . 206 et 207

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1899 . . . . . 208 à 211

Pages.

RENTES VIAGÈRES.

NOTE EXPLICATIVE 214

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

NOTE EXPLICATIVE ..... 216 à 219

SITUATION, au 1er janvier 1899, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions ..... 220 à 223

SITUATION des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1899 ..... 223 à 227

SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1899 ..... 228 et 229

COMPTE SPÉCIAL DES PENSIONS CIVILES.

TABLEAU statistique des pensions inscrites en 1898, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation et la quotité moyenne des pensions ..... 232 et 233

RÉCAPITULATION, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1899 ..... 234 et 235

TABLEAU statistique faisant ressortir par ministère et par service le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1898, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès ..... 236 et 237

COMPTE SPÉCIAL DES ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

DÉVELOPPEMENT des inscriptions de l'année 1898 ..... 240 et 241

RÉCAPITULATION par nature de pensions ..... 240 et 241

TABLEAU faisant ressortir par séries l'augmentation de l'allocation inscrite en 1898 sur l'allocation inscrite en 1897 242

TABLE détaillée des matières 243